

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES CRISES STRUCTURELLES DU SYSTÈME CAPITALISTE COMME
L'ÉCROULEMENT D'UN RÉGIME D'ACCUMULATION : UNE APPROCHE
RÉGULATIONNISTE

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
PHILIPPE LANGLOIS

Septembre 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais remercier certains de mes professeurs : mon directeur Daniel Holly qui m'a initié à la pensée systémique, David Mandel qui m'a présenté la pensée marxiste, Christian Deblock qui m'a introduit à la théorie de la régulation et Éric Pineault qui m'a aidé à maîtriser cette théorie. Les suggestions de lecture de Sylvain Zini ainsi que ses corrections m'ont été très utiles. J'aimerais aussi remercier Anne Plourde et Marise Lachapelle qui ont contribué à façonner la structure de ce mémoire ainsi que la communauté d'esprits du 4369 Christophe Colomb. Finalement, je dois beaucoup à mes parents qui m'ont supporté durant tout ce projet.

RÉSUMÉ

L'objectif de ce mémoire est de construire une analyse abstraite des crises économiques propres au système capitaliste à l'aide de la théorie marxiste et de la théorie de la régulation. Nous cherchons à étudier les processus fondamentaux qui mènent à l'éclatement d'une crise majeure, ou crise structurelle, du capitalisme. Cette démarche comprend trois étapes principales. Premièrement, nous verrons, à l'aide des écrits de Marx, pourquoi et comment les phénomènes extrêmes que sont les crises économiques sont endogènes à l'accumulation de capital. Deuxièmement, nous verrons, à l'aide de la théorie de la régulation, comment il se développe dans le système capitaliste un régime d'accumulation, ensemble institutionnel chargé de réguler l'accumulation et d'enrayer les crises. Troisièmement, nous verrons comment la relation contradictoire entre l'accumulation de capital et l'ensemble institutionnel chargé de le réguler mène éventuellement à l'éclatement d'une crise structurelle qui annonce une époque de conflits ouverts et de profondes mutations pour le système.

Mots-clés : Crises économiques, régulation, financiarisation, capitalisme, monnaie

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	2
Principales approches des crises économiques.....	3
Problématique, hypothèses, concepts et cadre théorique	10
Méthodologie et structure.....	13
CHAPITRE I : LA CRISE COMME UN PROCESSUS INHÉRENT À L'ACCUMULATION DU CAPITAL.....	17
1.1 Marchandise, travail et monnaie.....	17
1.2 Les rapports capitalistes.....	31
CHAPITRE II : RÉGULATION DE L'ACCUMULATION PAR LE BIAIS D'UN RÉGIME INSTITUTIONALISÉ D'ACCUMULATION	44
2.1 Un mode de production et sa forme.....	44
2.3 Configuration des formes institutionnelles constitutives d'un régime d'accumulation.....	47
2.3 Crises et régimes d'accumulation.....	58
CHAPITRE III : LA RELATION ANTAGONIQUE ENTRE ACCUMULATION ET RÉGIME D'ACCUMULATION.....	66
3.1 Le rapport conflictuel entre une forme et sa substance	66
3.2 Le processus de découplage entre forme et substance et la suraccumulation	69
3.3 La contradiction entre accumulation et institutions dans les rapports capitalistes	79
CONCLUSION	107
BIBLIOGRAPHIE.....	125

INTRODUCTION

Le sujet central de ce mémoire est les crises dites *majeures*, ou encore crises structurelles, du système capitaliste. Son but est de compléter un cadre conceptuel qui permet d'appréhender et d'analyser ces *crises majeures*. Nous tenterons de mener à bien cette tâche en nous basant principalement sur les travaux des auteurs marxistes de l'École de la régulation tels que Dookès, Rosier, Aglietta et Lipietz ainsi que sur les écrits de Marx lui-même.

Le concept de *crise capitaliste majeure* utilisé renvoie à celui qui est avancé par l'École de la régulation : il s'agit d'une crise économique et sociale qui procède de l'écroulement d'un *mode de régulation*. L'étude d'un tel sujet présuppose donc l'emploi d'une littérature marxiste et plus précisément régulationniste, qui nous semble, de par son point de vue critique et global, la plus pertinente pour traiter des défaillances majeures du système capitaliste. Marx a en effet cherché à démontrer à travers ses écrits comment les rapports capitalistes sont fondamentalement contradictoires, et comment ces contradictions peuvent se manifester à travers les crises économiques. Les auteurs de l'École de la régulation édifient sur les fondations théoriques marxistes le concept de mode de régulation : face aux contradictions du système, il se développe un ensemble d'institutions sociales, politiques, économiques et culturelles chargées de réguler les rapports capitalistes et d'assurer leur reproduction. Les crises majeures sont celles où un mode de régulation n'arrive plus à assurer les contradictions de l'accumulation capitaliste et s'écroule à l'occasion d'une crise économique et sociale. Un questionnement surgit alors : Comment expliquer, à l'aide des concepts régulationniste et d'une façon qui soit cohérente avec la dialectique marxiste, les processus qui mènent à l'écroulement d'un mode de régulation?

Il est surprenant de voir que, si de nombreux auteurs régulationniste ont étudié attentivement les facteurs et les effets concrets des crises majeures, particulièrement la crise du fordisme durant les années 70, le champ théorique que sont les crises majeures est demeuré assez peu défriché. Notre démarche vise donc à tenter de combler cette lacune en

utilisant les concepts marxistes et régulationniste comme outils servant à construire une analyse théorique des crises majeures et jeter ainsi une modeste lumière sur cette épineuse problématique. Il s'agit d'une démarche essentiellement théorique, et donc abstraite. Néanmoins, une brève analyse concrète de la crise actuelle sera produite lors de la conclusion de ce mémoire. Il s'agira alors de se servir de cette crise comme exemple et de déterminer si, à la lumière des événements, cette crise peut s'apparenter à une crise majeure.

La pertinence d'un tel sujet ne saurait faire de doute à partir du moment où l'on étudie même superficiellement l'histoire du capitalisme moderne. Au cours du XXe siècle, par exemple, l'économie capitaliste mondiale a été frappée de plusieurs crises dont certaines d'une envergure colossale et portant à de très lourdes conséquences, tant politiques et sociales qu'économiques. Ces périodes troubles sont souvent des terrains fertiles pour les interrogations et les remises en questions en science économique : de nouvelles analyses sur les crises se mettent à foisonner et viennent remettre en cause le paradigme théorique précédent qui devient obsolète en raison de son incapacité à prévoir et expliquer la crise. C'est pourquoi la plupart des grands travaux théoriques sur les crises capitalistes sont contemporains des grandes périodes de crises : Keynes et la crise de 1929, Ernest Mandel, les régulationniste ou les néo-libéraux lors de la crise des années 70. Cependant, lorsque la crise est résorbée, que les obstacles au profit sont surmontés, les nouvelles théories « révolutionnaires » qui ont vaincu la forteresse de l'hégémonie intellectuelle se transforment elles-mêmes en paradigmes figés, comme la théorie néo-classique. Les crises deviennent alors un sujet assez peu à la mode, sinon carrément considéré comme obsolète, le nouveau paradigme assurant qu'une telle catastrophe est maintenant devenue impossible grâce à de nouvelles pratiques économiques ou à de nouvelles mesures de contrôle. Et ce, jusqu'à ce qu'une autre crise majeure frappe le système et viennent ébranler les convictions les plus solides. Nous ne désirons pas attendre une nouvelle et hypothétique crise (les événements récents tendent à démontrer que la crise est maintenant moins une hypothèse qu'une réalité concrète) pour traiter de ce sujet, dont l'étude nous semble par ailleurs une formidable porte d'entrée pour la compréhension du système capitaliste.

Par ailleurs, le sujet peut sembler trop économique pour une analyse en science politique. Cependant, nous croyons qu'il n'est pas aisé de distinguer de façon claire ces deux sphères de la vie sociale. L'un des aspects les plus importants de notre mémoire est justement

de faire le lien entre le politique, le social et l'économique. À ce niveau, les théories marxiste et régulationniste nous apparaissent parfaitement pertinentes, en ce sens qu'elles s'opposent comme nous allons le voir aux autres théories économiques qui étudient l'économie comme un champ autonome des autres sphères de la société.

Principales approches des crises économiques

Comme il a été mentionné précédemment, l'étude d'un sujet comme les crises structurelles du capitalisme, qui sont des défaillances majeures d'un mode de régulation du système, supposent un cadre théorique essentiellement critique. Deux principaux aspects théoriques doivent être pris en compte dans le cadre d'une étude comme celle que nous suggérons d'entreprendre. Le premier aspect est relativement simple; il faut mettre de l'avant les forces centrifuges, issues des processus endogènes à l'accumulation de capital, qui oeuvrent à la destruction du capitalisme. Le deuxième aspect découle du premier ; le processus d'accumulation étant instable et déséquilibré, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes socio-économiques qui mettent en échec, ou du moins qui tiennent en respect les déséquilibres inhérents au capital.

Nous allons ici effectuer un très rapide survol des trois principaux courants actuels en science économique, le néo-libéralisme, le keynésianisme et le marxisme, afin de présenter les réponses que ces théories offrent aux problèmes théoriques qui nous préoccupent. Comme un courant théorique est toujours complexe et représente un large spectre de saveurs intellectuelles, nous nous limiterons à une esquisse des postulats de base de chacune et de leurs implications pour une analyse des crises capitalistes.

Les néo-classiques¹

¹ La présentation des théories néo-classique et keynésienne est inspirée de celle qu'en fait Bernard Rosier dans *Croissance et crises capitalistes*.

La théorie actuellement dominante en science économique, le néo-libéralisme ou néo-classicisme, est fondée sur les travaux du français Walras et l'anglais Marshall, à cheval entre le XIX^e et le XX^e siècle. Ceux-ci postulent qu'une croissance économique équilibrée et continue ne peut être atteinte que dans le cadre d'un marché libre. En effet, l'allocation efficiente des ressources économiques limitées n'est possible que lorsque les agents économiques, tous égaux et porteurs de services, sont totalement libres d'échanger l'un avec l'autre sur un espace purement économique et dénué de toute entrave. Ces échanges sont régulés par le jeu de l'offre et de la demande, qui fixe à tâtons les prix des divers services en fonction de leur rareté (qui détermine l'offre) et de leur utilité marginale (qui détermine la demande). Ce marché se doit d'être flexible, et toute intervention externe risque de mettre à mal les fragiles mécanismes du libre échange et d'y introduire de sérieux déséquilibres pouvant mener à de graves défaillances. Le marché étant naturellement équilibré et parfait, la crise est provoquée par l'irruption impromptue et indésirable d'acteurs sociaux comme l'État ou les syndicats qui créent des rigidités dans les flexibles rouages de l'économie. C'est ainsi que Friedman et les monétaristes accusent la mauvaise politique monétaire de la banque centrale américaine pour expliquer la débâcle de 1929 (*A Monetary History of the United States*, 1963) Dans la même ligne de pensée, les puissants syndicats américains ont été accusés par les néo-libéraux d'être à l'origine de la crise des années 70 en exerçant une trop forte pression à la hausse sur les salaires. De façon générale, chercher les causes d'une crise est ici essentiellement un exercice visant à dénicher les individus et institutions ayant provoqué la crise en corrompant les forces du marché et à blâmer leur incompétence, leur interventionnisme ou leur rigidité. La cure proposée est simple, systématique et universelle : libérez le marché et les crises disparaîtront.

La théorie néo-classique est fondamentalement étrangère à l'étude des crises structurelles du capitalisme. Premièrement, elle affirme que le marché véritablement libre est essentiellement stable et équilibré, ce qui implique que toute crise doit être considérée comme un accident conjoncturel. Deuxièmement, l'idée même d'un marché libre signifie qu'il doit être libéré de toute entrave sociale ou politique, libéré en fin de compte de la société. Cette distinction ontologique entre l'économique et le socio-politique suppose qu'un rapport économique n'est pas un rapport social ni politique. Ces postulats ne permettent pas d'envisager une crise endogène au système capitaliste, ni d'envisager un mode de régulation

sociale de l'accumulation capitaliste puisque la crise ne peut être qu'externe, et le mode de régulation ne doit être qu'inexistant, ou relevant uniquement du marché lui-même.

Keynes

Contrairement aux auteurs néo-classiques, Keynes affirme que les crises sont un phénomène inhérent aux processus économiques : leur origine tient au décalage qui s'instaure entre la rentabilité anticipée du capital et sa rentabilité réelle. Lors d'une phase d'expansion, il y a une nécessaire baisse de l'efficacité marginale (la rentabilité relative) du capital, particulièrement dans les branches sur lesquelles ces poussées expansionnistes se sont construites. Or, les investisseurs, agents actifs du système économique, orientent leurs investissements en fonction des rendements anticipés de leurs capitaux. Ces anticipations se fondent sur des bases souvent fragiles et illusives, les forts taux de profits passés laissant faussement envisager une importante rentabilité alors que l'efficacité marginale du capital ou la demande effective baisse. Cet optimisme excessif provoque éventuellement une situation de surinvestissement, accompagné d'une spéculation boursière à outrance. Cette fausse appréciation subjective mène à une baisse brutale de la rentabilité par rapport au coût du capital et des taux d'intérêt, provoquée par une « déception frappant un marché boursier surévalué et trop optimiste ». Cette analyse implique que le marché seul n'est pas en mesure d'atteindre une croissance équilibrée et doit être encadré par l'État, dont l'intervention prend la forme de politiques monétaires, économiques et sociales. Sa tâche principale est d'assurer la demande effective : en favorisant l'accès à la monnaie par une baisse du taux d'intérêt, ce qui stimule les projets d'investissement et donc la création d'emplois; en accroissant l'investissement public ou en orientant l'investissement privé en fonction d'une politique industrielle.

Keynes prend les néo-classiques à contre-pied : le système économique a une tendance naturelle au déséquilibre et à la crise et nécessite l'appui de forces extra-économiques. De ce fait, il introduit l'idée de la nécessité des *mécanismes de régulation* du système, principalement politiques et étatiques. Ces idées ont d'ailleurs été poursuivies par des économistes néo-keynésiens comme Harrod ou les auteurs de l'école de Cambridge.

Cependant, son analyse répète deux erreurs majeures des néo-classiques. D'abord, il introduit une différenciation entre le marché et les *forces externes* qui selon nous limitent l'étude de l'économie à un champ trop étroit. Il en est ainsi car il pratique une analyse fondamentalement superficielle (selon un point de vue marxiste, s'entend) en refusant de traiter des relations sociales contradictoires propres au capitalisme qui découlent des rapports de production et dont les crises ne sont qu'une forme particulière. Si la crise est endogène, il faut examiner plus attentivement quelles sont les causes profondes qui amènent le système à dérailler régulièrement.

Marx²

Pour Marx, champion de l'analyse dialectique des luttes sociales, les crises en tant que phénomène capitaliste doivent prendre racine dans les rapports contradictoires qu'entretiennent entre elles les classes sociales. Il affirme d'abord, à l'instar des auteurs classiques dont il s'inspire comme Smith et Ricardo, que c'est le caractère marchand du capitalisme qui renferme les germes des crises économiques. Dans une économie marchande la production est réalisée non pas dans un but de consommation immédiate, mais est destinée à être offerte sur le marché dans le but de rapporter un profit. La production et la vente de marchandise sont donc deux actions sociales séparées qui prennent dans le marché la forme de l'offre et de la demande. C'est la monnaie, en tant que forme de la mise en rapport des agents économiques, qui assure le lien entre production et vente. Cependant cette distance instaurée à l'intérieur du circuit économique entre offre et demande crée la possibilité de désajustements entre deux actes qui se doivent d'être en harmonie l'un avec l'autre, désajustements qui pourraient mener à des déséquilibres de l'accumulation capitaliste.

C'est la logique contradictoire du capital, morcelé en différentes entités autonomes ayant les mêmes intérêts mais incapables de se coordonner entre elles, qui rend opératoire la possibilité des crises économiques. En effet, dans le capitalisme, la production de marchandises est un acte privé réalisé par divers capitaux individuels en féroce concurrence les uns avec les autres. Cependant, l'ensemble de la production a pour dénominateur commun

² La source pour cette partie est le recueil de textes de Marx intitulé *La Crise*.

de devoir être validée socialement par la vente sur le marché. Cette exigence entre en contradiction avec l'aspect désuni du capital, qui interdit la coordination de l'ensemble des processus de production de façon à ce que l'équilibre soit maintenu dans un système économique en constante croissance. Des déséquilibres entre offre et demande s'insèrent donc inévitablement à tous les niveaux du processus d'accumulation : intra-branche, inter-branche, entre sections de production ou entre production totale et demande finale. Les mécanismes de marché peuvent corriger, avec un certain délai, des oscillations superficielles entre offre et demande, mais certaines divergences s'accumulent et provoquent des déséquilibres qui mènent à des crises. Lors des crises, offre et demande ont emprunté des trajectoires à ce point divergentes que la monnaie, malgré son élasticité, n'est plus en mesure de faire le pont entre les deux. Les crises sont en réalité des moments où offre et demande rétablissent leur compatibilité par force et violence, par le biais d'un nivellement vers le bas.

Marx élabore un concept très élaboré de la crise. Il démontre comment la crise doit être considérée comme un phénomène endogène au capitalisme : les déséquilibres et les crises du processus d'accumulation, s'ils adoptent superficiellement la forme d'une suraccumulation de capital, prennent en fait racine dans les relations fondamentalement contradictoires du système capitaliste et sont rendus possibles par le caractère marchand du système. Cependant, Marx illustre un processus d'accumulation concurrentielle «pure» dont les seuls mécanismes régulateurs sont la compétition entre capitaux, les ajustements de marché et, lorsque ceux-ci font défaut, la crise. Or, depuis le XIXe siècle, un ensemble d'appareils institutionnels extrêmement sophistiqués se sont développés pour enrayer la tendance du système à entrer en crise et dont Marx ne tient pas vraiment compte.

De plus, l'analyse de Marx de la tendance à l'autodestruction du capitalisme a poussé plusieurs auteurs marxistes à conclure que le capitalisme est condamné à progressivement dégénérer sous le poids de ses propres contradictions jusqu'à ce, malade et souffrant, il s'effondre avec fracas pour faire place au socialisme. Ces catastrophistes, comme Rosa Luxembourg, Lénine et Trotsky n'ont eu cesse de prédire, en leur temps, une fin prochaine du capitalisme, et l'histoire a démontré qu'ils avaient tort. Il en est ainsi car ils n'ont pas tenu compte de la capacité du système à se réinventer et se restructurer après avoir vécu une crise majeure et à assurer ainsi sa propre reproduction. Certes, il est vraisemblable que comme tout système historique le capitalisme s'écroule un jour, mais il nous semble beaucoup plus

pertinent d'étudier ses transformations et ses mutations plutôt que d'attendre avec impatience un possible « grand soir ».

L'École de la régulation

D'inspiration marxiste, mais aussi keynésienne, l'école de la régulation a été fondée vers 1975, en plein milieu de la crise dite du "choc pétrolier", par un groupe d'économistes français, dont Billaudot, Lipietz, Boyer, Rosier, Dockès, Aglietta et autres. Les auteurs de l'école de la régulation adoptent comme point de départ le postulat selon lequel le processus d'accumulation tend naturellement vers le déséquilibre en raison de ses propres contradictions. Ils avancent que pour contrer cette tendance, il se développe dans le système capitaliste des *régimes d'accumulation* : « un ensemble de régularités assurant une progression générale et relativement cohérente de l'accumulation du capital, c'est-à-dire permettant de résorber ou d'étaler dans le temps les distorsions et déséquilibres qui naissent en permanence du processus lui-même [le processus étant, comme nous l'avons vu avec Marx, fondamentalement contradictoire] » (Boyer, 1987, p. 46). Le capitalisme voit donc sa structure être constamment modifiée afin d'assurer la reproduction de ses rapports les plus fondamentaux, qui le constituent en tant que système propre. « Il est alors fondamental, dans les études de longue période, d'analyser les changements, qualitatifs et quantitatifs, qui ont été nécessaires à la persistance des rapports capitalistes en général » (Boyer, 1987, p. 47). Néanmoins, un régime d'accumulation ne permet pas d'effacer les contradictions capitalistes, puisque celles-ci sont issues des rapports constitutifs du système. Même à l'intérieur d'un régime d'accumulation, les contradictions font naître des déséquilibres qui mènent éventuellement à des crises systémiques. Ces crises peuvent alors être résolues par les mécanismes institutionnels déjà en place à l'intérieur du régime d'accumulation; c'est *la crise classique*, développée par Marx. Cependant, certaines crises très importantes entraînent des dérèglements de l'accumulation qui ne peuvent être renversés par les modes institutionnels en place; on assiste alors à *une crise majeure*, et à une récession longue, qui détruit le régime d'accumulation, rendu obsolète puisqu'il n'arrive plus à assurer la reproduction du circuit d'accumulation.

Avec l'école de la régulation, on connecte enfin la société avec l'économie. Tout en conservant les postulats de base du matérialisme historique, qui stipule la surdétermination de l'économie sur la société, les régulationnistes démontrent comment un ensemble institutionnel est essentiel à l'équilibre du processus d'accumulation de capital tout en étant façonné en retour par ce processus. Ils établissent ainsi les bases marxistes pour une analyse du rapport entre institutions et économie.

Cependant, si les régulationnistes ont entrepris l'analyse concrète de plusieurs crises économiques majeures, principalement celle qui s'est déroulée dans les années 70, ils n'ont pas suffisamment développé le concept théorique en tant que tel. Les mécanismes qui mènent à l'écroulement d'un mode de régulation sont trop peu souvent présentés sous une forme abstraite, comme Marx l'a fait avec la crise classique. Ils n'explorent pas de façon systématique comment le rapport entre institutions et économie, plus précisément le rapport entre les rapports capitalistes qui forment l'accumulation et un régime d'accumulation, peut mener à une crise. C'est sur cette faiblesse théorique que nous proposons de nous pencher.

Par ailleurs, il est à noter que la théorie de la régulation a perdu beaucoup de son prestige intellectuel d'antan. Née dans les années 70, elle proposait une alternative audacieuse au marxisme sclérosé, au keynésianisme obsolète et aux discours apologistes néolibérales qui avaient primé durant les deux décennies précédentes. Elle a cependant progressivement perdu de sa popularité dans les milieux académiques et intellectuels, tout en voyant la portée de son analyse se raccourcir de façon drastique. Selon nous, deux facteurs expliquent cette dégénérescence théorique. Tout d'abord, le terrible recul de l'analyse marxiste sous toutes ses formes qui s'est fait sentir durant les années 80 et 90, accompagnant un affaiblissement généralisé de la gauche face à la montée du libéralisme. Ensuite, lié au premier phénomène, un abandon par les auteurs régulationnistes comme Aglietta et Boyer, de l'approche fondamentalement critique par rapport au capitalisme qui doit être propre à toute analyse marxiste et remplacée par une attitude complaisante, voire apologiste, envers le capitalisme. La régulation se trouve dans la position contradictoire d'un rejeton bâtard qui assume mal son ascendance théorique marxiste. Elle souffre alors de rigidité conceptuelle tout en faisant preuve d'un laxisme latent dans son analyse. Cela pèse sur la capacité des auteurs régulationnistes contemporains à appréhender les transformations récentes du capitalisme et l'établissement d'un nouveau régime d'accumulation profondément régressif

par rapport au modèle précédent (Husson, 2001). Mais c'est notre conviction que le modèle d'origine est d'une très grande valeur intellectuelle et mérite d'être remis à jour.

Problématique, hypothèses, concepts et cadre théorique

La critique faite aux régulationnistes donne naissance à un questionnement : Comment un régime d'accumulation en vient-il à s'écrouler parce qu'il n'est plus en mesure de gérer les contradictions de l'accumulation? Cette première question mène logiquement à différencier régime d'accumulation et accumulation, mais comment faire une telle chose? Répondre à cette problématique exige d'opérationnaliser la théorie marxiste et la théorie de la Régulation sous la forme de deux concepts, et de produire ensuite une analyse de la dynamique qui s'instaure entre les deux.

Le premier concept est celui de processus d'accumulation de capital, qui découle de la loi de la valeur de Marx. Celle-ci se veut une conceptualisation des forces fondamentales qui composent le processus d'accumulation du capital. Le système capitaliste est avant tout un système marchand, c'est à dire un mode de production basé sur l'échange de marchandises, qui sont produites non pas en fonction d'une consommation immédiate mais dans le but d'être vendues sur le marché. La valeur des marchandises est issue du temps moyen de travail nécessaire à sa fabrication, ce que Marx appelle le travail abstrait. Ce temps de travail n'est pas formalisé comme tel, mais plutôt par son représentant social, la monnaie, qui fait le lien entre les différentes marchandises et compose donc le tissu du marché capitaliste. La valeur monétaire de chaque marchandise se décompose en deux parties; le temps de travail mort (machines) et vivant (salaires) qui ont été nécessaires à sa fabrication; la plus-value (profit) perçue par le propriétaire des moyens de production (capitaliste) et des marchandises produites.

De tout cela découle deux formes de rapports contradictoires : d'abord, la relation contradictoire capital/travail, qui a pour origine la plus-value, soit l'accaparement par le capitaliste d'une partie du temps de travail des salariés. Ensuite, la relation contradictoire capital/capital, soit la lutte incessante que se livrent entre eux les différents capitaux privés

pour l'accumulation des profits. Ces deux rapports, s'ils sont à l'origine même du développement du système capitaliste, produisent paradoxalement des déséquilibres structurels qui menacent constamment sa reproduction. Cette menace le pousse vers une fuite en avant qui consiste, afin d'échapper aux déséquilibres, à modifier les conditions du processus d'accumulation afin d'assurer sa reproduction malgré les obstacles que l'accumulation dresse elle-même sur sa route.

La loi de la valeur a donc pour objet d'étude un mode de production et d'échange de marchandises, fruits du travail mais mises en lien et représentées par la monnaie, dont le support réside dans les besoins matériels des humains mais dont le fonctionnement repose sur l'accumulation sans fin de capital, et dont les conditions et les formes sont en constant changement sous la poussée exercée par ses rapports contradictoires

Ensuite, il faut définir le concept de régime d'accumulation tel qu'il a été construit par les auteurs de l'École de la régulation. Comme il a été mentionné précédemment, les déséquilibres qui naissent de l'accumulation exigent des formes institutionnelles que sont les régimes d'accumulation qui doivent, par définition, réguler d'une façon plutôt cohérente les rapports sociaux fondamentaux du capitalisme. Ces rapports sont :

-Premièrement, *la contrainte monétaire*, renvoie à "la modalité que revêt [...] le rapport social fondamental qui institue les sujets marchands [...la monnaie est] une forme de mise en rapport des centres d'accumulation, des salariés et autres sujets marchands."(Boyer, 1987, p. 49)

-Deuxièmement, *le rapport antagoniste salaire-capital*, définit "essentiellement par le type par le type de moyens de production et par les formes de la division sociale et technique du travail, ainsi que par le mode d'insertion de la consommation des travailleurs dans la production des capitalistes."(Boyer, 1987, p. 49)

-Troisièmement, *le rapport capital-capital*, ou "comment s'organise les relations entre un ensemble de centres d'accumulation fractionnés et dont les décisions sont à priori indépendantes les unes des autres" (Boyer, 1987, p.50) et qui sont en concurrence directe pour s'accaparer la plus-value.

-Quatrièmement, *les modes d'adhésion au régime international*, ou plus précisément les formes de la *division internationale du travail*, codifient les modalités des rapports

capitalistes fondamentaux que sont le rapport salaire-capital et le rapport capital-capital entre les différentes nations intégrées au système capitaliste.

-Cinquièmement, les formes de l'intervention de l'État, "c'est-à-dire les modalités de la politique économique et sociale (ensemble de compromis institutionnalisés) et leurs effets en retour sur la dynamique économique" (Rosier, 2003, p. 35)

-Sixièmement, un ordre productif, ou le « système de machines » qui sert de support technique à l'accumulation et dont la forme peut influencer le processus d'accumulation lui-même.

Un régime d'accumulation, cristallisation des luttes sociales, se développe lors d'une grande crise afin de gérer les contradictions inhérentes au processus d'accumulation telles qu'elles se présentent à une période historique spécifique. Il vient donc réguler une *forme spécifique* que prend la loi de la valeur. De plus, il est issu de luttes sociales et politiques institutionnalisées, et de par ce caractère est plus ou moins figé dans le temps tant et aussi longtemps qu'il semble être en mesure de gérer l'accumulation.

L'étude de la dynamique qui surgit de la relation qui s'établit entre ces deux concepts se révèle être le cœur de notre analyse et la thèse de notre mémoire. *Nous tenterons de démontrer que les crises majeures du capitalisme sont dues à l'accumulation progressive de divergences entre un régime d'accumulation en tant qu'ensemble institutionnel figé et le circuit d'accumulation du capital "réel" en constant mouvement que le premier est chargé de réguler.* Marx a conceptualisé l'accumulation de capital en élaborant la loi de la valeur, et par cette construction théorique a démontré que le capitalisme est un système de rapports sociaux contradictoires qui menacent sa reproduction. Ces contradictions poussent le processus d'accumulation à opérer de constantes modifications de ses rapports constituants afin d'assurer sa reproduction. Les régulationniste avancent quant à eux qu'il se met en place un régime d'accumulation, un ensemble d'institutions socio-économiques, chargées de réguler les relations contradictoires de l'accumulation du capital telles qu'elles se présentent à une période historique donnée. Il s'articule donc autour de la *forme* d'une expression spécifique de la loi de la valeur, cristallisée et figée dans le temps. Là réside une contradiction fondamentale, puisqu'il se démarque du circuit d'accumulation réel et de ses relations contradictoires, la loi de la valeur, dont la forme est en constant mouvement. L'incompatibilité entre mouvement réel de l'accumulation et l'immobilisme d'un régime

d'accumulation provoque l'accumulation progressive de divergences entre les deux, lesquelles sont autorisées et prennent forme dans la sphère monétaire. Celle-ci devient le point nodal des contradictions et doit se tordre et se contorsionner afin de combler le fossé grandissant entre accumulation et régime. Il s'ensuit une autonomisation des flux de valeur monétaire par rapport aux flux de valeur réelle (travail). Finalement, les décalages s'élargissent au point que le régime d'accumulation perd sa raison d'être car il ne possède plus la capacité d'assurer la reproduction de l'accumulation réelle et n'est en mesure que d'assurer sa propre reproduction en satisfaisant de façon artificielle les agents économiques. Son obsolescence éclate éventuellement au grand jour à l'occasion d'une crise majeure du système, qui prend d'abord la forme d'une crise monétaire et financière, puisque c'est là où les tensions sont continuellement rejetées. C'est, selon l'approche développée par Lucien Sève dans *Structuralisme et dialectique*, la dynamique contradictoire et différentielle qui s'établit entre la substance du système et sa forme qui crée les crises, qui sont des moments où la substance finit par « gagner » sur la forme, où est dévoilé la surdétermination de la « matière sociale » sur sa forme institutionnelle, tel que le postule le matérialisme historique.

Méthodologie et structure

Le mémoire est structuré de façon analogue à la démarche entreprise dans la partie précédente. Le premier chapitre portera sur la loi de la valeur et le processus d'accumulation de capital. Le deuxième aura pour objet le concept de régime d'accumulation en tant que système institutionnel chargé d'assurer l'accumulation du capital. Le troisième mettra en évidence comment la dynamique du couple contradictoire accumulation/régime produit les crises économiques majeures.

Dans le premier chapitre, la loi de la valeur sera instrumentalisée afin de servir les intérêts spécifiques de notre analyse. L'étude de la marchandise servira à démontrer comment le caractère marchand du capitalisme fait émerger la possibilité des crises. Une attention particulière sera réservée au travail abstrait et à son représentant social, la monnaie, car c'est la monnaie qui introduit la séparation de la production et de la consommation et qui donc permet l'apparition de déséquilibres entre les deux. Nous verrons comment la possibilité de

déséquilibres est rendue effective par les contradictions propres au capital, soit le rapport travail/capital et le rapport capital/capital. Nous verrons aussi comment ces contradictions le poussent à une modification constante de ses conditions, ce qui lui donne une dynamique temporelle propre. Cela nous permettra de concevoir l'accumulation réelle comme un ensemble mouvant de *flux de valeur travail* prenant une forme objective dans la marchandise et auxquels doivent être fondamentalement subordonnés les flux de valeur monétaires afin de ne pas introduire de déséquilibres dans l'ensemble du processus.

La source principale pour ce chapitre est évidemment le tome premier du *Capital* de Marx, où l'essentiel de la loi de la valeur est exposée. Cependant, la démonstration originale étant assez lourde et parfois alambiquée, nous utiliserons aussi le chapitre premier de *Régulation et crises du capitalisme* de Michel Aglietta ainsi que *Relire le Capital* de Tran-Hai-Hac, qui, à notre sens, ont su dissiper certains aspects brumeux de Marx et rendre la logique marxiste cohérente avec elle-même.

Toute la logique du chapitre deuxième sera édifiée sur celle du premier, comme la régulation du capitalisme ne prend sens que lorsque l'on adopte comme prémisse la loi de la valeur. La théorie de la régulation est très complexe, et nous devons donc la façonner de façon à ce qu'elle supporte notre thèse. Nous démontrerons comment les contradictions capitalistes, à travers les luttes sociales, donnent naissance à un ensemble unitaire d'institutions chargées de les réguler. Ce régime d'accumulation doit donner forme aux rapports capitalistes fondamentaux et les rendre compatibles et cohérents l'un avec l'autre afin de garantir l'accumulation de capital. Nous porterons notre attention sur chacun de ces rapports : le rapport capital/travail émergeant de la plus-value, le rapport capital/capital émergeant de la concurrence de capitaux privés, les formes que prennent ces deux rapports au niveau international, le rapport monétaire qui met en lien tous les agents économiques, le rôle de l'État et enfin le système de machines, ou paradigme technologique, qui sert de support technique au capital. Nous verrons comment cet ensemble d'institutions, une fois établi à la suite de longues luttes sociales et de modifications profondes du système capitaliste, demeure relativement figé dans le temps tant qu'il est en mesure de réguler l'accumulation. Finalement, nous mettrons en lien le concept de régime d'accumulation et celui de crise pour établir une typologie hiérarchisée des différentes formes de crises capitalistes.

Les sources nécessaires à la conception de ce chapitre proviendront principalement, bien entendu, de l'École de la Régulation. Nous pensons tout particulièrement à *Régulation et crises du capitalisme* d'Aglietta, *Crise et inflation : pourquoi?* de Lipietz, *Rythmes économiques* de Dockès et Rosier, *Croissance et crise du capitalisme* de Rosier ainsi que *La régulation : une analyse critique* de Boyer.

Au troisième chapitre seront donc confrontés le processus d'accumulation de capital et le dispositif institutionnel de régulation, dans le but de mieux comprendre comment l'issue de leur confrontation donne naissance à une crise structurelle. Nous tenterons d'établir, en étant fidèle à la pensée dialectique de Marx, qu'accumulation et régulation ne sont pas en simple opposition, mais intimement liés et nécessaires l'un à l'autre. Cela ne les empêche pas, comme nous le verrons, d'entrer éventuellement en contradiction l'un avec l'autre, alors que l'accumulation réelle se modifie constamment et que le régime d'accumulation demeure plus ou moins figé. Cette distance qui s'instaure entre les deux provoque une accumulation progressive de divergences qui met à mal l'ensemble du processus et instaure des déséquilibres dans les processus de l'accumulation. Nous mettrons alors à profit la théorie de la valeur travail de Marx, qui s'avérera centrale pour montrer comment la monnaie permet de telles divergences et comment elle devient le point central de toutes les tensions de l'accumulation de capital. Nous examinerons comment, à travers les cinq rapports constitutifs de l'accumulation, ces tensions poussent la sphère monétaire à s'autonomiser par rapport aux flux de travail auxquels elle est sensée correspondre, afin de faire le pont par-dessus le fossé toujours grandissant entre accumulation réelle et régime d'accumulation. Éventuellement, le système monétaire atteint son niveau d'élasticité extrême et se rompt dans une crise financière majeure, qui précède une crise de l'ensemble du système.

Plusieurs travaux de Marx, dont principalement *Théories sur la plus-value*, apportent des éléments très importants avec lesquels construire notre analyse, notamment les concepts d'économie ésotérique et économie exotérique. Il entend par là opposer les lois ésotériques fondamentales du capitalisme, la loi de la valeur, avec la conception superficielle qu'en ont les agents économiques. Le recueil *Dialectique et structuralisme* de Lucien Sève permettra, à un niveau plus philosophique, de démêler un peu les concepts de substance et de forme et leur relation contradictoire. Nous ferons aussi appel à la théorie des crises capitalistes qu'effectue David Harvey dans son ouvrage *The Limits to Capital*, particulièrement son

analyse des crises monétaires et des crises de la division internationale du travail. À ce niveau, les travaux de Wallerstein et de certains de ses collaborateurs comme Arrighi sur la structure hiérarchique du système mondial seront d'une grande aide. Wallerstein est à la tête d'une école théorique, le système-monde, qui est fort différente de l'école de la régulation, mais certaines de ses thèses ont été reprises avec justesse par les auteurs régulationniste. Ceux-ci ont peu développé l'aspect international et mondial de leur théorie, et c'est pourquoi il est nécessaire de la compléter avec les travaux des système-monde.

CHAPITRE I : LA CRISE COMME UN PROCESSUS INHÉRENT À L'ACCUMULATION DU CAPITAL

“ La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s’annonce comme une immense accumulation de marchandises.”

C’est ainsi que Marx ouvre son œuvre maîtresse, le *Capital*. C’est aussi une proposition fondamentale qu’il s’agit de souligner avec force, et sur laquelle, nous le verrons, repose notre thèse. Cette première partie de notre mémoire se veut comme un résumé de la loi capitaliste de la valeur, exposée dans le tome premier du *Capital* de Marx. Il ne s’agit pas de faire une présentation exhaustive de la loi de la valeur, mais bien de l’instrumentaliser afin d’en dégager un point essentiel à la démonstration de notre thèse; *prouver que c’est l’instabilité inhérente au processus d’accumulation du capital qui provoque les crises économiques*. La tâche sera menée à bien tout d’abord en étudiant le caractère marchand du capitalisme ainsi que le travail abstrait et la monnaie, lesquels renferment la *possibilité* des déséquilibres et des crises. Ensuite, nous verrons comment l’articulation des rapports marchands avec les rapports proprement capitalistes rend effective et opérationnelle cette possibilité de crises.

1.1 Marchandise, travail et monnaie

Le travail

La richesse capitaliste est donc une immense accumulation de marchandises. Qu’est-ce qu’une marchandise? C’est tout d’abord un objet (ou service) utile qui vient combler un besoin humain, c’est-à-dire une *valeur d’usage*. C’est aussi le *produit du travail humain*, le travail étant l’activité de transformation de la nature de façon à combler nos besoins. De plus,

c'est, dans le cadre d'une société où s'est instaurée une division sociale marchande du travail, un objet produit de façon privée mais destiné à être échangé pour le compte du producteur. « Les produits du travail sont marchandises lorsqu'ils sont les produits de travaux privés destinés à la société en général et par conséquent condamnés à faire reconnaître leur caractère social par une opération d'échange. » (Aglietta, 1997, p. 28) On entend par production privée « [...] une unité d'activité concrète dirigée par un agent indépendant des autres, capable de décider de l'affectation de cette activité et de disposer de son produit en ayant pour but ses propres intérêts. On dit que l'agent est *propriétaire économique* » (Lipietz, 1979, p. 83). Dans une telle *société marchande*, tous les travaux sont effectués de façon privée mais destinés à être socialisés: c'est la contradiction social/privé; production privée, mais destinée à être consommée par l'ensemble de la société, et non simplement par le producteur. Un système marchand est donc un système d'allocation générale du travail de la société, le *travail social*, où des unités économiques autonomes produisent des marchandises, cristallisations du travail, qui sont échangées pour leur valeur d'usage contre d'autres marchandises d'une *valeur équivalente* produites par d'autres unités économiques autonomes.

Un questionnement surgit alors : sur quelle base établir des relations d'équivalence entre différentes marchandises n'ayant a priori rien en commun? Ou encore, comment peut-on mesurer la valeur des différents travaux privés? La réponse de Marx fait apparaître cette dernière question comme une tautologie, puisque qu'il affirme que c'est le travail qui se trouve à être la substance même de la valeur. Puisque la richesse n'est qu'accumulation de marchandises, et que chaque marchandise n'est que cristallisation du travail, alors « [...] le travail social, celui de toute la société, constitue la substance unique qui se répartit dans toutes les unités de production, elles-mêmes réparties dans les différentes branches de la division du travail. » (Lipietz, 1979, p. 86). C'est le travail qui est le tissu sur lequel on peut construire un espace homogène objectif de mesure de la valeur. Voyons comment.

Les unités économiques autonomes produisent des objets utiles dans lesquels est incorporée une certaine quantité de temps de travail concret. Ces objets hétérogènes sont lancés dans l'échange, et deviennent par le fait même des marchandises. Or, le marché, pour chaque type de marchandise, égalise les différents travaux concrets pour rendre uniforme ce qui à l'origine était qualitativement distincts. Il est ainsi un *espace social unitaire*

d'homogénéisation du travail. Chaque parcelle de travail apparaît alors comme une fraction du travail global de la société.

Ce caractère uniforme du travail consistant à être une fraction du travail global de la société s'appelle *travail abstrait*. Les produits du travail sont commensurables de ce seul point de vue. Le travail abstrait est un *rapport social* qui transforme les produits du travail en classes d'équivalence appelées marchandises, d'un espace homogène sur lequel peut être définie une mesure, appelée valeur. (Aglietta, 1997, p. 28)

Un marché devient un espace de mesure de la valeur homogène, dont l'unité de mesure est l'heure de travail, « unité « naturelle » du travail homogénéisé » (Aglietta, 1997, p.29). La valeur de chaque marchandise apparaît sur le marché comme la quantité de temps socialement nécessaire à sa production, fonction des normes de production qui déterminent le temps de travail moyen en vigueur dans l'ensemble de la société. Les différents travaux concrets privés sont confrontés à cette norme, qui impose à leurs produits une *valeur d'échange* et nie leur processus de production particulier. Si une marchandise particulière a exigé trop de temps de travail et n'arrive pas à se conformer à la norme sociale qu'est la valeur d'échange, elle est sanctionnée par le non-échange, ce qui signifie que la société ne reconnaît pas son utilité sociale.

L'échange n'est donc pas simplement mesure du travail incorporé dans une marchandise, il est reconnaissance sociale de l'utilité du travail dépensé dans cette production; il résout donc (moyennant des catastrophes...) la contradiction travail effectivement dépensé et travail nécessaire.[...] (Lipietz, 1979, p. 94)

L'échange établit donc des catégories de marchandises que l'on appelle branches économiques, qui sont des « espaces d'homogénéisation [d'un certain type de valeur d'usage] de la valeur sociale » (Lipietz, 1979, p. 94) qui imposent une certaine norme sociale aux unités économiques privées. Celles-ci se voient obligées de se conformer à ces normes, voire même d'abaisser la valeur de leurs marchandises spécifiques en dessous de leur valeur sociale en modifiant leurs méthodes de production. Ce mouvement des producteurs privés

visant à « battre » la norme sociale, lorsqu'il est généralisé à travers la société, entraîne une modification constante des normes de production, qui à son tour provoque des modifications dans les modalités d'échange et la répartition et l'allocation du travail abstrait dans la production.

Ce principe de régulation et d'allocation de la capacité de travail [...] est la *loi de la valeur* [qui] est la loi de la reproduction, et des tendances à la transformation de l'ensemble des normes de production et d'échange, dont « l'offre » et la « demande » ne sont que l'avant et le revers. Elle ne résout pas donc la contradiction « social/privé » qu'en lui en substituant une autre : reproduction/transformation des normes. (Lipietz, 1979, p. 95)

Le travail social se trouve ainsi à être la substance de la valeur, un espace à la fois homogène; le travail abstrait qui établit des normes qu'il impose à ses différents composants privés; et hétérogène, puisque ses composants sont en constante compétition entre eux, sur la base de ces normes. Ce combat du travail social avec lui-même le transforme constamment, et donc transforme la forme du travail abstrait.

La monnaie

Dans un véritable système marchand, l'échange ne peut revêtir la forme d'un troc marchandise contre marchandise. Non seulement le troc n'est-il pas assez flexible, mais encore ne permet-il pas l'émergence même du travail abstrait. Il en est ainsi car lors d'un troc, les marchandises sont confrontées l'une à l'autre, sur la base de leur valeur d'usage, sans l'intermédiaire d'une norme sociale de production qui pourrait imposer à priori une valeur d'échange. Il n'y a pas de processus d'uniformisation des travaux privés, lesquels se font face sans la médiation sociale du travail abstrait.

Puisque le troc n'est pas envisageable, il faut que les marchandises puissent s'échanger contre quelque chose. Quelque chose qui puisse représenter le travail abstrait et permettre ainsi aux marchandises d'exprimer leur valeur d'échange sur le champ objectif de la valeur.

La loi de la valeur, ou loi générale des équivalences, est la représentation formelle du processus d'homogénéisation des objets économiques. Elle s'exerce sur la circulation générale des marchandises qui est l'espace social homogène du travail abstrait. C'est pourquoi la représentation du travail abstrait se fixe sur une marchandise unique qui devient équivalent général et est appelée *monnaie*. (Aglietta, 1997, page 30)

À la suite d'un complexe processus social de sélection, une certaine catégorie de marchandise, l'or par exemple, devient monnaie lorsque sa valeur d'usage est d'être le représentant du travail abstrait. La monnaie a pour fonction d'être l'unique forme de manifestation de la valeur uniforme, « ce que Marx appelle la forme de la valeur ou la *valeur d'échange* » (Hai-Hac, Salama, 1992, page 12). Elle acquiert alors « le monopole de l'échangeabilité immédiate » (Lipietz, 1978, page 93), toute marchandise, peu importe le point qu'elle occupe dans le circuit économique, est échangée non pas contre une autre marchandise « [...] mais contre la reconnaissance du travail abstrait qu'elle cristallise, donc contre une quantité équivalente du représentant du travail abstrait » (Lipietz, 1979, p. 98) En devenant « la forme polaire de la marchandise », la monnaie impose une valeur d'échange à la marchandise qui nie sa valeur particulière en temps de travail ou encore sa valeur d'usage. Elle permet ainsi la mise en commun effective de toutes les marchandises sur un champ uniforme de mesure de la valeur.

La monnaie donne à la contradiction social/privé, régulée par la loi de la valeur, l'outil nécessaire pour se déployer pleinement et être surmontée. Les deux actes séparés de production et de consommation s'expriment sous une forme monétaire en tant que vente et achat. Les travaux privés donnent naissance à des marchandises, qui doivent être échangées et donc socialisées contre une certaine quantité prédéterminée de monnaie, le *prix*. « Toute marchandise engagée de façon privée doit subir cette sanction, que nous appellerons *contrainte monétaire*, pour que le travail qui l'a produite voie confirmé son caractère social.» (Lipietz, 1978, p. 98). Les travaux privés peuvent donc être validés comme travail social en surmontant la contrainte monétaire, ou être éjectés de la société en ne la surmontant pas. C'est le « saut périlleux » de la marchandise : une fois produite celle-ci doit pouvoir rencontrer une demande effective pour être vendue, c'est-à-dire une demande pour sa valeur

d'usage armée d'une quantité de monnaie suffisante, ou être condamnée à demeurer inéchangeable, invendue. Le cas échéant résulte en une perte pour le producteur qui y a investi une certaine quantité de travail qui demeure non-reconnu socialement, perte qui peut à terme menacer la reproduction de son activité économique.

La validation des travaux privés comme travail social permet de saisir « l'unité du processus social de l'échange » dans son ensemble. « La relation d'équivalence de l'échange, opérant sur un réseau organisé, réalise cette condition [conditions de la reproduction de l'activité d'un producteur] en se développant en un processus que Marx appelle la métamorphose de la marchandise. Cette métamorphose est l'unité de la vente et d'un achat. » (Aglietta, 1997, p. 32). La métamorphose de la marchandise débute par l'échange d'une marchandise contre son équivalent en argent, l'acte M-A. L'échangiste détient alors en la monnaie une reconnaissance sociale du travail privé qu'il a effectué. Cet argent lui sert éventuellement à l'acquisition d'une ou de plusieurs marchandises d'une valeur équivalente : c'est l'acte A-M', qui vient boucler le circuit M-A-M'. Le circuit des échanges devient alors un vaste champ de valeurs dont la forme est en constante métamorphose et qui se propagent à travers l'ensemble du réseau. (Lipietz, 1978, p. 100) « Ainsi la métamorphose complète M-A-M' comporte un double changement de forme de la valeur qui se réalise grâce à une *séparation de la vente et de l'achat*. Cette séparation est rendue possible par le statut d'équivalent général qu'a la monnaie. » (Aglietta, 1997, p. 32) La monnaie vient s'introduire comme lien unique entre la vente et l'achat, et permet d'effectuer de ce fait une distinction entre travail privé et travail social. Lorsque l'ensemble des travaux privés surmontent la contrainte monétaire en s'échangeant contre monnaie, puis ensuite contre d'autres marchandises, vente et achat réalisent leur *unité sociale*. La contradiction social/privé est alors surmontée, l'allocation du travail social est effectuée et le système assure sa reproduction.

Il est maintenant possible d'élaborer rapidement sur la nature sociale de la monnaie et les différentes fonctions que celle-ci doit remplir pour assurer l'unité des échanges. D'abord, l'apparition de la monnaie renvoie à un processus historique complexe lié au rôle de l'État. « Pour Marx et Engels, l'État apparaît dès que la société, avec la division du travail, se subdivise en cellules qui ne peuvent maîtriser leurs rapports réciproques. » (Lipietz, 1979, p. 104). Sans nous lancer dans un débat compliqué sur la genèse de l'État et de la monnaie, on

peut dire que l'État, d'une façon ou d'une autre, joue toujours un rôle dans une société où s'est introduite une division sociale du travail. Si dans certaines sociétés il organise directement l'activité économique, « [...] dans une société marchande, sa fonction générale de reproduction du lien social se traduit immédiatement dans l'instance économique par son rôle d'unification, de reproduction et de légitimation de l'équivalent général. » (Lipietz, 1979, p. 105). En tant que garant de la monnaie, l'État peut influencer sur la forme que prend la contrainte monétaire, mais sans complètement la déterminer. Nous y reviendrons au chapitre II.

La monnaie, en tant qu'équivalent général, doit pouvoir remplir trois principales fonctions pour jouer son rôle de forme de la valeur (Lipietz, 1979, p. 105-106). Premièrement, elle doit pouvoir exprimer la valeur d'une marchandise sous forme de prix et donc servir d'unité de compte. Deuxièmement, elle est le moyen qui permet la circulation des marchandises. Troisièmement, en dissociant la vente et l'achat, la monnaie introduit la possibilité de ne pas enchaîner l'un et l'autre, de les décaler dans l'espace et dans le temps. Elle doit alors pouvoir servir à la thésaurisation, c'est-à-dire de réserve formelle de valeur sociale, utilisée lorsque le détenteur de cette réserve le souhaite et à l'endroit de son choix. Cette réfraction n'est possible qu'à l'intérieur des limites d'un même marché, un champ social d'uniformisation du travail qui s'étend sur espace géographique et qui évolue dans le temps. En dehors des limites d'un certain marché, une monnaie spécifique ne permet pas d'emmagasiner la même quantité de valeur, car elle ne représente pas les mêmes normes de travail abstrait. De plus, la monnaie peut voir sa valeur modifiée si, entre le moment où elle est acquise par un agent économique et le moment où celui-ci s'en sert pour acheter une marchandise, il y a transformation des normes de production et d'échange, et donc transformation du travail abstrait qu'elle représente. La façon dont la monnaie répond à ces trois fonctions se modifie dans le temps et change de forme. Nous verrons que la monnaie n'est pas un simple outil neutre et statique, mais se transforme comme les normes de production et d'échange se transforment elles aussi.

Certaines remarques sur la monnaie doivent maintenant être faites. Il est très important de spécifier que la valeur ne possède aucun autre moyen de s'exprimer que la monnaie et le prix. Elle ne peut être réduite à un simple calcul en temps de travail nécessaire à chaque marchandise, à être un « coupon de travail », car cela équivaldrait à nier le travail

abstrait. En effet, il serait peut-être possible de calculer le temps de travail nécessaire pour chaque marchandise individuelle, mais nous avons vu que les marchandises ne s'échangent pas sur la base de leur valeur particulière, calculée en temps de travail, mais que celle-ci est plutôt confrontées au travail abstrait, à une norme sociale de production en constant mouvement qui définit la valeur d'échange d'une marchandise. « Ce qu'exprime le prix, c'est-à-dire l'expression de la valeur relative à la forme argent, ce n'est pas la valeur, ce n'est le temps de travail ni particulier ni même moyen, c'est la valeur socialement reconnue à telle marchandise. » (Lipietz, 1979, p. 99). Or, le travail abstrait, source de la valeur, est un véritable spectre, se faisant sentir partout mais impossible à calculer. Seule sa forme concrète, la monnaie et le prix, peut lui permettre de manifester sa présence fantomatique. Comme le travail abstrait se distingue des travaux concrets, son représentant doit lui aussi pouvoir s'en distinguer, et s'imposer, en tant que prix, comme norme sociale.

L'impossibilité de calculer le travail abstrait, la « vraie valeur », a des conséquences très importantes pour tous les agents économiques. Puisque ceux-ci n'ont de contact qu'avec la forme monétaire de la valeur, la monnaie devient à leurs yeux le déterminant de la valeur, et non le contraire. Le travail est alors, dans la subjectivité des agents économiques, éjecté comme source de la valeur et est remplacé par la monnaie. C'est le fétichisme de l'argent, qui est alors perçu non pas comme un rapport social, mais comme une chose douée de caractéristiques propres. De représentante du travail abstrait et droit formel à la richesse sociale, la monnaie tient sur les planches du théâtre des perceptions le rôle premier de source de la valeur et de richesse objective. Il en est ainsi car les agents économiques évoluent dans un monde d'argent et non un monde de valeur/travail; temps de travail devient coûts de production, valeur d'échange devient prix, etc. Ce qui au niveau du système marchand ne peut se calculer qu'en grandeurs de valeurs abstraites, ne prend son sens pour les agents économiques que sous la forme fétichisée de l'argent. Marx traite de cette contradiction dans ses théories sur la plus-value, et appelle économie ésotérique les lois sociales qui déterminent le système économique marchand, et économie exotérique – ou encore, non sans ironie, le « monde enchanté » – la forme phénoménale de ces lois qui permet de comprendre le comportement des acteurs économiques coincés dans leurs fétichismes et leurs perceptions.

La contradiction ésotérique/exotérique n'en serait pas une si la monnaie ne faisait que toujours exprimer, dans des proportions exactes, le travail abstrait. Ce ne serait alors qu'une

différence de point de vue, puisque toutes les grandeurs en monnaie ne seraient qu'une traduction fidèle des grandeurs en travail abstrait. Cependant, *rien ne porte à croire qu'il y a toujours un rapport de proportionnalité entre monnaie et valeur* (Lipietz, 1979, p. 113). La forme de la valeur peut acquérir une relative autonomie par rapport à la valeur elle-même. Il s'ensuit que différents rapports sociaux peuvent déformer la loi de la valeur et causer l'irruption de décalages entre les flux de valeur réelle, en travail abstrait, et les flux en monnaie. Il est alors possible que le prix d'une marchandise soit différent de sa valeur d'échange, ou encore que quelque chose qui n'ait aucune valeur soit dotée d'un prix.

Il est donc possible qu'il y ait un écart, une différence quantitative entre le prix d'une marchandise et sa grandeur de valeur, et cette possibilité gît dans la forme prix elle-même. C'est une ambiguïté qui, au lieu de constituer un défaut, est au contraire une des beautés de cette forme, parce qu'elle l'adapte à un système de production où la règle ne fait loi que par le jeu aveugle des irrégularités qui, en moyenne, se compensent, se paralysent et se détruisent mutuellement (Lipietz, 1979, p. 114).

La contradiction ésotérique/exotérique prend alors son sens, car la forme phénoménale, le monde de l'argent qui détermine les comportements des acteurs économiques, est décalée par rapport à la substance fondamentale, la loi de la valeur. Nous allons voir que le rapport contradictoire entre valeur et forme de la valeur qui cause ces décalages est une clé essentielle à la compréhension des crises économiques.

La monnaie comme possibilité formelle des crises

Dans un système marchand, vente et achat, offre et demande, sont des actes sociaux séparés par la monnaie, qui devient le pôle de toute marchandise. L'introduction de cette séparation, qui découle de la contradiction social/privé, fait en sorte qu'offre et demande doivent partir à la rencontre l'un de l'autre, par l'intermédiaire de la monnaie, et réaliser leur unité sociale. Cependant, rien ne laisse croire que celle-ci se réalise automatiquement, et que la métamorphose des valeurs se produit sans heurts et sans interruption. Au contraire, en dissociant achat et vente, la monnaie crée la possibilité de sérieux déséquilibres entre les deux. Ces déséquilibres peuvent s'accumuler progressivement au point que de profondes

divergences viennent s'instaurer entre offre et demande, jusqu'à ce que ces divergences fassent éclater une crise. C'est l'autonomie de la monnaie par rapport à la valeur qui, si elle est essentielle à l'établissement des échanges marchands, introduit la possibilité formelle de crise.

Nous avons vu que la monnaie ne peut pas être simplement considérée comme un instrument de mesure neutre et statique ne servant qu'à faciliter les échanges de marchandises. La séparation de l'achat et la vente rend essentiel et inévitable que la monnaie acquière une relative autonomie par rapport à la substance valeur dont elle est la forme :

Cela signifie que la formation, et par conséquent la reproduction dans le temps, de l'équivalent général a une autonomie par rapport à l'ensemble des conditions de production et d'échange. Dans cette autonomie réside le secret de l'économie marchande. Cette économie n'est scientifiquement analysable que sur la base d'une mesure objective, le travail abstrait, définissant un espace social homogène. Mais cet espace social renferme la contradiction réelle suivante : d'une part la production et la circulation des marchandises sont des actes économiques séparés et indépendants, sinon il n'y aurait pas économie *marchande*; mais ces actes ont néanmoins une unité, sinon il n'y aurait pas d'*économie* marchande, c'est-à-dire d'organisation sociale fondée sur la production de marchandises, capable de se perpétuer dans le temps historique. La solution de cette contradiction se trouve dans l'autonomie du système monétaire. La formation de l'équivalent général permet une *réfraction* de l'espace homogène de la valeur qui évolue dans le temps (Aglietta, 1997, p. 276).

L'autonomie de la monnaie l'autorise à se dresser comme l'unique pont qui lie l'offre et la demande. Tout vendeur échange ses marchandises contre de l'argent, et tout acheteur doit se procurer de l'argent pour en acheter. C'est l'argent qui, en servant de réserve nominale de valeur, permet de repousser la conversion immédiate d'une marchandise en une autre. Elle introduit un décalage dans les échanges et sépare ainsi achat et vente dans l'espace et dans le temps. C'est la condition d'existence d'un marché où toutes les marchandises sont confrontées l'une à l'autre par l'intermédiaire de l'équivalent général. C'est le contraire du troc, où les marchandises ne se confrontent qu'individuellement, à un moment et à un endroit précis, et où achat et vente se fondent en un même acte. Ces deux catégories économiques

deviennent dans un système marchand deux phases séparées du processus de *production* et d'*échange* de marchandises. Elles acquièrent par le fait même la possibilité *d'évoluer de façon autonome* l'une par rapport à l'autre. Une telle transformation différentielle peut créer des déséquilibres qui mettent à mal la compatibilité nécessaire à leur union sociale :

La possibilité de la crise – telle qu'elle apparaît dans la forme simple de la métamorphose – dérive donc uniquement du fait que les différentes formes ou phases décrites par la marchandise dans son mouvement 1. se complètent nécessairement, et 2. malgré leur connexion interne nécessaire, sont des parties du procès ou des formes existant indifféremment l'une par rapport l'autre, étant distinctes dans le temps et l'espace en tant que phases séparées et séparables l'une et l'autre. Cette possibilité de crise résulte donc déjà de la séparation entre la vente et l'achat (Marx, 1978, p. 305).

La possibilité formelle des crises émerge du potentiel développement autonome de l'offre et de la demande, phases disjointes, créant des déséquilibres qui affectent négativement la cohésion et l'unité nécessaires au fonctionnement harmonieux des processus économiques marchands. Les crises du système marchand sont fondamentalement et avant tout des crises de *disproportions*. En général, cela se traduit par un appareil de production hypertrophié par rapport à la demande effective. Il est important de spécifier que par demande effective on entend non pas la capacité de consommation absolue de la société, qui elle semble être sans limite. On entend plutôt une demande supportée par une quantité de monnaie suffisante à l'achat des marchandises produites. Si en raison d'un déséquilibre une telle demande est insuffisante ou n'existe pas, des marchandises restent bloquées par la contrainte monétaire, et il y a interruption dans la métamorphose des marchandises et gaspillage de travail.

Une question doit alors être posée : pourquoi et comment ces déséquilibres peuvent-ils mener à des crises? N'existe-t-il pas, à l'intérieur de la loi de la valeur, des mécanismes régulateurs permettant de corriger relativement rapidement les déséquilibres qui s'instaurent dans le circuit des échanges? Il est vrai, comme nous l'avons vu, que la transformation des normes de production et d'échange est un processus dynamique et autorégulateur qui se nourrit constamment des décalages qui s'instaurent entre les différents producteurs privés et les normes sociales de production. Il est légitime, et jusqu'à un certain point juste, de croire

que de semblables mécanismes puissent corriger les déséquilibres entre offre et demande. Néanmoins, la relative autonomie du système monétaire permet encore une fois d'envisager la possibilité que ces déséquilibres s'accumulent et mènent à une crise, et ce sans qu'aucun autre processus « naturel » d'ajustement puisse corriger la situation afin d'éviter un dénouement des plus dramatiques.

L'irruption de déséquilibres entre offre et demande dans les processus de production et d'échange vient menacer la métamorphose des marchandises. Celles-ci peuvent alors rencontrer certaines difficultés à être échangées en monnaie. Pour les producteurs privés, cela peut signifier l'impossibilité de vendre les marchandises sur le marché, l'impossibilité donc de surmonter la contrainte monétaire et de valider socialement le travail engagé. Parallèlement, et cela revient en fait au même problème, des acheteurs peuvent manquer des fonds nécessaires pour se procurer une marchandise qu'ils désirent, soit pour la consommation personnelle de sa valeur d'usage, ou soit parce que celle-ci leur permet de reproduire leur activité économique. Quoi qu'il en soit, cela se traduit pour l'ensemble du circuit économique par un blocage généralisé dans les échanges. Une telle situation devrait logiquement conduire, après un certain temps, à un ajustement forcé de la production jusqu'à ce qu'offre et demande puisse à nouveau coïncider et réaliser leur union. Le prix à payer sera un ralentissement très modéré de l'activité économique et certaines pertes pour les producteurs.

Cependant, le système monétaire permet au circuit des échanges de fonctionner malgré ces déséquilibres en contournant, pour un moment du moins, la contrainte monétaire. En autorisant une « réfraction de l'espace homogène de la valeur », la monnaie peut *déplacer la contrainte monétaire dans le temps*, la repousser à plus tard. Un déséquilibre entre offre et demande provoque un blocage des échanges qui prend pour les producteurs la forme d'une incapacité à valider socialement leur travail, c'est-à-dire à échanger leurs marchandises contre de la monnaie. Il est alors possible d'imaginer que l'on puisse débloquer les échanges en effectuant des mouvements autonomes de la masse monétaire qui vont *anticiper la validation sociale* des marchandises. Plus concrètement, les institutions responsables du système monétaire, quelles qu'elles soient, peuvent injecter dans le système des quantités de monnaie (ou d'un outil qui sert d'équivalent, comme le crédit), qui permettent aux échangistes de surmonter temporairement la contrainte monétaire. Cela peut par exemple

prendre la forme d'un prêt à un consommateur en manque de moyens, ou d'un crédit accordé à un producteur qui n'arrive pas à vendre ses marchandises déjà produites. De façon générale, ces mouvements monétaires – qu'ils prennent la forme de crédit, de monnaie fiduciaire ou encore de bulle spéculative – permettent la reprise des échanges en contournant les tensions qui se sont établies entre offre et demande.

Cela ne veut certainement pas dire que le déséquilibre est alors surmonté. Au contraire, la contradiction qui naît du fossé entre l'offre et la demande est toujours présente et s'aggrave continuellement, tout en étant déplacée dans le système monétaire lui-même. En effet, en pré-validant socialement la production de marchandises par l'injection de simples signes monétaires, on valide par le fait même le décalage grandissant entre offre et demande. La surproduction, bénigne aux premiers signes de déséquilibre, est autorisée à poursuivre sa trajectoire aberrante sans avoir à tenir compte de la réelle demande effective ni à s'ajuster à celle-ci. Elle nécessite des déplacements artificiels de la masse monétaire toujours plus grands, équivalents en fait à l'importance du déséquilibre introduit dans le système. Le développement autonome de l'offre et de la demande s'exprime alors par une relative autonomie des flux monétaires par rapport aux flux des marchandises, c'est-à-dire une autonomie de la monnaie par rapport à la valeur réelle dont elle est la forme. On a vu avec Marx qu'il est normal et inévitable qu'il y ait des décalages entre valeur et monnaie, et que ces décalages finissent par se compenser mutuellement. Néanmoins, dans le cas qui nous préoccupe, les décalages sont *systématiques* et s'amplifient continuellement, car l'ensemble du système monétaire se met à diverger de l'ensemble des valeurs.

On voit lors d'un détachement de la monnaie par rapport à la valeur comment le rapport contradictoire ésotérique/exotérique devient réellement déterminant pour le circuit des échanges. Alors que l'ensemble du système souffre d'une accumulation de distorsions et de déséquilibres, ces tensions ne s'expriment pas au niveau phénoménal des agents économiques. Ceux-ci ne ressentent pas les déséquilibres puisque leur besoin économique fondamental est rempli, ils s'accaparent de l'argent. Peu importe que cet argent soit déconnecté de la valeur qu'il représente, puisque dans le monde enchanté il n'y a d'autre valeur que la monnaie, ni d'autre richesse que l'argent. Ce dernier agit comme une drogue qui permet un fonctionnement apparemment normal du système malgré ses déboires en satisfaisant temporairement les besoins de ses unités constitutives. Il leur permet d'adopter

des comportements totalement incompatibles avec la reproduction et le bien-être du système. Si la monnaie ne possédait pas d'autonomie par rapport à la valeur, il ne pourrait y avoir d'autonomie de l'exotérique par rapport à l'ésotérique, et les déséquilibres affectant le système seraient automatiquement ajustés. Mais pourtant, il est impossible que la monnaie soit directement couplée au travail abstrait, et les agents économiques doivent évoluer dans le monde artificiel de l'argent. « C'est dans la tension entre ce que le capitalisme exige de ses agents pour sa reproduction, d'une part, et la manière à travers laquelle il les induit à agir en tant que support des relations sociales, d'autre part, que surgissent les crises. » (Lipietz, 1983, p.127)

Pourtant, la drogue atteint éventuellement ses limites, et cette autonomie de la monnaie ne peut être maintenue indéfiniment, car celle-ci *demeure fondamentalement rattachée à la valeur* et ne peut autoriser les décalages les plus intolérables à l'intérieur même du système. Lorsque le développement autonome du système monétaire s'est pleinement déployé et qu'il a renforcé considérablement l'autonomie déjà existante entre offre et demande, les distorsions qui affectent le système vont finir par imploser sous la forme d'une *crise*. La crise se révèle alors être le moment où offre et demande, momentanément désynchronisés, comblent le fossé qui les sépare et retrouvent bruyamment leur harmonie:

[...] des moments qui vont ensemble et sont inséparables, se dissocient, et doivent être réunis par la force: il faut la violence pour ajuster en une unité leur autonomie réciproque. La *crise* n'est rien d'autre que la réalisation violente de l'unité des phases du procès de production qui se sont rendus autonomes l'une vis-à-vis de l'autre. (Lipietz, 1983, p. 307)

Alors que l'on pourrait instinctivement croire qu'une crise met à mal l'équilibre du circuit des échanges, elle est en fait tout le contraire. La crise est un processus extrême d'ajustement qui égalise par le bas les échanges d'un système marchand. Elle ramène sur terre les différentes phases économiques qui se sont préalablement détachées de leurs amarres et qui de façon éparse ont pris leur envol. Elle est le prix à payer pour une société marchande, pour ses institutions et ses agents économiques qui ont opéré des mouvements artificiels de monnaie ayant permis la poursuite de la production et des échanges sans que ceux-ci aient à

s'ajuster entre eux. Ils doivent rendre compte de la tentative illusoire et nécessairement vaine de sauter par-dessus la contrainte monétaire.

C'est ainsi la monnaie, caractère par excellence de la société marchande, qui renferme la possibilité des crises. En s'érigant comme unique représentante de la valeur, la monnaie crée le marché, mais un marché potentiellement dysfonctionnel. Par sa capacité à se détacher de la valeur, elle sépare des phases économiques qui doivent demeurer unies et autorise leur développement autonome qui, s'il n'est pas corrigé rapidement, progresse jusqu'à ce qu'une crise procède au réajustement nécessaire à leur union. Mais tout cela n'est qu'une possibilité inscrite dans les échanges marchands. À eux seuls, ils ne peuvent pas logiquement mener inévitablement à des crises périodiques. Il faut prendre en compte d'autres rapports sociaux pour que la possibilité des crises soit effective. Ces rapports sont les rapports capitalistes, à travers lesquels les rapports marchands expriment toutes les contradictions qu'ils recèlent en eux.

1.2 Les rapports capitalistes

Surtravail, plus-value et capital

Le système capitaliste n'est pas un système marchand comme les autres. D'une certaine façon, il représente l'extension suprême des rapports marchands. La valeur y est déterminée par un rapport de classe spécifique qui transforme les marchandises non plus simplement en porteuses de valeurs d'usage ou de valeurs d'échange, mais en porteuses de *plus-value* (Salama, Hai-Hac, 1992, p. 31). Celle-ci est la forme d'appropriation de la richesse sociale propre au capitalisme. Production et réalisation de marchandise deviennent alors production et réalisation de plus-value. Ce rapport social crée deux modes d'activité économique, dont découlent deux classes sociales, capitalistes et salariés, qui entretiennent des relations profondément antagoniques l'une envers l'autre. Ces antagonismes donnent au système capitaliste une dynamique en constante transformation, mais une transformation déséquilibrée car ils réveillent les contradictions qui jusqu'alors ne faisaient que sommeiller

au sein des rapports marchands. Déséquilibres et crises passent de l'état de possibilité latente du système marchand à l'état de réalité inévitable du capitalisme.

La plus-value est, comme nous l'avons dit, la forme proprement capitaliste d'appropriation de la richesse sociale, ou plus précisément d'appropriation de *surtravail* : surplus de travail qui n'est pas nécessaire à l'entretien de la force de travail. La plus-value ne peut d'abord et avant tout exister que s'il existe une séparation nette entre les producteurs et les moyens de production :

Par cette « séparation », nous voulons dire que les travailleurs n'ont plus les moyens de se constituer directement en unité de production de l'économie marchande : ils ne peuvent acquérir de part sur le travail social en apportant directement sur le marché le produit de leur travail privé. Réciproquement, ils ne sont pas attachés (comme au féodalisme) à des moyens de production particuliers. Leur capacité (ou force de travail) est donc « libre » de s'appliquer à tel ou tel procès de travail au sein de la division du travail. Encore faut-il que soit mis à leur disposition les moyens de production : il leur faut pour cela entrer en rapport avec les propriétaires [des moyens de production] (Lipietz, 1979, p. 131).

Cette séparation des producteurs et des moyens de production fait en sorte que les rapports marchands s'étendent au travail, qui devient lui-même une marchandise. Cette marchandise est offerte par les travailleurs sur le marché du travail, où elle est homogénéisée en travail abstrait et achetée sous la forme de salaire par les propriétaires des moyens de production (appelons-les capitalistes).

La capacité de travail est cependant une marchandise spéciale car sa valeur d'usage est, pour les capitalistes, la création d'une quantité de valeur supérieure à son achat (Hai-Hac et Salama, 1992, p. 34). Cela signifie que lorsque le travailleur vend sa capacité de travail au capitaliste, la valeur qu'il crée à l'aide des moyens de production du capitaliste, et qui prend la forme de marchandises, est supérieure à la quantité de monnaie qu'il reçoit en échange de ses services. Là réside le secret de la plus-value, surtravail capitaliste. Celle-ci désigne la différence « entre la valeur du capital productif engagé [valeur des salaires et des machines] et la valeur du produit [valeur d'échange sur le marché] et résulte donc uniquement de la différence entre la valeur ajoutée par la force de travail et la valeur de cette force de travail

elle-même. » (Lipietz, 1979, p. 140). La plus-value est donc fondamentalement un rapport d'exploitation, issu des liens de propriété des moyens de production et camouflé derrière un rapport d'échange (Hai-Hac et Salama, 1992, p. 35). Comment est-ce possible d'établir une distinction entre la valeur d'échange de la capacité de travail, créatrice de valeur, et la valeur qu'elle produit? N'est-ce pas là une idée confuse et contradictoire? Elle l'est seulement si l'on ne sait pas faire la distinction entre valeur et monnaie. Seule la prise en compte de l'autonomie de la monnaie par rapport à la substance valeur qu'elle représente permet de comprendre comment le travail en tant que valeur peut être distinct de sa valeur d'échange, le salaire.

La plus-value fait en sorte que la métamorphose des valeurs propre aux rapports marchands prend un caractère spécifique dans le capitalisme. D'abord, un propriétaire pourvu d'une certaine quantité d'argent achète les marchandises nécessaires à un processus de production de marchandises nouvelles, soit des moyens de production et de la force de travail (Hai-Hac et Salama, p. 35). C'est l'acte A-M. Ces nouvelles marchandises doivent pour le propriétaire être porteuses de plus-value. Celle-ci provient de la force de travail qu'il a achetée et s'est appropriée, et dont la valeur d'échange, le prix, est supérieure au prix qu'il en a payé. Il cherche donc à augmenter au maximum possible la quantité de plus-value qu'il peut retirer de son capital de départ. Il existe alors deux options qui s'offrent à lui. La première est plutôt brutale et primitive, il s'agit d'augmenter la plus-value absolue, le « temps uniforme productif de valeur » (Aglietta, 1997, p. 69), c'est à dire la durée de la journée de travail. Cette technique se heurte à deux obstacles majeurs; les travailleurs y sont plutôt réticents et y résistent, et il n'y a que 168 heures durant une semaine, on ne peut pas aller en chercher une de plus.

La deuxième, la hausse de la plus-value relative, est de nature qualitative. Il s'agit d'augmenter d'une façon ou d'une autre l'intensité de l'exploitation du travail de façon à élever le taux de plus-value par rapport à chaque salaire payé. Cela peut être réalisé en modifiant structurellement le processus de production par une mécanisation plus poussée ou une organisation plus efficace. Cela peut aussi être fait par l'augmentation du taux d'exploitation des travailleurs, c'est à dire par une baisse des salaires réels.

Une fois les marchandises produites, elles doivent comme dans tout système marchand être ensuite échangées. Il est certes beau et bon pour un capitaliste de produire des

marchandises porteuses de plus-value, mais cette plus-value ne demeure que virtuelle, elle n'est qu'un potentiel inscrit dans la marchandise. Seule la vente de la marchandise à sa valeur d'échange permet de valider socialement le travail et la plus-value qu'elle porte en elle. C'est la phase M-A', qui complète la métamorphose capitaliste A-M-A'. La quantité d'argent préalablement investie et transformée en marchandises est reconvertie en argent additionné d'une plus-value, qui représente le profit du capitaliste. Pour celui-ci, la production de marchandises, valeurs d'usage, n'est que la façon, ou plutôt l'une des façons, de s'accaparer d'une plus grande part de la richesse sociale, par l'intermédiaire du profit. En fait, vivant dans un monde exotérique d'argent, le capitaliste manipule non pas des valeurs mais des quantités de monnaie : coûts de production, salaires, prix et profit. Il s'agit pour lui de passer d'une certaine quantité d'argent, à une plus grande quantité d'argent. « Autrement dit, le procès de travail ne fonctionne ici que comme support matériel du procès de valorisation [de son capital-argent]. » (Hai-Hac et Salama, 1992, p. 36)

D'un point de vue systémique, les valeurs en procès dans le capitalisme doivent réaliser leur métamorphose en s'élargissant, en s'auto-valorisant, d'où la définition d'un capital comme d'une *masse de valeur destinée à se valoriser elle-même*. C'est l'envers du travail, qui est lui l'outil qui, sous le coup de l'exploitation, sert à la valorisation du capital. Le système capitaliste se distingue alors des autres systèmes marchands en ce que sa reproduction, à travers le circuit de la production et des échanges, s'effectue de façon constamment élargie. Le processus de production sociale devient alors un processus d'accumulation sans fin de capital, c'est-à-dire l'accumulation d'une masse de valeur destinée à l'auto-valorisation. L'importance de constamment hausser la plus-value relative implique une mécanisation et une réorganisation presque continuelle de l'ensemble des processus de production, ce qui implique à son tour une forte demande des capitalistes pour des machines, marchandises dont la valeur d'usage est de hausser la productivité de la force de travail. Cette demande stimule la production de machines, et il se développe à l'intérieur du système productif social une vaste section destinée à la production de moyens de production (section 1). Cette section se différencie de la section productrice de biens de consommation finis (section 2), destinés à satisfaire directement les besoins matériels du corps social.

Lutte des classes et effectivité des crises

Le processus d'accumulation du capital, lorsqu'il est généralisé à l'ensemble de la société, y effectue une coupure nette en créant deux masses de valeur, deux modes d'activité économique, deux classes sociales :

Le capital est le rapport social d'appropriation, en tant que marchandises, des produits du travail et des forces de travail vendues par des individus libres. Ainsi défini, le capital polarise la société en deux classes sociales antagoniques dont la situation dans la production est qualitativement différente [...] L'usage de la force de travail salariée dans la production est la création du travail abstrait VA et se fait sous direction capitaliste. On peut en conclure que le rapport salarial opère une partition sur l'espace général de la valeur en divisant le travail abstrait global (VA) en valeur de la force de travail sociale (V) [le salaire] et plus-value [travail abstrait approprié par les capitalistes] : $VA = V + Pl$. (Aglietta, 1997, p. 64)

L'accumulation de capital crée deux types de rapport différents face à la production dont émerge deux classes sociales différentes. Elles ne peuvent être considérées indépendamment l'une ou l'autre, ou encore simplement en opposition. Elles sont plutôt issues d'un même rapport d'exploitation qui est à la fois conflictuel et qui en même temps les co-constitue : le rapport salarial.

À travers cette structure sociale bipolaire s'articule une lutte généralisée, la *lutte des classes* telle qu'elle prend forme dans le système capitaliste, dont le champ de bataille fondamental est la masse sociale de plus-value. En effet, l'accumulation de capital et les rapports sociaux qui la constitue produisent d'irréductibles antagonismes. D'abord, le rapport *d'exploitation* qui découle de *l'appropriation* privée de la plus-value produit une relation antagonique entre capital et salariat. Ensuite le rapport de *concurrence* qui découle de *l'appropriation privée* de la plus-value produit un antagonisme entre les différents capitaux

autonomes. Nous allons maintenant tenter de démontrer comment ces deux rapports sociaux antagoniques, combinés à l'impératif absolu de la reproduction élargie du capital qui pousse à constamment révolutionner les normes de production et d'échange, viennent réveiller les forces contradictoires propres au système marchand. Il apparaîtra alors que l'accumulation de capital est perpétuellement menacée par une accumulation de déséquilibres qui ne peuvent être ajustés que par des crises régulières.

Premièrement, nous avons vu comment le rapport salarial polarise la société capitaliste en deux classes sociales antagoniques, les salariés et les capitalistes. Antagoniques, car les agents capitalistes cherchent à augmenter la plus-value extraite des salariés, lesquels cherchent à faire diminuer leur taux d'exploitation.

Les capitalistes s'efforcent d'élever la productivité et l'intensité du travail [plus-value relative], d'accroître sa durée à salaire réel égal [plus-value absolue], d'augmenter dans la mesure du possible, la population exploitée et de réduire la rémunération du travailleur. [...] De leur côté, les travailleurs résistent à l'augmentation du taux d'exploitation et profitent de leur période de prospérité pour passer à l'offensive sur les salaires, l'intensité et les conditions de travail, s'efforcent de réduire sa durée sans baisse de salaires réels. (Dockès et Rosier, 1983, p. 67)

Cet antagonisme donne naissance à la lutte des classes entre salariés et capitalistes autour de *l'appropriation* de la plus-value et le taux d'exploitation qui en découle. À tout moment historique donné du capitalisme, il existe un certain rapport de force entre le capital et le travail dont la nature est révélée par le taux social moyen (calculé en travail abstrait) de plus-value extraite du travail par l'ensemble du capital social. Ce rapport de force dépend d'un ensemble complexe de facteurs sociaux, dont plusieurs ne sont pas strictement économiques (taux de chômage, mécanisation de la production, taux de syndicalisation, combativité du travail, etc.) L'analyse exhaustive de la fixation sociale du taux de plus-value n'est d'ailleurs pas nécessaire dans ce travail. Il est cependant important de noter que ce rapport de force n'est pas stable mais plutôt évolutif, et que conséquemment le taux moyen de plus-value se transforme dans le temps. Il en est ainsi parce que les facteurs qui déterminent l'issue de la lutte des classes sont tous affectés d'une façon ou d'une autre par le processus d'accumulation, lequel est comme nous l'avons vu en constante transformation.

Or, dans une société marchande où les rapports capitalistes exercent une hégémonie, le taux de plus-value est absolument vital car c'est lui qui détermine les proportions entre l'offre et la demande. En effet, le taux de plus-value détermine la grandeur relative de deux masses de valeur distinctes, le capital et les salaires. Le capital vise à se valoriser lui-même en produisant et réalisant de la plus-value, qui prend la forme de marchandises, valeurs d'usage qui ne servent qu'à porter la plus-value. Les salaires, quant à eux, sont destinés à l'achat de valeurs d'usage permettant de reproduire la force de travail. Ainsi, les marchandises-valeurs d'usage qu'*offre* le capital ne peuvent être achetées que par deux types de demandes : un autre capital qui nécessite ces marchandises pour les utiliser comme moyens de production dans le but de produire de la plus-value (échanges entre la section 1 et la section 2), ou un salaire qui nécessite ces marchandises dans le but de satisfaire des besoins quelconque. Dans tous les cas, c'est le taux de plus-value qui détermine offre et demande :

[offre et demande] *sont polarisées par le même processus social*. Ce processus est la production de la plus-value relative. Il comporte une transformation des conditions de production qui bouleverse les rapports d'échange entre les sections de production, mais qui ne peut provoquer une hausse de plus value que si des *proportions strictes* sont respectées dans les échanges macroéconomiques des deux sections. (Aglietta, 1997, p. 381)

Le taux de plus-value doit donc absolument permettre de réaliser l'équilibre de l'offre et de la demande à tous les niveaux du système. Il doit permettre aux salaires d'acheter l'ensemble de la production de marchandises destinées à la consommation individuelle, sous peine de non-vente des marchandises et de non-réalisation de la plus-value. Il doit en même temps permettre aux capitalistes de réaliser un taux de plus-value qui les motive à élargir leur capital et doit également permettre une coïncidence entre les différentes sections de la production. De façon générale, la métamorphose des marchandises dans le système capitaliste exige que la macrostructure de la production et la distribution du revenu global soient compatibles (Aglietta, 1997, p. 300). Comme le dit Aglietta, seul le respect de proportions strictes autorise une compatibilité générale entre offre et demande.

Cette compatibilité, si elle est atteinte, est mise à mal par le processus d'accumulation lui-même qui pousse à une hausse constante de la plus-value. Par des modifications dans le

procès de travail, mécanisation et réorganisation de la production, le capital pousse toujours plus loin l'exploitation des travailleurs et le développement des moyens de production. La demande de machines a de plus tendance à provoquer une hypertrophie de la section productrice des moyens de production, dont les marchandises ne peuvent être écoulées que si la section 2 réussit à rencontrer une demande effective pour ses marchandises (Aglietta, 1997, p. 301). Cependant, toute cette production de plus-value entre en contradiction avec sa propre réalisation, puisque la hausse de la plus-value fait en sorte que les travailleurs voient leur part de la valeur globale baisser par rapport au capital, alors qu'ils représentent la demande finale qui permet à ce même capital d'être réalisé. L'accumulation de capital, par le biais de la hausse de la plus-value, se met en échec elle-même puisqu'elle suppose deux conditions contradictoires qu'elle tend à polariser, ce qui provoque son déséquilibre.

Nous avons vu que dans un système marchand, les déséquilibres entre offre et demande sont provoqués par un développement disproportionné de l'appareil productif par rapport aux normes d'échange et mène à une surproduction de marchandises. Nous voyons maintenant que la surproduction se traduit dans le capitalisme par une *suraccumulation de capital*. Ce concept signifie que la masse sociale de capital est trop grande par rapport à la masse totale de la valeur pour se réaliser socialement et procéder ainsi à sa propre valorisation. Dans un tel contexte, la métamorphose des marchandises est alors bloquée, et « il se produit un déséquilibre macroéconomique qui rompt l'unité sociale de la production et de la circulation capitaliste » (Aglietta, 1997, p. 301). Ce déséquilibre peut alors être confronté par un ajustement de marché, ou être déplacé comme nous l'avons vu dans la section précédente dans la sphère monétaire, où il s'amplifie jusqu'à provoquer une crise.

Si dans un système marchand la crise doit ajuster l'offre et la demande, la suraccumulation de capital donne à cet ajustement un caractère spécifiquement capitaliste de *dévalorisation du capital*. Puisqu'il y a un surplus de capital social qui l'empêche de se valoriser et bloque les échanges, ce surplus doit disparaître, être détruit, afin de permettre un retour à la valorisation et une reprise des échanges. Destruction de capital ne signifie pas bien entendu que des usines, des machines ou des marchandises doivent être physiquement détruites. Le capital étant un rapport social, il suffit que les usines ferment, que les machines cessent de tourner et que les marchandises croupissent dans des entrepôts pour qu'elles cessent d'avoir la capacité à se valoriser et que donc leur caractère de *capital* se dissipe. Il en

va de même pour la force de travail, puisque le ralentissement de la production met au chômage forcé un grand nombre de travailleurs qui voient alors leur potentiel de création de nouvelle valeur inutilisé. Il s'ensuit un fantastique gaspillage de travail social qui existe parallèlement à d'énormes besoins matériels sociaux inassouvis, des capitalistes désespérés de reprendre leur production côtoient des indigents désespérés de trouver quelque chose à manger. Ce paradoxe est dû au fait que dans un système capitaliste la production de valeurs d'usage ne se fait pas dans le but de satisfaire des besoins mais seulement dans le but de réaliser une plus-value. Si celle-ci est impossible à produire et à réaliser, la production s'arrête, peu importe les besoins de la société.

On peut maintenant comprendre que la lutte des classes entre capital et salaire, qui prend la forme de la lutte autour de la plus-value, est à la fois un processus fondamental de l'accumulation du capital tout en étant un facteur de son instabilité. C'est en ce sens que le rapport salarial peut être défini comme un rapport contradictoire, qui se trouve à être à la fois une source de transformation du système capitaliste et un facteur d'instabilité et de crises de ce système. Celles-ci ne peuvent cependant s'expliquer uniquement par le rapport salarial : les déséquilibres prennent aussi prise dans la lutte fratricide entre les capitalistes eux-mêmes.

À un certain niveau d'abstraction, il peut être pertinent de considérer l'ensemble du capital comme un tout unitaire qui entretient, et se définit en fonction d'un rapport d'exploitation envers le travail. Il apparaît alors qu'il existe « une solidarité capitaliste induite par le rapport salarial » (Aglietta, 1997, p. 246). Cependant, la production capitaliste, comme toute production marchande, se caractérise aussi par son fractionnement en travaux privés.

Le fractionnement du capital en capitaux autonomes provient de ce que le capitalisme est une économie marchande où le travail social n'est pas le fruit d'une organisation collective de la production mais d'une confrontation de travaux privés indépendants. Cette confrontation s'exprime selon un processus de concurrence par lequel les capitaux autonomes qui se mettent en valeur en cherchant à réaliser un taux de profit sont contraints de s'aligner sur le *taux de profit général*. (Aglietta, 1997, p. 245)

La concurrence prend sa source dans la bataille que se livrent les capitaux autonomes pour s'accaparer d'une plus grande part possible de la masse sociale de plus-value. Dans cette

lutte, le *taux général de profit* sert de balise et oriente la concurrence. Il est la traduction monétaire du taux moyen de plus-value que l'ensemble du capital social extrait du travail :

Le taux général de profit détermine le profit moyen de chaque capitaliste [...] Cela signifie que chaque capitaliste, quelle que soit la branche où il se trouve, prétend à une part de la plus-value sociale proportionnelle à son capital. Il convient, autrement dit, de considérer chaque capital individuel comme une fraction du capital total qui, à ce titre, réclame une fraction proportionnelle [ou supérieure au taux moyen] de la plus-value extorquée à la classe des travailleurs. (Hai-Hac et Salama, 1992, p. 55)

La loi de la valeur, qui détermine dans toute société marchande combien de son temps disponible celle-ci peut dépenser à la production de chaque espèce de marchandises (Marx, 1969, p. 45), acquiert ainsi son caractère proprement capitaliste. Les normes sociales de production s'expriment à travers le taux moyen de profit que les capitalistes s'efforcent de rejoindre ou de dépasser lorsqu'ils produisent des marchandises porteuses de plus-value. Le taux moyen de profit oriente ainsi la production en s'établissant comme standard à l'intérieur d'une même branche économique et entre les diverses branches économiques. Cela donne lieu à une bataille généralisée entre capitaux sur la base du taux de profit, une lutte du capital avec lui-même, qui s'avère jusqu'à un certain point une lutte régulatrice. Dans cette course effrénée au profit, un capital ne peut se permettre bien longtemps d'être satisfait de lui-même, de ne viser que sa reproduction simple, sans croissance, car à moyen ou long terme un tel comportement mène à son élimination ou à son assimilation par un capital plus grand, plus fort et plus productif. C'est par la concurrence et le taux de profit que le système capitaliste insère dans les organismes économiques autonomes sa propre nécessité et sa propre logique, l'accumulation de capital. Cette forme de « sélection naturelle sociale » les transforme ainsi plus ou moins malgré eux en agents systémiques participant à la reproduction élargie du capitalisme.

Pourtant, l'accumulation de capital mène à la suraccumulation de capital, puisque la course au profit pousse à la hausse constante de la plus-value, ce qui provoque des déséquilibres à travers tout le système entre offre et demande. La concurrence, si elle pousse à la transformation constante des normes de production, interdit cependant au capital de

réagir uniformément face à ces déséquilibres. La prise de conscience de ce phénomène par les capitalistes eux-mêmes ne peut malheureusement pas mener à un effort de leur part pour corriger cette situation :

Le capital, dit-on souvent, n'avait pas encore « entrevu » la solution « fordiste » [lors de la crise de 1929], n'avait pas « compris » que pour réaliser les profits « promis » dans la sphère de production, il fallait payer les ouvriers, acheteurs de ces marchandises. Naïveté! Le capitaliste individuel, pris dans le jeu concurrentiel et l'anarchie du marché, ne peut pas augmenter les salaires, ce qui serait une « solution » pour le capital comme « être collectif ». Dans la lutte des classes, il est bloqué dans une guerre de tranchées ne pouvant que rogner sur les salaires. (Dockès et Rosier, 1983, p. 73)

Il en est ainsi car le fractionnement du capital social en divers capitaux privés en concurrence l'un avec l'autre empêche au capital d'exister en tant qu'être collectif visant de façon cohérente sa propre reproduction élargie.

[...] dans le cadre du mode de production capitaliste, une contradiction existe entre l'organisation très poussée de la production dans le sein de l'entreprise [du capital autonome] et son inorganisation au niveau de l'ensemble de l'économie. L'investissement y est effectué par les capitalistes dans les branches à plus fort taux de profit sans qu'il puisse véritablement tenir compte des besoins réels du marché pour les consommations productives [section 1] ou finales [section 2]. (Dockès et Rosier, 1983, p. 154)

Chaque capital autonome est en effet extrêmement centralisé, hiérarchisé et organisé, contrairement à l'ensemble du capital social qui ne bénéficie *à priori* d'aucun mécanisme d'organisation ou de coordination autre que le taux de profit. Nous avons révélé les limites de celui-ci lorsque nous avons démontré comment les déséquilibres peuvent trouver une fuite dans la sphère monétaire et s'accumuler à qui mieux-mieux, tant que les capitalistes réussissent, dans leur monde d'argent, à maintenir un taux de profit qui les satisfait. Contrairement à ce que prétendent les économistes classiques et néo-classiques, il n'y a pas de mécanismes naturels en mesure de rétablir en douceur l'équilibre inhérent à un marché

capitaliste libre. En fait, c'est la crise elle-même qui assure le retour à un équilibre toujours précaire, en sanctionnant les distorsions du circuit capitaliste induites par l'accumulation. Mais le prix à payer est souvent lourd pour le système, puisque la crise signifie et exige une dévalorisation de capital – contraction de la masse de plus-value, et donc du taux de profit moyen. Cela prend la forme d'une contrainte monétaire qui apparaît insurmontable et bloque l'ensemble du circuit économique et peut provoquer une crise sociale.

Dès lors la régulation³ se fait ex post par le marché. La coordination n'existait pas non plus dans les systèmes précapitalistes, mais alors, appropriation, production et consommation étaient à l'échelle privée; tandis que dans le capitalisme, à l'appropriation privée des moyens de production, s'oppose une production socialisée dans son processus de production et de distribution. C'est cette contradiction – cause fondamentale des crises – qui fait que la régulation ex post peut se révéler insuffisante, trop tardive. (Dockès et Rosier, 1983, p. 154)

On retrouve dans la concurrence la forme capitaliste et particulièrement féroce d'une contradiction propre à tout système marchand : une production qui s'effectue de façon privée et non coordonnée, mais qui est destinée à être socialisée. Les « lois du marché » peuvent réguler cette contradiction jusqu'à un certain point, mais elles s'avèrent, à certains moments critiques, très limitées et de bien piètre fiabilité. Articulée avec le rapport antagonique capital-travail qui produit des déséquilibres macroéconomiques, la contradiction intra-capital empêche de faire face de façon cohérente et uniforme à ces déséquilibres. La lutte des classes apparaît maintenant pour ce qu'elle est, une contradiction qui meut et secoue le circuit de production et d'échange, mais qui aussi le brise régulièrement.

On assiste alors à ce que le capitalisme est réellement, une forme raffinée mais relativement primitive et parfois brutale d'organisation sociale qui apparaît comme un corps sans tête, qui se bat avec lui-même. Le rêve socialiste, possiblement utopique mais néanmoins pertinent, révèle alors l'un de ses buts suprêmes, la collectivisation de la production dans le but de donner une conscience de soi à cette masse sociale décollée. Le

³ Nous reviendrons lors du prochain chapitre sur le concept de régulation

Le système capitaliste va faire des pas dans cette direction en développant des modes de régulation devant gérer l'accumulation de capital et encadrer la loi de la valeur, mais sans jamais abandonner ses rapports contradictoires fondamentaux, puisque cela équivaudrait à une auto-destruction, un suicide. Ces contradictions vont cependant condamner toute tentative de régulation à long terme du capitalisme à un échec certain, qui éclôt sous la forme d'une crise capitaliste majeure dont la violence secoue l'ensemble de la structure sociale.

CHAPITRE II : RÉGULATION DE L'ACCUMULATION PAR LE BIAIS D'UN RÉGIME INSTITUTIONALISÉ D'ACCUMULATION

2.1 Un mode de production et sa forme

Dans le premier chapitre de ce mémoire, nous nous sommes appliqués à la tâche de mettre en relief les mécanismes sociaux à l'origine des crises du mode de production capitaliste. Pour ce faire, nous avons pris comme point de départ la théorie de la valeur de Marx, qui porte sur les lois immanentes qui se cachent derrière les relations économiques phénoménales et régissent le mode de production capitaliste. Nous avons tenté de démontrer en quoi le mode de production capitaliste est d'abord et avant tout un système marchand qui instaure l'obligation de paiement en monnaie, qui obtient le droit de représenter la valeur créée par le travail. Le système marchand devient ensuite spécifiquement capitaliste lorsque les producteurs se trouvent à être séparés des moyens de production et doivent vendre leur force de travail aux détenteurs des moyens de production. Le travail devient alors une marchandise et produit le rapport salarial, centré autour de la production de plus-value, et dont découle deux classes sociales, capitalistes et salariés. Les rapports contradictoires qu'entretiennent entre elles ces classes sociales pour l'accaparement de la plus-value sont à la fois source de croissance et d'instabilité du système. Croissance, car ils constituent le moteur du processus d'accumulation de capital et l'incitent à se transformer et s'élargir continuellement, occasionnant un développement sans précédent des forces productives et un approfondissement et des transformations des relations capitalistes dans la société. Instabilité, car cette croissance n'est pas coordonnée puisqu'elle procède de rapports fondamentalement contradictoires qui mènent régulièrement à des crises qui viennent imposer par la violence l'unité du processus d'accumulation.

Le mode de production capitaliste est donc un système de relations sociales dynamique mais déséquilibré, dont les rapports, pourvus d'une logique interne de

transformation, n'arrivent pas « naturellement » à s'ajuster entre eux. Comment alors assurer la continuité de processus qui tendent vers l'instabilité? C'est là qu'intervient le concept de *régulation* développé par la cybernétique et repris par l'École de la régulation, qui « renvoie à l'idée de relations d'interaction entre éléments instables. La régulation d'un processus complexe est ajustement, conformément à quelques règles ou normes, d'une pluralité de mouvements non nécessairement cohérents *à priori* » (Dockès et Rosier, 1983, p. 8). Des mécanismes de régulation doivent donc assurer l'ajustement des processus propres à un système dynamique, dont l'existence et la cohérence ne peuvent être pris pour acquis, pour en permettre la *reproduction*.

[...] on est conduit à nier que ce qui existe aille de soi. La notion de *reproduction* devient alors nécessaire. Parler de reproduction, c'est mettre en évidence les processus qui permettent à ce qui existe de continuer à exister. Dans un système dont les rapports internes se transforment, tout ne continue pas à exister. Il faut donc étudier le mode d'apparition de ce qui est nouveau dans le système. (Aglietta, 1997, p. 10)

Régulation et reproduction d'un système dynamique signifient donc transformation de ses rapports constituants. Appliquer ce principe au mode de production capitaliste, « [...] c'est mettre en évidence les rapports déterminants qui se reproduisent dans et par les transformations sociales, les formes changeantes sous lesquelles ils se reproduisent, les raisons pour lesquelles cette reproduction s'accompagne de ruptures dans différents lieux du système social. » (Aglietta, 1997, p. 10). Cela nécessite de s'enraciner profondément dans la théorie de la valeur de Marx, tout en l'approchant avec grande prudence. Marx a tenté de théoriser ce qu'il percevait comme le mode de production capitaliste dans son état le plus « pur », dans son essence même. À un certain point, il a effectivement réussi à mettre en relief les rapports sociaux fondamentaux du capitalisme et leur articulation l'un à l'autre. Cependant, il était aussi homme du XIXe siècle, vivant à Londres et par conséquent ce qu'il a pris comme étant le capitalisme pur s'est parfois révélé être la forme spécifique du capitalisme anglais de son siècle. Il est d'ailleurs à certains égards difficile de faire la différence dans ses écrits entre ce qui est caractéristique du capitalisme en général et ce qui l'est de son époque en particulier. C'est une confusion qui a souvent miné la théorie marxiste

et nourri sa critique, et à laquelle la théorie de la régulation veut proposer une solution. Cette théorie a pour objet d'étude la variabilité dans le temps et dans l'espace des structures sociales capitalistes.

Comme l'affirme Aglietta, l'idée même de variabilité des structures du mode de production capitaliste suppose deux choses en relation l'une avec l'autre : la première, invariante, sont les rapports capitalistes fondamentaux tels que théorisés par la loi de la valeur. La deuxième sont les formes spécifiques concrètes que prennent ces rapports selon les conjonctures sociales et historiques. Nous nous sommes efforcés lors du premier chapitre d'illustrer brièvement les rapports capitalistes fondamentaux tels que théorisés par Marx, tout en ne perdant pas de vue notre sujet principal, les crises. Comme nous l'avons déjà dit, ces rapports fondamentaux ne sont cependant pas, tel que certains marxistes ont voulu le croire, propres à un capitalisme pur tel qu'il *devrait* fonctionner. C'est là une position qui se rapproche plutôt des économistes libéraux, qui croient entre autre chose en l'invariabilité de leurs modèles économiques, qui se révèlent être rigides et a-historique.

Au contraire, ces rapports fondamentaux ne sont que des lois sociales abstraites qui ne peuvent réellement exister concrètement que sous une *forme structurelle* spécifique, c'est-à-dire une « *codification [des] rapports sociaux fondamentaux* » (Boyer, 1987, p. 48). La thèse constitutive de l'École de la régulation avance que les rapports fondamentaux doivent prendre des formes structurelles qui soient compatibles l'une avec l'autre afin de former un tout unifié et cohérent, un *régime d'accumulation*. Celui-ci a pour but de canaliser et d'orienter de façon harmonieuse le processus d'accumulation de capital ainsi que d'en gérer les contradictions qui lui sont inhérentes afin d'assurer sa reproduction dans le temps. Il est tout à la fois la modalité d'existence concrète de l'accumulation et son mécanisme de *régulation*. Cette tâche implique que les régimes d'accumulation se transforment eux-mêmes à travers le temps afin de s'adapter aux nouvelles conjonctures dans lesquelles évolue la loi de la valeur qui, comme nous l'avons expliqué, est en constante transformation. L'étude du rapport entre les lois sociales abstraites du mode de production capitaliste et leurs formes structurelles consiste ainsi en l'analyse des « changements qualitatifs et quantitatifs, qui ont été nécessaires à la persistance des rapports capitalistes en général [car] les invariants ne peuvent se reproduire qu'à travers des altérations permanentes – particulièrement sensibles

dans la longue période – de leur forme et de leur articulation précise » (Boyer, 1987, p. 47-48).

Ouvrons rapidement une petite parenthèse au sujet du terme « d'invariant ». Il faut prendre note que ce concept est ici utilisé de façon relativement arbitraire et ne prend sens que si l'on est conscient de se situer à l'intérieur du mode de production capitaliste, que l'on ne peut réellement qualifier d'invariant. Il est en effet lui-même un ensemble institutionnel d'orientation de la pratique sociale qui est appelé à disparaître un jour, mais un ensemble institutionnel plus large et plus fondamental auquel sont subordonnées certaines formes structurelles précises. Il existe donc une hiérarchie à paliers multiples des structures sociales, dont seul l'analyse des deux dernier paliers nous intéresse ici, la loi de la valeur et ses formes concrètes.

2.3 Configuration des formes institutionnelles constitutives d'un régime d'accumulation

Nous allons maintenant examiner de plus près le concept de régime d'accumulation tel que la théorie de la régulation le conçoit. Si la régulation signifie l'ajustement des différents processus d'un système dont la cohérence n'est pas établie à priori, la régulation du système capitaliste renvoie d'abord à la loi de la valeur, qui comme nous l'avons vu assure l'ajustement de différents processus de production capitalistes qui sont à priori effectués de façon privée et non coordonnée. C'est ainsi que la contradiction entre production privée et consommation sociale est partiellement résolue. Nous disons partiellement parce que nous savons que cette régulation effectuée par la loi de la valeur n'est pas parfaite et que les contradictions propres aux rapports capitalistes mènent régulièrement à des accumulations de déséquilibres qui doivent être résolus par des crises. Si, donc, fondamentalement, la régulation des rapports capitalistes s'effectue de façon générale par la loi de la valeur, la régulation d'une forme spécifique de rapports capitalistes est effectuée par un régime d'accumulation, qui s'avère une forme spécifique, concrète et institutionnalisée de la loi de la valeur. Un régime d'accumulation doit pouvoir mettre en relation harmonieuse, de façon

cohérente, les différents processus capitalistes afin de dégager des conditions sociales favorables à l'accumulation de capital, à savoir :

- un type d'évolution d'organisation de la production et de rapport des salariés aux moyens de production ;
- un horizon temporel de valorisation du capital sur la base duquel peuvent se dégager des principes de gestion ;
- un partage de la valeur permettant la reproduction dynamique des différentes classes ou groupes sociaux ;
- une composition de la demande sociale validant l'évolution tendancielle des capacités de production ;
- une modalité d'articulation avec les formes non capitalistes, lorsque ces dernières ont une place déterminante dans la formation économique étudiée. (Boyer, 1987, p. 46)

La construction d'un régime d'accumulation suppose donc qu'il faut donner une forme institutionnelle concrète aux rapports fondamentaux du capitalisme (Boyer, 1987), c'est-à-dire le rapport salarial, le rapport intra-capital, le rapport monétaire. À ces rapports institués à l'intérieur d'un régime d'accumulation doivent s'ajouter la forme de la division internationale du travail, les formes de l'État ainsi que le type de paradigme technique prévalant. Nous allons maintenant examiner un peu plus en détail à quoi réfère chacun de ces rapports, ce qu'ils impliquent quant à leur contenu et leur forme. Il est à noter que malgré le fait que nous allons aborder isolément chacun de ces rapports, il ne saurait être question de considérer un régime d'accumulation comme une liste de rapports institutionnalisés sans liens les uns envers les autres. Au risque de nous répéter, les formes institutionnelles que prennent les rapports capitalistes dans un régime d'accumulation sont intimement liées entre elles et doivent fonctionner comme un tout unitaire et cohérent, sans quoi il ne peut exister de mécanismes de régulation du système. Le développement d'un régime d'accumulation est une construction d'ensemble qui ne s'empêtre pas dans les différentes typologies que l'analyste met en relief afin de mieux comprendre et catégoriser son objet d'étude.

Formes de la monnaie

La monnaie est le caractère par excellence d'une société marchande, car c'est elle qui, en tant que représentant unique de la valeur, met en lien les agents économiques entre eux. C'est elle qui crée un espace d'homogénéisation du travail qui permet la mise en commun des différents travaux privés :

On définira comme forme monétaire la modalité que revêt, pour un pays et une époque donnés, le rapport social fondamental qui institue les sujets marchands. Dans cette acceptation, et d'un point de vue théorique, la monnaie n'est pas une marchandise particulière mais une forme de mise en rapport des centres d'accumulation, des salariés et autres sujets marchands (Boyer, 1987, p. 48).

Quelles formes prend alors ce rapport social essentiel au capitalisme? Plusieurs questions se présentent à l'esprit; quelles institutions contrôlent l'émission de monnaie et des formes qui lui sont reliées? Est-elle tributaire d'une logique publique ou privée?

Le concept de monnayage [...] permet d'analyser les structures sociales par lesquelles s'exerce concrètement dans une économie donnée cette puissance qui découle d'un monopole institutionnel sur la création monétaire. Dans l'analyse du monnayage, il est possible de distinguer des régimes spécifiques à des périodes historiques et des économies nationales, voire à des centres financiers distincts, bref la pratique de monnayage fait elle-même l'objet d'une codification socioéconomique qui traduit des normes culturelles et politiques relatives au crédit et à l'investissement dans l'économie. Ces normes doivent aussi être comprises comme la manifestation, la construction et la distribution de pouvoir [social que représente la monnaie].(Pineault, 2006, p. 19)

Cela nous amène à caractériser l'ensemble du système bancaire et à déterminer ses liens avec les structures industrielles du capitalisme productif et les structures financières. Ce

système bancaire capitaliste, à tout moment, est confronté à une tâche considérablement ardue. On sait que la monnaie doit servir à la fois de représentant de la valeur et de medium de circulation des marchandises. Ce double rôle est hautement contradictoire. En effet, la masse de monnaie présente dans le système doit être assez grande et croître assez rapidement pour permettre une circulation fluide des marchandises, un manque de liquidité pouvant venir bloquer les échanges. Cependant, une croissance débridée de la masse monétaire peut mettre à mal sa capacité à représenter fidèlement le travail abstrait et donc provoquer un développement autonome de la valeur et de sa forme. Afin de résoudre la contradiction entre les deux rôles de la monnaie, il s'est développé dans le capitalisme moderne différentes formes de monnaies instituées à l'intérieur d'une hiérarchie monétaire. Au sommet de cette hiérarchie se trouve une monnaie, métallique ou pas, dont le rattachement à la valeur réelle est assuré par une banque centrale. La production de cette monnaie est, en théorie, strictement contrôlée, son rôle de garant de la valeur est reconnu et institué à travers l'ensemble de la société, et elle conserve un caractère hautement liquide. Cela signifie que son rôle de représentant de la valeur est si bien établi socialement qu'elle peut être échangée facilement contre n'importe quelle marchandise réelle ou financière offerte sur le marché. Au bas de la hiérarchie se retrouvent diverses formes de crédit émises par les banques ou encore d'autres agents économiques et dont la tâche est d'assurer une fluidité aux échanges que la monnaie de la banque centrale ne peut assurer. Le crédit est libéré d'un rôle strict de représentant de la valeur puisqu'il est souvent émis en amont de la production et la réalisation de marchandises et anticipe donc la création de valeur réelle, d'où le terme de capital fictif que lui donne Marx. Si la valeur anticipée est effectivement produite et réalisée, l'avance de crédit donne lieu à un remboursement à l'institution émettrice et le capital fictif peut ainsi se donner une existence réelle. Si ce n'est pas le cas, l'agent économique qui a pris le risque d'émettre le crédit assume les coûts de son erreur, la dévalorisation, sans que la monnaie au haut de la hiérarchie ainsi que la banque centrale qui l'émet soient touchées. Cela permet à la monnaie au haut de la hiérarchie d'être protégée des aléas de la production de crédit qu'exige la circulation des marchandises et ainsi de rester fidèle à son rôle de représentant de la valeur. (Harvey, 1999 et Pineault, 2006)

À l'intérieur de cette hiérarchie dont la forme varie en fonction des régimes d'accumulation, une tendance générale se dégage à travers l'ensemble de l'horizon temporel

capitaliste : la dématérialisation de la monnaie. Marx n'avait pas tort, à son époque, de considérer que la monnaie était une marchandise spéciale, l'or, dont la valeur d'usage était de représenter la valeur abstraite. Mais au cours de l'histoire, la monnaie s'est progressivement affranchie de son caractère de marchandise. Les pièces d'or ont peu à peu fait place à des monnaies de papier ou des notes de crédit qui n'étaient que formellement rattachées à la valeur de l'or. Au cours du XXe siècle, la monnaie fiduciaire émise par les banques centrales s'est autonomisée par rapport à une quelconque marchandise métallique, ce qui a mené à l'abandon formel de l'étalon-or. De nos jours, la masse monétaire n'est rattachée à aucune condition matérielle d'existence et les institutions monétaires, les banques, sont libres d'introduire arbitrairement la quantité de monnaie, sous la forme de crédit bancaire, qui leur plaît à l'intérieur du système économique, en fonction de la demande qui y est faite. Cette demande provient du besoin de liquidités monétaire de la part du capital productif, et de liquidité financière de la part du capital financier (Pineault, 2006, p. 19). La production monétaire est alors entièrement endogène au système économique. D'où l'importance pour une banque centrale de tenter de rattacher fermement sa monnaie, maintenant dématérialisée, à la valeur alors même que la production monétaire est en rupture totale avec le travail.

Rapport salarial

L'ensemble du rapport salarial tourne autour de la forme que prend l'extraction de plus-value et des ses implications socio-économiques, particulièrement au niveau du partage de la richesse capitaliste. Il faut d'abord définir le processus de fixation du taux de plus-value, issu d'un complexe rapport de force institutionnalisé entre le capital et le travail. Quelles sont les forces en présence et comment déterminent-elles ce taux?

En termes analytique, cinq composantes interviennent pour caractériser les configurations historiques du rapport capital-travail : type de moyens de production; forme de la division sociale et technique du travail; modalités de mobilisation et d'attachement des salariés à l'entreprise; déterminants du revenu salarial, direct ou indirect; enfin mode de vie salarié, plus ou moins lié à l'acquisition de marchandises ou à l'utilisation de services collectifs hors marché. (Boyer, 1987, p. 49)

Comme nous allons le voir bientôt, le type de machines productives détermine une certaine organisation du travail à laquelle celui-ci peut résister. Le travail est lui-même toujours hautement stratifié hiérarchiquement selon la forme de la division sociale et technique du travail. Ces strates de travailleurs entretiennent différents rapports entre eux, qu'ils soient morcelés et autonomes ou mobilisés à l'intérieur d'organisations de défense des intérêts des travailleurs. Elles entretiennent aussi différents rapports plus ou moins institutionnalisés avec leurs employeurs capitalistes, que ce soit l'apathie, un sentiment d'appartenance à l'entreprise ou encore une hostilité syndicale et revendicatrice.

La dernière condition, le mode de vie salarié, s'avère particulièrement déterminante dans le système capitaliste. Il en est ainsi car du mode de vie des salariés découle une norme sociale de consommation salariale, qui détermine à son tour la demande pour les marchandises capitalistes produites. C'est le taux de plus-value qui va définir le rôle que jouent les travailleurs dans la consommation des marchandises qu'ils produisent eux-mêmes; vont-ils en être relativement absents, comme c'était le cas au milieu du XIXe siècle? Ou vont-ils y jouer un rôle de premier plan, comme ce l'est maintenant? La tendance semble être à l'intégration progressive des salariés à la consommation sociale. En devenant hégémoniques à travers la société, les rapports capitalistes ont fait disparaître les anciennes classes sociales (aristocratie foncière, élites économiques étrangères, etc.) qui constituaient autrefois d'importants débouchés pour la production capitaliste, pour les remplacer par deux classes principales, salaire et capital. Pour se valoriser, le capital doit donc maintenant compter sur les salaires pour constituer la demande effective, ce qui comme nous l'avons vu exige un taux de plus-value qui permette une progression proportionnée de l'offre capitaliste et de la demande salariale.

Rapports intra-capitalistes

Le rapport intra-capital s'articule autour du combat pour l'appropriation de la plus-value sociale. Il découle du morcellement du capital social en différentes unités autonomes propriétaires de moyens de production qui entrent en compétition entre elles sur la base du taux de profit moyen. Les différentes formes du rapport intra-capital dépendent de

l'articulation entre la structure des capitaux autonomes et les modalités des rapports de concurrence qu'ils entretiennent entre eux.

Un capital individuel étant un *droit de propriété sur un processus de mise en valeur* (Aglietta, 1997, p. 188), la structure des capitaux autonomes renvoie d'abord aux différentes formes que prennent un pouvoir autonome de disposition et d'organisation d'un processus de valorisation. La survaleur ainsi créée est alors canalisée vers les détenteurs du capital en question par le biais des liens de propriété, qui agissent comme des aspirateurs de la valeur nouvelle. Ces deux processus, contrôle et propriété, correspondent à deux moments différents du capital. Dans le capitalisme du XIXe siècle, ils sont fusionnés sous le « *dominium* » de l'individu bourgeois capitaliste, qui gère d'une main de fer son entreprise comme son propre petit empire personnel (Pineault, 2006). Ils sont ensuite différenciés avec l'avènement de la corporation, qui s'affirme comme une personne légale dotée d'un capital et d'une énorme puissance organisationnelle pilotée par un vaste groupe de gestionnaires professionnels. La propriété capitaliste est quant à elle extériorisée :

[...] sous la forme d'un ensemble d'actifs financiers liquides représentant un droit sur cette puissance [...] liquéfiés et marchandisés sous la forme d'un continuum d'actifs [...] titres dont la circulation fut rapidement centralisée en bourse et sur des marchés organisés, espaces sociaux qui sont devenus les véritables lieux de leur valorisation. » (Pineault, 2006, p. 15)

Quant aux relations de concurrence entre les différents capitaux individuels, nous avons vu au chapitre 1 qu'elles sont déterminées par le taux de profit moyen, qui régule les normes de production et d'échange à l'intérieur des branches et entre les branches. Sur quel champ social de valorisation s'exprime le taux de profit moyen? Ce doit être le lieu où les rapports de propriété aboutissent et se confrontent : le marché industriel dans le capitalisme du XIXe siècle, les marchés financiers dans le capitalisme contemporain. Ces marchés peuvent de plus être régis par différentes formes de concurrence : « Mécanismes concurrentiels dès lors que c'est la confrontation ex post sur le marché qui définit la validation ou non des travaux privés. Monopolisme, si prévalent certaines règles de socialisation ex ante de la production par une demande sociale d'un montant et d'une composition sensiblement équivalents. » (Rosier, p. 238)

On peut ici aussi déjà dégager deux tendances importantes qui se sont affirmées à travers la succession des différents régimes d'accumulation. Tout d'abord, la tendance à la financiarisation et la liquéfaction du capital (Pineault, 2006), qui donne aux marchés financiers un rôle central et transforment les liens de propriété capitaliste. Ensuite, la tendance, irrégulière, à la centralisation et la concentration du capital, stimulées par de nombreuses vagues de fusions et acquisitions, qui a constamment remodelé le capital social et transformé les rapports de concurrence.

Les formes de l'État

Même s'il ne fait pas partie intégrale du schéma marxiste d'accumulation capitaliste proprement dit, l'État ne peut être évacué d'une analyse sérieuse du capitalisme. Il est notoirement connu que Marx n'a que trop peu traité de la question de la nature et du rôle de l'État dans le capitalisme; il se contente dans certains écrits de le décrire sommairement comme un outil de la classe dominante, une « bande d'individus armés au service du capital ». Si après Marx plusieurs auteurs marxistes ont cherché à approfondir le concept d'État, l'école de la régulation prétend plus modestement « caractériser les diverses formes de l'État et leurs effets de retour sur la dynamique économique » (Boyer, 1987, p. 53). Contrairement à la théorie libérale qui stipule l'extériorité du politique par rapport au système économique, l'État est dans la théorie de la régulation considéré comme partie prenante du système capitaliste dans son ensemble, et comme un acteur socio-économique incontournable et essentiel. Ce n'est pas une « immixtion de la puissance publique dans les affaires privées, mais une nécessité structurale [pour le système capitaliste] » (Rosier, 1984, p. 244). Il est un théâtre où se reflètent et s'institutionnalisent les rapports de force entre les différentes classes de la société, mais aussi un organisme politique doué d'une relative autonomie envers les rapports capitalistes et capable de réflexivité sur la société. Malgré tout, la fonction même de l'État capitaliste sera toujours d'assurer la reproduction d'ensemble de la société capitaliste et d'en médiatiser les tensions. Ce rôle de régulateur plus ou moins conscient de la société capitaliste fait de l'État un nœud central dans l'édification et le maintien d'un régime d'accumulation.

L'État possède plusieurs outils pour agir sur les rapports capitalistes et en permettre la reproduction. Premièrement, l'État est, au moins en dernière instance, garant de la contrainte monétaire puisqu'il s'est arrogé au cours de l'histoire le contrôle (partiel) de la production de monnaie. Deuxièmement, l'État possède le monopole légitime sur la capacité d'institutionnalisation et de réglementation politique et procure ainsi au marché capitaliste un encadrement juridique qui permet de médiatiser les rapports sociaux contradictoires qui s'y nouent. Troisièmement, L'État peut, par le biais de sa capacité d'imposition, prendre le contrôle d'une partie de la valeur sociale créée et ainsi agir directement sur la sphère économique sous la forme de politiques économiques et sociales : dépenses d'infrastructure, recherche et développement, entretien, gestion et formation de la force de travail, santé, subventions au développement industriel, planification économique, transferts de richesse, etc. (Rosier, 1984, p. 249-250). Il peut aussi carrément prendre le contrôle de certaines activités productrices de valeur, comme par exemple l'électricité ou le gaz, et en organiser la production et la distribution.

De façon générale, l'État assure des fonctions qui ne sont pas ou ne peuvent pas être assurées par les rapports capitaliste proprement dits, et ce avec une relative autonomie par rapport à eux. Or, ces fonctions et cette autonomie se transforment dans le temps. L'État peut fortement affirmer sa présence dans la société et encadrer de façon plus ou moins rigide les rapports capitaliste, comme on l'a vu avec l'État keynésien ou fasciste. Il peut aussi prendre une forme plus discrète et réduire son autonomie en soumettant au moins partiellement plusieurs de ses fonctions aux rapports capitalistes et en démontant les réglementations qui les encadraient. Il légifère et institutionnalise alors sa propre absence et sa propre soumission au marché capitaliste. Il est cependant vital de rappeler que sa soumission ne peut en aucun cas être totale, tout comme son autonomie.

Division internationale du travail

La division internationale du travail n'est pas un rapport capitaliste en tant que tel, mais plutôt la forme que prennent les rapports capitalistes entre les différents territoires étatiques intégrés au système capitaliste, en fonction du régime d'accumulation en vigueur. Le capitalisme ne peut être en effet considéré comme un phénomène strictement national

mais doit plutôt être étudié à l'échelle mondiale : « [...] *l'espace économique capitaliste* a toujours été – à l'échelon mondial – muni d'une structure certes évolutive dans ses modalités concrètes, mais toujours organisée en « *économie-monde* » autour d'une *économie dominante* » (Dockès et Rosier, 1983, p. 185). Il s'agit maintenant de voir à l'intérieur de quels paramètres cette structure mondiale évolue.

Par économie-monde, on entend, à l'instar de Braudel, Wallerstein ou Michalet, un ensemble économique qui fonctionne de façon unitaire mais dont les différentes parties sont différenciées et hiérarchisées, dominé par un hégémon. Cet espace économique est tout d'abord constitué par les relations économiques qui se nouent entre les différentes nations et qui créent le marché capitaliste mondial. Celui-ci procède à une homogénéisation de la valeur et établit ainsi des normes de production et d'échange internationales. Cela ne signifie pas que les différentes nations capitalistes sont elles-mêmes homogénéisées. Au contraire, bien qu'elles soient toutes interdépendantes, les nations capitalistes, en tant qu'entités capitalistes, entrent en concurrence l'une avec l'autre pour l'appropriation de la masse de plus-value mondiale. Cette lutte est inégale, et les nations capitalistes sont donc fortement hiérarchisées et différenciées entre elles selon la position économique qu'elles occupent à l'intérieur du système et leur niveau de développement. Au sommet trône un hégémon, (aujourd'hui, les USA) qui par la force fulgurante de son capital occupe le centre du système, lui imprime sa propre dynamique et attire une bonne partie des flux de valeur créée mondialement. Wallerstein affirme que cette domination s'exerce autant dans la sphère de la production de marchandises, la sphère commerciale et la sphère financière, ainsi qu'au niveau politico-militaire et culturel (Wallerstein, 1982, Arrighi, 1999). L'hégémon produit plus de marchandises, il les fait circuler partout autour de la planète, impose ses propres appareils financiers à l'économie mondiale, possède une armée qui est en mesure d'imposer par la force des règles qui favorisent ses intérêts et voit sa culture et ses valeurs se propager autour du monde. Il domine ainsi une structure composée d'économies nationales qui sont plus ou moins dépendantes et dominées, structure qu'il cherche à reproduire : « [...] pour perdurer, le mode de production capitaliste doit [...] sur le plan des rapports internationaux, [produire] et reproduire ces rapports de domination dont ses centres moteurs se nourrissent [...] par les transferts de surplus qu'ils permettent, même s'il doit périodiquement – sous la pression des

contradictions que ces rapports engendrent – en modifier la forme. » (Dockès et Rosier, 1983, p. 185)

En effet, les formes de l'économie mondiale se modifient avec le temps. Premièrement, bien que l'économie mondiale soit toujours un ensemble fortement hiérarchisé, les luttes incessantes que se livrent entre eux les différents capitalismes nationaux afin d'occuper une place plus dominante dans l'économie mondiale modifient le contenu même de cette hiérarchie. C'est l'expression internationale de la concurrence entre capitaux. Deuxièmement, les capitalismes nationaux peuvent être plus ou moins ouverts ou fermés à l'économie mondiale. Cette ouverture ne dépend pas uniquement de caractéristiques nationales, mais aussi de la force et de la cohésion du marché mondial. Ce dernier réussit-il à imposer sa propre dynamique aux nations pour ainsi les soumettre à sa logique et à son fonctionnement, ou se heurte-t-il à l'autonomie des espaces économiques nationaux? La mobilité du capital à l'échelle mondiale se retrouve donc toujours en lutte avec les institutions nationales qui visent à l'encadrer au niveau local.

Le type des forces productives matérielles

L'existence et la reproduction des rapports capitalistes s'exercent sur la base d'un support matériel – matériaux, machines, sources d'énergie, méthodes de communication, type d'habitation, moyens de transport et autres (Dockès et Rosier, 1983, p. 182) – qui doit être, à l'instar des rapports sociaux, en constante évolution. Chaque régime d'accumulation s'accompagne donc d'un certain paradigme technologique et technique qui se doit d'être compatible avec les besoins du capital.

Tout d'abord, comme l'a démontré Ernest Mandel (Mandel, 1980), il doit exister à l'intérieur d'un certain paradigme technologique « *un type spécifique de machines*, lequel présuppose une forme propre d'organisation du procès de travail » (Dockès et Rosier, 1983, p. 182). Les machines servent à accroître la productivité du travail et à extraire par conséquent une plus grande masse de plus-value. De plus, la révolution constante des normes de production et d'échange qui procède des rapports de concurrence entre capitaux se traduit au niveau technique par la mise en place de machines toujours plus productives et par la création de nouvelles branches de production et la disparition des branches obsolètes et non

profitables. Le niveau technique est donc un enjeu de taille à l'intérieur même des rapports capitalistes. La technique dépasse le simple cadre de l'augmentation de la productivité car elle est littéralement ce qui compose un tissu physique et matériel produit par les rapport capitalistes afin qu'ils puissent s'y déployer. La façon dont on produit, la source d'énergie qui alimente la production, les marchandises qui sont produites, le type de développement urbain et le transport du capital, humain ou physique, conditionne grandement le système capitaliste. Même dans la sphère monétaire, les développements en matière de communication et de traitements de l'information ont eu une influence considérable au niveau de la dématérialisation de la monnaie et du développement des marchés financiers.

Il est cependant important de s'opposer à une certaine vision technocentriste qui voudrait faire du développement matériel des forces productives le facteur déterminant dans le développement de l'économie capitaliste. La théorie marxiste ne peut accepter une telle affirmation, car à son sens c'est la lutte des classes, c'est-à-dire l'extraction de la plus-value et la compétition pour son appropriation, qui déterminent en dernière instance le développement des forces productives et non l'inverse. Les machines restent ce qu'elles sont, un support matériel pour les rapports capitalistes, et représentent donc une composante essentielle d'un régime d'accumulation, mais une composante qui en dernière analyse ne produit pas la société mais qui est plutôt produite par elle.

2.3 Crises et régimes d'accumulation

Maintenant est un moment approprié pour revenir au sujet central de ce mémoire, à savoir les crises capitalistes. Il s'agit dans cette partie de mettre en relation le concept de régulation et de régime d'accumulation avec celui de crise économique. Plus précisément, comment articuler la tendance générale du capitalisme, soulignée par Marx, à produire des crises de suraccumulation avec les différentes formes institutionnelles que sont les régimes d'accumulation? Répondre à cette question, c'est étudier la crise dans sa substance et dans sa forme et tenter de faire le lien entre l'un et l'autre. La deuxième partie de ce chapitre sera consacrée à l'édification d'une typologie des crises capitalistes qui nous permettra de

différencier deux types de crises, les crises classiques et les crises structurelles, qui sont le sujet principal de ce mémoire. Nous verrons ensuite, dans le troisième chapitre, comment se déroulent les processus qui mènent à l'éclatement d'une crise structurelle.

Nous avons vu dans le premier chapitre que les crises capitalistes ont leur source dans les rapports fondamentalement contradictoires qui sont issus du processus même d'accumulation de capital. Ces rapports contradictoires introduisent des déséquilibres dans l'accumulation, déséquilibres qui sont autorisés et renforcés par le rapport monétaire, ce qui mène à une suraccumulation de capital. L'accumulation de distorsions atteint éventuellement un point culminant où la suraccumulation s'exprime dans toute sa force, provoquant une crise qui par la violence rétablit la cohésion de l'accumulation par la destruction du capital en trop. Pour contrer cette tendance au déséquilibre propre au système, il se développe des régimes d'accumulation chargés de réguler les processus capitalistes. Cependant, et c'est un problème théorique de taille, s'ils parviennent par leur rôle régulateur à temporairement étouffer les forces capitalistes contradictoires qui sont à l'origine des crises, les ensembles institutionnels des régimes d'accumulation ne peuvent arriver à les supprimer totalement, puisque cela exigerait de supprimer les rapports capitalistes eux-mêmes. Au mieux peuvent-ils orienter la crise de suraccumulation : « Au demeurant, *l'ampleur et la forme des crises cycliques dépendent des modalités de la régulation* » (Boyer, 1987, p. 63). Puisqu'un régime d'accumulation se présente comme la forme institutionnelle spécifique que prennent les processus capitalistes à une période et une époque donnée, la crise, en tant que processus capitaliste, prend sa forme à travers le régime d'accumulation à l'intérieur duquel elle éclate. Si la crise peut s'affirmer sous de multiples facettes (inflation, krach boursier, déflation, etc.), les mécanismes qui la provoquent demeurent toujours fondamentalement les mêmes. Lorsqu'il analyse une crise particulière, l'économiste (marxiste) doit mettre en relief le phénomène de suraccumulation et montrer comment celui-ci s'articule avec le régime d'accumulation en vigueur et comment il s'exprime à travers ce cadre institutionnel particulier.

La crise correspond à la phase d'épuration des tensions et déséquilibres accumulés lors de l'expansion, au sein même des mécanismes économiques et des régularités sociales, donc du mode de régulation qui prévaut dans un pays et à une

époque donnés. En ce sens, la récurrence de phases favorables puis défavorables à l'accumulation constitue la conséquence directe des formes institutionnelles en vigueur. (Boyer, 1987, p. 62)

On voit tout de suite comment il est facile pour l'analyste économique de s'engager dans deux impasses théoriques : la première est d'ériger un modèle économique rigide qui nie les différences et les caractéristiques de chaque crise pour toujours les expliquer par les mêmes causes immédiates. La deuxième est de croire en l'originalité radicale de chaque crise et de refuser d'y voir certaines caractéristiques communes qui prennent leur source profonde dans les rapports capitalistes en général. La théorie de la régulation propose un cadre d'analyse qui ménage la chèvre et le chou, qui tente d'épingler la forme spécifique de chaque crise sur l'ensemble du tableau capitaliste.

Par ailleurs, le concept de régime d'accumulation permet d'effectuer une typologie des crises qui dépasse leur forme institutionnelle. Il s'agit de dégager deux types de crise capitalistes de différente ampleur. La première, la crise dite classique, se déroule à l'intérieur du cadre institutionnel d'un régime d'accumulation sans le remettre en cause et sans le dépasser. La deuxième, la crise majeure ou crise structurelle, brise par sa violence les institutions chargées de réguler l'accumulation du capital et fait imploser le régime d'accumulation à travers lequel elle s'exprime, pour ensuite ouvrir une période de changement social intense. Comme nous allons le voir, ces deux types de crise ne se distinguent pas tant par leurs caractéristiques propres que par la portée de leurs conséquences.

Crise classique

Les régulationnistes utilisent le terme de crise classique pour définir le type de crise que Marx a observé et décortiqué dans ses ouvrages, et que nous avons étudié au premier chapitre. Comme il a été mentionné précédemment, une crise classique se déroule à l'intérieur des paramètres institutionnels du régime d'accumulation en vigueur. Il s'agit d'une crise qui peut frapper l'ensemble du système capitaliste mais qui est limitée dans l'espace et dans le temps. Elle sanctionne les déséquilibres qui se sont accumulés dans le circuit d'accumulation de capital et établit ainsi des conditions favorables à une reprise de la

valorisation de l'ensemble du capital social. En détruisant la suraccumulation de capital, elle dynamise le système productif, discipline les travailleurs, et élimine les capitaux les plus faibles et les moins profitables au profit des plus forts, favorisant ainsi la centralisation du capital (Dockès et Rosier, 1983, p. 102). De façon générale, elle impose une saine pression sur l'accumulation et lui permet de retrouver son équilibre (bien sûr, aux dépens des travailleurs qui voient leurs conditions de travail se détériorer et des capitalistes plus « faibles » qui voient leur capital fondre comme glaçon au soleil et leur autonomie disparaître). En ce sens, elle peut être considérée comme un mécanisme de régulation en lui-même, propre à un certain type de régime d'accumulation. Elle est donc perçue comme un phénomène strictement économique qui peut et doit être solutionné à l'intérieur des institutions et des processus économiques déjà établis.

La succession plus ou moins régulière de crises et de reprises de l'accumulation de capital vient en rythmer la progression et forme ce que l'on peut appeler le cycle classique, et que certains économistes orthodoxes appellent cycle de Juglar. Celui-ci vient battre la cadence du capitalisme au moins depuis la révolution industrielle, et lui a imposé un développement discontinu et accidenté, ponctué de destruction de capital en trop. Il est cependant important de noter qu'à l'intérieur du régime d'accumulation fordiste des trente glorieuses, les crises classiques ont pratiquement disparues, n'apparaissant que sous la forme de récessions de faible envergure, ce qui a fait croire à certains économistes que l'efficacité des politiques économiques régulatrices de l'État avaient mis fin aux fluctuations économiques (Dockès et Rosier, 1983). Le rythme classique a pourtant fait sa réapparition dans les années 70 et a repris son rôle de régulateur, avec l'écroulement du régime fordiste et l'affaiblissement des politiques interventionnistes et régulatrices de l'État.

Crises et cycles longs

Il existe un second type de crise, qui constitue le sujet central de notre analyse, la crise structurelle. Celle-ci se définit comme une crise de suraccumulation particulièrement violente qui fait imploser un régime d'accumulation. « [la crise structurelle est] l'arrivée aux limites et à la montée des contradictions au sein des formes institutionnelles les plus

essentielles, celles qui conditionnent le régime d'accumulation. Elle implique à terme la crise de la régulation dans son ensemble et donc du mode de développement » (Boyer, 1987, p. 68)

Comme la crise classique, la crise structurelle s'exprime comme une destruction du capital en trop, dont la forme dépend des modalités du régime d'accumulation en vigueur. Cependant, elle s'en distingue en ce qu'elle ne s'affirme pas simplement comme « un déséquilibre partiel et ponctuel quant aux mécanismes de la régulation, mais bien [comme] un blocage du processus de reproduction dynamique de l'économie considérée » (Boyer, 1987, p. 68). La crise, en apparence peu différente des crises précédentes si ce n'est par son ampleur, ne donne pas lieu à une reprise comme cela se produisait auparavant. Les institutions économiques établies ne permettent plus de renouer avec la rentabilité. Le circuit d'accumulation tombe dans un cercle vicieux que les pratiques économiques traditionnelles, qui ont assuré une croissance soutenue depuis plusieurs décennies, semblent être incapables d'enrayer. L'incapacité des institutions à assurer le développement économique les font apparaître comme obsolètes et provoque de profondes remises en question « Plus fondamentalement, *la dynamique de l'accumulation sape et détruit les formes sociales* » (Boyer, 1987, p. 69). Les régularités qui constituaient un régime d'accumulation s'écroulent progressivement du fait de leur incapacité à remplir leur fonction première, réguler l'accumulation. Les acteurs sociaux, capitalistes, travailleur et États, se mettent alors à chercher des alternatives aux institutions établies, et s'engagent souvent dans des voies sociales contradictoires et opposées (Dockès et Rosier, 1983). Il s'ensuit que la crise se présente comme un phénomène qui dépasse le simple cadre économique pour devenir une crise sociale. En s'écartant de l'ensemble institutionnel qui est devenu un frein à la croissance, les rapports capitalistes se dégagent du cadre dans lequel ils étaient encastrés et perdent de leur cohérence d'ensemble. Les luttes sociales ne sont plus déterminées institutionnellement comme elles l'étaient avant la crise, et prennent de l'intensité tout en se déployant de façon plus ouverte et désordonnée. « De ce fait, *cesse de prévaloir l'apparence d'un déterminisme strict par l'économique* » (Boyer, 1987, p. 69). La canalisation des luttes sociales se bloque en partie, donnant lieu à des « fuites » difficiles à contrôler.

L'écroulement d'un régime d'accumulation, processus lent en raison de la résistance des institutions obsolètes qui le compose, ne signifie certes pas que l'accumulation de capital est condamnée à jamais. Comme la crise classique, la crise structurelle mène éventuellement

à une reprise, qui se traduit par le développement d'un nouveau régime d'accumulation. Nous avons vu que la décomposition institutionnelle qui procède d'une crise structurelle stimule un foisonnement de nouvelles pratiques sociales en lutte l'une contre l'autre. De cette longue lutte émergent certaines pratiques sociales qui, par leur capacité à assurer la reprise générale de l'accumulation de capital, gagnent en cohérence, deviennent hégémoniques et forment un nouveau régime d'accumulation.

En effet, une crise structurelle, en mettant un frein à l'accumulation de capital, impose une énorme pression sur les capitaux autonomes qui n'arrivent plus à se mettre en valeur et deviennent peu rentables. Cette violente contrainte pousse à la longue certains capitaux particulièrement dynamiques à chercher de nouvelles avenues vers le profit qui brisent avec les pratiques économiques traditionnelles, puisque celles-ci tendent à démontrer leur inefficacité. Certaines de ces nouvelles avenues vont s'avérer fructueuses et mener à une production et une réalisation de la plus-value. Les capitaux qui l'ont emprunté vont conséquemment voir leur taux de profit hausser, alors que le taux de profit moyen est quant à lui moribond. « Les dépressions sont, en effet, des moments d'intense différenciation, des temps d'expansion et de taux de profit élevé pour les firmes et groupes leaders. Là est précisément la condition pour que les longues dépressions puissent opérer comme *temps de mutation* » (Dockès et Rosier, 1983, p. 179). La reprise se concentre alors sur ce noyau actif de capitaux qui attire une large part des investissements et pousse les autres capitaux au mimétisme économique afin de s'accaparer eux aussi d'une part de la plus-value sociale. La mutation, à l'origine localisée, se répand éventuellement à travers le système et devient hégémonique. Une variation structurelle autorise alors la reproduction dans le temps de la formation et la validation sociale de la plus-value, et donc de l'accumulation du capital.

Pour qu'une mutation dans le processus de formation de plus-value sociale acquiert une domination hégémonique dans le système capitaliste, il faut une « révolution » qui fasse apparaître de nouvelles formes structurelles capitalistes d'un caractère unitaire et totalitaire, c'est-à-dire un nouveau régime d'accumulation. La propagation à travers la société d'une mutation économique fructueuse ne peut-être qu'un simple phénomène sectoriel de modifications des conditions du marché car elle signifie l'extension d'une nouvelle façon de produire et réaliser de la plus-value. Or, production et réalisation de plus-value exigent comme nous l'avons vu plusieurs conditions sociales qui recouvrent l'ensemble du système.

Ces conditions sont toutes reliées, d'une façon ou d'une autre, aux rapports capitalistes fondamentaux. Ceux-ci doivent acquérir de nouvelles formes afin d'assurer la régularité de l'accumulation du capital, procédant ainsi à l'éclosion d'un nouveau régime d'accumulation relativement cohérent et équilibré. On assiste alors à la naissance d'une structure sociale qui, bien qu'elle soit toujours centrée sur la valorisation du capital et donc conserve son caractère foncièrement capitaliste, n'en demeure pas moins significativement différente par rapport à celle qui l'a précédé. « Les formes concrètes, relativement stables, prises par ces [rapports capitalistes] et leur articulation définissent un mode d'accumulation, matrice de ce que nous nommerons un [régime d'accumulation], définissant à la fois une forme/étape du capitalisme et un mode de croissance. » (Dockès et Rosier, 1983, p. 101)

Si le processus précédemment décrit semble très général, c'est pour la bonne raison que la formation d'un régime d'accumulation, si elle s'opère toujours selon certains mécanismes fondamentaux communs, possède son déroulement propre qui fait partie du régime d'accumulation lui-même. L'institutionnalisation de nouveaux rapports sociaux est un processus extrêmement complexe qui exige une analyse particulièrement exhaustive, ce qui n'est pas ici notre but. Disons simplement que le processus d'extension d'une mutation structurelle peut être initié à un niveau national ou dans plusieurs nations simultanément. Il peut être dès le début stimulé par l'État, ou être tardivement institutionnalisé par lui. Ce qui est certain, c'est que l'État joue toujours un rôle plus ou moins passif ou actif dans l'édification d'un nouveau régime d'accumulation. Ce rôle va d'ailleurs définir en grande partie la place qu'il va ultérieurement occuper à l'intérieur des nouvelles institutions capitalistes.

La succession, sur un temps long, de différents régimes d'accumulation, compose le cycle long, aussi appelé cycle de Kondratieff. Ce dernier, économiste soviétique, fut le premier à repérer des fluctuations longues du taux de profit moyen dans l'ensemble du système capitaliste. L'école de la régulation y voit cependant bien plus que de simples rythmes du profit; il s'agit de longues périodes de relative prospérité économique assurée par un régime d'accumulation stable et cohérent, auquel met fin une crise structurelle violente. Celle-ci ouvre un temps trouble de mutations sociales, alors que les rapports capitalistes cherchent une configuration qui permet la reprise de l'accumulation. Une fois cette

configuration atteinte, une nouvelle ère de développement économique s'ouvre, originale quant à sa forme mais tout de même élevée sur des fondements capitalistes.

Cela ne signifie pas que les ondes de plus courte amplitude s'effacent devant ces ondes longues que sont les cycles de Kondratieff. Les cycles classiques, s'ils ne sont pas laminés par un régime d'accumulation particulier comme c'est le cas sous le fordisme, s'incrustent à l'intérieur des cycles longs. Lors d'une période ascendante longue, les crises classiques sont en général peu violentes et de courte durée, et les reprises sont très vigoureuses. Lors d'une période descendante longue, les crises sont dures et punitives, et les reprises sont plutôt faibles et chétives. Ce qu'il est important de se rappeler, c'est que l'existence de cycles longs n'implique pas des périodes de croissance et de récession arythmiques. Tout au contraire, ces périodes sont ponctuées et même littéralement composées de fluctuations parfois violentes d'où émergent, sur un temps long, des tendances générales qui s'impriment à l'accumulation de capital.

CHAPITRE III : LA RELATION ANTAGONIQUE ENTRE ACCUMULATION ET RÉGIME D'ACCUMULATION

3.1 *Le rapport conflictuel entre une forme et sa substance*

Comme nous l'avons vu au chapitre 1 de ce mémoire, Marx a montré par son analyse matérialiste que le processus d'accumulation du capital, propre au mode de production capitaliste, procède de rapports sociaux fondamentalement contradictoires. Ces rapports donnent à l'accumulation son caractère à la fois profondément dynamique mais déséquilibré. Le capitalisme est une machine sociale qui ne peut faire autre chose que se transformer constamment. Ces transformations provoquent des déséquilibres qui menacent la compatibilité et l'harmonie des processus capitalistes, et dont l'ajustement se fait par ces coups violents que sont les crises. La théorie de la régulation avance quant à elle qu'il se développe, à l'intérieur de ce système contradictoire, un principe de régulation chargé d'assurer la viabilité de l'accumulation en ajustant la forme de ses rapports constituants. Cela se traduit concrètement par un ensemble d'institutions sociales, économiques et politiques, un régime d'accumulation, qui joue un rôle de régulation de l'accumulation en donnant, dans un espace géographique et historique donné, une forme spécifique et cohérente à des rapports capitalistes qui sont par leur nature abstraits et contradictoires. La variabilité des structures capitalistes que l'historien ou l'économiste peuvent observer trouve donc son origine dans les différents régimes d'accumulation, qui sont autant d'expressions spécifiques des lois invariantes puisque constitutives du capitalisme. La *substance*, lois abstraites et fondamentales d'un système, se cristallise dans une *forme* particulière.

Néanmoins, le capitalisme persiste à produire des crises malgré l'existence d'institutions chargées de le réguler. En fait, nous l'avons vu, sur un temps long, les régimes d'accumulation eux-mêmes finissent par imploser à travers une crise majeure dite crise structurelle. L'origine de ce phénomène cyclique prend racine selon nous à l'intérieur d'une

contradiction essentielle dans le rapport entre forme et substance du capitalisme. Comment ajuster ensemble une forme spécifique, et donc plus ou moins rigide, avec une substance qui par nature est en constante transformation? Plus précisément, comment assurer la nécessaire compatibilité entre un ensemble institutionnel issu de luttes sociales, économiques et politiques fortement enraciné dans la société et plutôt rigide et inamovible, avec une accumulation de capital toujours en mouvement, dont les qualités et les quantités relatives se modifient sans cesse? Cette contradiction, profondément insérée dans le système capitaliste, constitue un vice fondamental qui est la cause profonde des crises structurelles. *L'incompatibilité entre les transformations permanentes qui sont propres à l'accumulation du capital et un régime d'accumulation en tant qu'ensemble institutionnel figé chargé de réguler l'accumulation provoque une accumulation progressive de divergences entre les deux qui mène à terme à une crise structurelle du système.* Cette hypothèse prend sa source dans les concepts propres au marxisme et à la théorie de la régulation.

L'hypothèse qui est au fondement de l'approche de la régulation : le capitalisme est une force de changement qui n'a pas en lui-même son principe de régulation. Celui-ci se trouve dans la cohérence des médiations sociales qui orientent l'accumulation du capital dans le sens du progrès [!!!]. Ces médiations sociales sont limitées de deux façons : 1- les organisations ne sont efficaces que moyennant leur stabilité interne, ce qui les rend moins adaptables. 2- les compromis institutionnalisés entre les groupes d'intérêts [classes sociales!] ne réduisent l'incertitude qu'en fonction de leur rigidité. *Les dysfonctionnements de la croissance doivent donc être recherchés dans les distorsions entre les changements déchainés par le capitalisme et l'impuissance des institutions existantes à les traiter dans le cadre de la régulation macroéconomique établie.* (Aglietta, 1997, p. 417)

Bien que cette citation plutôt récente d'Aglietta contienne des termes qui éloignent volontairement l'analyse régulationniste de l'analyse marxiste, comme nous l'avons souligné dans l'introduction, elle possède tout de même une grande portée analytique. Les institutions chargées de réguler l'accumulation donnent une forme spécifique aux rapports capitalistes qui répond aux besoins d'une expression particulière de l'accumulation de capital et n'est réellement opérationnelle que dans ce cadre particulier. En se transformant, l'accumulation

nécessite pour sa propre reproduction un nouveau type de régulation qui lui soit adapté. Or, les institutions sociales qui composent les régimes d'accumulation ne possèdent qu'une plasticité très limitée et ne peuvent être que peu modifiées, ce qui les rend progressivement caduques car incapables de réguler les nouvelles transformations du capitalisme. La forme ne convient alors plus à la substance. L'obsolescence institutionnelle se traduit éventuellement par une crise structurelle de l'accumulation qui fait imploser le régime d'accumulation.

Derrière cette confrontation entre accumulation dynamique et institutions immobiles se profile le rapport conflictuel entre deux temps sociaux profondément antagoniques mais néanmoins indissolublement liés. Tout d'abord, le temps d'un système composé de rapports sociaux abstraits dont les antagonismes qui lui sont propres lui impriment une profonde tendance à de constants changements. Ensuite, le temps des structures sociales qui encadrent l'accumulation, et le temps du tissu vivant de la société, support des relations capitalistes. C'est cette contradiction qu'exprime Aglietta dans ce passage de son analyse de la crise du Fordisme :

C'est la signification profonde de la suraccumulation de capital. Elle exprime que le temps propre au rapport capitaliste de production, attaché à la récupération du capital investi, entre violemment en conflit avec le temps de travail vivant de la société, créateur des conditions nouvelles de l'avenir. Comme les formes économiques des rapports sociaux du capitalisme induisent une transformation des contraintes imposées à l'espace de la valeur dans le champ des grandeurs monétaires, le conflit des deux dimensions du temps s'exprime par le dysfonctionnement des marchés. (Aglietta, 1997, p. 316)

Dans le présent chapitre, nous allons d'abord étudier de façon plus abstraite le processus de découplage entre forme et substance et comment ce découplage mène à une crise structurelle. Ensuite, nous examinerons de façon un peu plus concrète quelles formes peut prendre ce processus à l'intérieur de chaque rapport constitutif d'un régime d'accumulation. Il s'agit d'opérationnaliser ensemble les concepts de suraccumulation et de crise vus au chapitre premier avec le concept de régime d'accumulation vu au chapitre deuxième afin de bien dégager les processus qui mènent à l'éclatement d'une crise structurelle.

3.2 *Le processus de découplage entre forme et substance et la suraccumulation*

Si les crises majeures du capitalisme prennent racine dans l'incompatibilité entre l'accumulation elle-même et les institutions sociales chargées de la réguler, il faut maintenant voir quels mécanismes rendent possibles le développement autonome de l'accumulation par rapport aux institutions, comment les divergences entre les deux peuvent être maintenues et agrandies progressivement, et comment ces divergences mènent à une crise. En effet, à ce point de notre analyse, une interrogation se présente à l'esprit : comment forme et substance de l'accumulation peuvent-elles coexister tout en étant contradictoires l'une avec l'autre? Pour répondre correctement à cette interrogation, nous devons faire appel aux outils que nous avons développés au premier chapitre, soit l'élasticité de la monnaie par rapport à la valeur, qui permet le processus de suraccumulation à l'origine des crises. Ainsi outillés, nous démontrerons que les divergences entre accumulation et institutions sont déplacées dans la sphère monétaire et mènent à long terme au déploiement d'une suraccumulation de capital qui est résolue par l'éclosion d'une crise structurelle, qui rétablit par la violence les grandissants déséquilibres qui ont pris naissance dans l'ensemble du système.

Le point de départ d'une telle analyse consiste d'abord à expliciter la contradiction entre institutions et accumulation. Un régime d'accumulation, nous l'avons dit, impose aux rapports capitalistes une forme institutionnelle qui leur assure une cohérence et permet une reprise de l'accumulation de capital à la grandeur du système. Celle-ci, une fois mise en marche, transforme de par sa nature les normes sociales de production et d'échange en vigueur. C'est-à-dire que les processus de production et d'échange de marchandises porteuses de plus-value sont constamment bouleversés, et ce à tous les niveaux. C'est l'expression concrète de la loi de la valeur, qui rappelle le oriente, canalise et distribue le travail dépensé par la société capitaliste, qui alors se transforme. Cette transformation, fruit de la lutte des classes, modifie les proportions, introduit des nouveautés, détruit d'anciens rapports et de façon générale *déplace le point d'équilibre de l'ensemble du système*. C'est le capitalisme en mouvement, déchaînant par sa nature houleuse les vagues du changement.

Ce nouveau point d'équilibre ne peut alors être atteint, et l'accumulation ne peut être assurée, que si les nouvelles expressions objectives de la loi de la valeur sont suivies par un ajustement des formes institutionnelles des rapports capitalistes fondamentaux. Par exemple, il devrait s'opérer de profondes et continues transformations dans la structure des capitaux en concurrence, le système bancaire, le partage de la valeur entre travailleurs et capitalistes, la division internationale du travail et les interventions de l'État afin de tenir compte des changements intervenus dans l'accumulation et d'assurer l'équilibre nécessaire à sa reproduction. Or, nous l'avons maintes fois répété, si ces rapports sont constitutifs de l'accumulation, leur forme institutionnelle, le régime d'accumulation, est plutôt rigide et ne leur permet pas d'être modifiés allègrement. Les rapports de force sociaux existants, dont le régime d'accumulation n'est qu'une forme cristallisée et cohérente, ne l'autorisent tout simplement pas.

La contradiction forme/substance peut alors être reformulée plus concrètement : l'accumulation bouleverse les normes sociales de production et d'échange, donc l'expression de la loi de la valeur, alors que la forme des rapports capitalistes est rigidifiée par sa nature institutionnelle et ne peut s'adapter au rythme imposé par l'accumulation. Les rapports capitalistes sont institutionnellement emprisonnés dans une forme qui ne correspond pas aux nouveaux besoins et aux nouvelles mutations de l'accumulation, c'est-à-dire de la production et de la réalisation de plus-value, ce qui compromet l'équilibre de l'ensemble du système.

L'apparition de déséquilibres à l'intérieur du processus de production et de réalisation de plus-value signifie logiquement l'apparition de déséquilibres entre l'offre et la demande de marchandises porteuses de plus-value. La tendance au développement autonome de l'offre et de la demande, phases séparées par la monnaie, devient effective et provoque des disproportions généralisées dans le circuit des échanges. Producteurs et acheteurs voient commencer à se dresser devant eux le mur de la contrainte monétaire, qui traduit la difficulté à valider socialement les travaux effectués par des capitaux privés en raison de la faiblesse de la demande effective. Toutes ces disproportions apparaissent alors comme l'effet très concret de l'inadéquation entre les rapports institutionnalisés composant un régime d'accumulation rigide et les normes sociales objectives de production et d'échange en révolution constante. Leur coexistence fondamentalement contradictoire mène inévitablement à leur

incompatibilité. Tant que l'ajustement entre les deux est impossible, l'ajustement entre l'offre et la demande ne l'est pas plus.

Face à l'impossibilité d'échapper à la contradiction, l'accumulation de capital doit pourtant poursuivre son cours, et donc production et réalisation de plus-value doivent conserver leur fluidité. La contrainte monétaire, qui est la forme sous laquelle les disproportions entre offre et demande apparaissent aux différents agents capitalistes, est alors contournée, repoussée à plus tard. Tel que mentionné au premier chapitre, les échanges ne sont pas bloqués si l'on introduit et distribue stratégiquement dans le système une certaine quantité de monnaie, ou d'un instrument jouant un rôle similaire de droit à la richesse sociale. Ces mouvements autonomes de la masse monétaire permettent d'anticiper la validation sociale des marchandises porteuses de plus-value, et donc d'assurer l'accumulation du capital. Le système bancaire débloque les échanges en créant et prêtant des droits à une richesse qui n'existe pas encore, ou supporte l'achat d'une marchandise en échange d'une promesse d'un remboursement incertain, voire impossible. De tels mouvements de la masse monétaire, s'ils dépassent la sphère locale et se généralisent à l'ensemble du système, peuvent enrayer temporairement les difficultés de la contrainte monétaire.

En assurant la fluidité des échanges malgré les distorsions, le système bancaire et financier valide l'existence même de ces distorsions, et les déplace dans le système monétaire tout en les amplifiant. La déviation systématique de l'offre et de la demande est en effet non seulement autorisée, mais même encouragée. Puisque aucun ajustement n'est imposé par le marché par le biais de la contrainte monétaire, puisque les unités économiques voient leur production validée et leur taux de profit satisfaisant, la trajectoire déséquilibrée suit son cours. Celle-ci s'alimente au crédit, et devient toujours plus gourmande à mesure que les déséquilibres se font toujours plus grands. « Il y a donc bien décollage du système de crédit à l'égard de la contrainte monétaire puisque le crédit permet la poursuite et même l'accélération de la dépense sociale dans cette phase d'euphorie des affaires. » (Aglietta, 1997, p. 385). La dette, sous toutes ses formes, s'infiltré dans tous les recoins du système et tient sa structure en place. Les échanges de marchandises se réalisent alors au prix d'un décalage grandissant et systématique entre les grandeurs en valeur réelle et les grandeurs en valeur monétaire. Les flux de marchandises divergent profondément des flux de monnaie, qui doivent effectuer des mouvements autonomes et artificiels afin d'assurer la pérennité du

système. Il s'ensuit la création d'une structure d'endettement instable, dont la croissance des ramifications accompagne l'accumulation déséquilibrée de capital.

A study of the processes of circulation of capital indicates, however, that capitalism must evolve a sophisticated credit system and create fictitious forms of capital if it is to survive. The 'fictitious' aspects of money – credit and paper 'moneys' – are pushed to extremes, and their links to the actualities of social labour become ever more tenuous. (Harvey, 1999, p. 293)

Tous ces déséquilibres se traduisent en un processus de suraccumulation de capital. En effet, l'inadéquation entre l'offre et la demande de marchandises porteuses de plus-value signifie qu'une trop grande masse sociale de capital cherche à se valoriser par rapport à la masse totale de la valeur sociale. Conséquemment, le développement autonome de l'offre et de la demande s'exprime sous la forme d'un trop plein de capital qui cherche à produire et réaliser de la plus-value alors que les proportions qui découlent des normes objectives de production et d'échange ne le permettent pas. Seules les contorsions de la sphère monétaire permettent de créer artificiellement les conditions propices à la réalisation de la plus-value et ainsi assurer la reproduction élargie du capital. Il s'ensuit une croissance toujours plus grande du capital à valoriser par rapport à la demande, qui exige une croissance toujours plus grande des contorsions de la sphère monétaire. Le déséquilibre qu'est la suraccumulation de capital trouve dans le crédit et la dette, c'est à dire l'autonomie de la valeur monétaire par rapport à la valeur réelle, les conditions essentielles à sa naissance et son développement. « [...] l'emballage du crédit [provoque] un déséquilibre général sur tous les marchés. L'instabilité de l'endettement [est] à son comble. Le déséquilibre initial s'est immensément renforcé. Il devient une tension générale ressentie par tous les capitalistes. » (Aglietta, 1997, p. 385)

La suraccumulation apparaît alors comme la conséquence concrète de la contradiction entre les normes de production et d'échange en constant mouvement et les rapports capitalistes figés dans une forme institutionnelle. Tout le processus de suraccumulation se trouve à être une courroie à travers laquelle la contradiction d'origine entre forme et substance de l'accumulation se transmet et entraîne avec elle tous les engrenages du système. La contradiction entre forme et substance de l'accumulation de capital prend donc racine et s'abreuve à la contradiction entre forme et substance de la valeur.

L'incompatibilité entre institutions et loi de la valeur est autorisée par et déplacée à l'intérieur du décalage entre la valeur réelle et sa forme d'existence concrète, la monnaie. Ainsi, le développement autonome de la monnaie par rapport aux flux de valeur réelle permet le développement autonome et la coexistence pourtant contradictoire de la loi de la valeur et de sa forme institutionnelle. D'abord, la forme de la loi de la valeur s'exprime à travers les normes objectives de production et d'échange qui régulent les flux de marchandises, donc de valeur réelle. Ensuite, la forme institutionnelle des rapports capitalistes qui composent un régime d'accumulation peuvent se reproduire à travers les flux monétaires, et ce malgré leur incompatibilité avec la forme de la loi de la valeur.

La structure complexe d'endettement et d'engagements financiers qui se constitue se trouve à être le lien entre régime d'accumulation et loi de la valeur, entre valeur monétaire et valeur réelle. Les promesses de remboursement futurs, qui peuvent prendre de multiples formes, constituent les ponts qui unissent flux monétaires et flux réels en ce qu'elles valident le crédit et les dettes comme étant des droits effectifs sur la richesse sociale. Mais ce sont des ponts qui se fragilisent et deviennent progressivement instables et improbables au fur et à mesure que les divergences s'accumulent, que le crédit prend de l'ampleur et que les engagements qui en découlent apparaissent comme impossibles à tenir. « Le système bancaire [supporte] une pyramide de créances représentant des engagements dont les règlements [sont] devenus impossibles » (Aglietta, 1997, p. 385). Parallèlement, le système financier supporte un gonflement impossible des valeurs. Les liens de propriété formels qui se tissent par l'endettement se tordent et s'entremêlent, ne correspondent plus aux liens de propriété tels qu'ils sont exercés réellement. L'argent n'appartient plus formellement à ceux qui le dépensent, les marchandises n'appartiennent plus formellement à ceux qui les achètent et les utilisent. C'est la signification concrète d'un décalage entre valeur réelle et formelle. La dette et le crédit perdent leur fonction formelle, celle d'un prêt qui stimule la production et qui doit être remboursé éventuellement. Ils se révèlent plutôt comme ayant une fonction nouvelle, celle d'alimenter toujours plus la croissance d'un système et de ses incohérences, et de rejeter à plus tard la contrainte monétaire, ainsi que toutes les contradictions qui l'accompagnent.

Déploiement de la crise structurelle et correction des déséquilibres

Ainsi la contrainte monétaire, telle qu'elle s'exerce sur le marché monétaire, non seulement n'est pas levée par l'existence du crédit, mais se trouve être le principe même de l'unité du système de crédit. Les crises financières rappellent que la tendance du système de crédit à se fermer sur lui-même est nécessairement mise en échec dans une économie marchande. Lorsque le crédit bancaire nourrit des anticipations de production et de vente incompatible avec le mouvement objectif des normes de production et d'échange, les assignations sur la valeur future émises par les banques n'ont aucune chance de se concrétiser en valeur réalisée. La transgression apparente de la contrainte monétaire mène à l'affirmation brutale de cette contrainte dans la crise financière. (Aglietta, 1997, p. 288)

Comme on l'a vu dans le chapitre premier, lorsque les désajustements qui permettent le processus de suraccumulation de capital se sont instaurés dans tous les recoins du système et que la sphère monétaire atteint son point extrême d'élasticité, seule une crise peut rétablir par la violence la cohérence du système. Cette cohérence signifie que la suraccumulation de capital doit être détruite par la dévalorisation du capital. L'imposition brutale de l'équilibre s'affirme d'abord dans la sphère monétaire, là où ont été déplacées les distorsions qui accompagnent l'accumulation. Malgré sa capacité à s'autonomiser partiellement de la valeur réelle, la monnaie ne possède pas le pouvoir de s'en détacher complètement. Elle demeure rattachée à son rôle fondamental de représentante de la valeur, et même le fétichisme le plus exacerbé de la monnaie ne peut la départir de ce rôle. L'économie est fondamentalement un flux de marchandises, et la monnaie joue tout de même simplement le rôle de représentant formel de cette richesse. La crise financière rappelle ce rôle de la monnaie en détruisant son autonomie. Par le fait même, elle détruit de façon systématique le statut nominal des différentes formes des droits à la richesse pour les ramener à leur valeur réelle. Ainsi la première phase de la dévalorisation du capital s'effectue par la destruction du capital sous sa forme argent lors d'une crise financière.

L'écroulement du système monétaire sous le poids de ses propres distorsions provoque à plus long terme l'écroulement de l'ensemble du circuit de production et d'échange de marchandises porteuses de plus-value. Puisque c'est par des contorsions monétaires que l'offre et la demande pouvaient se rejoindre malgré leur développement autonome, la destruction de la monnaie et l'effondrement de la structure d'endettement coupe les derniers ponts qui pouvaient les relier. La distance entre les deux phases s'affirme alors brusquement, et l'ajustement tant retardé se déploie avec force. Puisque déséquilibres entre offre et demande supposent, dans un système capitaliste, déséquilibres entre le capital à valoriser et la masse totale de la valeur, l'ajustement doit s'exprimer par une destruction du trop-plein de capital dans l'ensemble de la société. C'est la triste ronde des fermetures d'usines, de la mise massive au chômage des travailleurs et de l'accumulation de marchandises non-vendues. La phase de destruction de capital s'alimente elle-même puisque la mise massive au chômage de nombreux travailleurs accentue la faiblesse de la demande, ce qui entraîne à son tour un nouvel anéantissement de capital, une destruction des forces productives et de nouvelles mises à pied. Ce cercle vicieux se poursuit lors d'une crise classique jusqu'à ce qu'un seuil de résistance soit atteint et permette une reprise, seuil qui ne semble jamais être vraiment atteint dans le cas d'une crise structurelle.

Là où la crise structurelle se démarque d'une crise classique telle analysée lors du premier chapitre, c'est que *la dévalorisation de capital provoque à terme une correction des contradictions institutionnelles qui sont à l'origine des déséquilibres*. Le régime d'accumulation en vigueur, en imposant une forme institutionnelle rigide et obsolète aux rapports capitalistes, s'autonomise par rapport à sa substance même, la loi de la valeur capitaliste. Cette autonomie introduit des déséquilibres dans l'accumulation de capital, et la crise structurelle, en corrigeant ces déséquilibres, efface l'autonomie du régime d'accumulation. Lors d'une crise majeure, la phase de destruction de capital n'est pas suivie d'une solide reprise et se poursuit sans qu'il soit possible de l'arrêter. Il en est ainsi car les rapports capitalistes institutionnalisés en un régime d'accumulation sont à ce point décalés des normes sociales objectives de production et d'échange, de la forme concrète de loi de la valeur, qu'ils ne peuvent permettre une reprise. La sphère monétaire peine à se rétablir et n'est plus en mesure de servir d'amortisseur à toutes les tensions qui émergent des déséquilibres du système.

Il est important de saisir que l'apurement de la crise financière ne peut à lui seul créer une nouvelle compatibilité entre la macrostructure de la production et la distribution du revenu global capable de lancer un nouveau cycle d'accumulation. Mais l'apurement de la crise financière est un moment de la crise sociale où les affrontements de classe ne sont plus canalisés par les formes structurelles antérieures. C'est un moment de création sociale qui peut être favorisé par des déplacements de forces politiques, comme l'a été le New Deal. Les luttes de classe peuvent alors, dans un climat politique et idéologique qui ne met pas en cause le capitalisme lui-même, provoquer les transformations majeures de l'organisation sociale du travail qui seules fondent les conditions d'une nouvelle accumulation durable. (Aglietta, 1997, p. 433)

Une fois que le masque monétaire est tombé et que la destruction de capital sévit durement, la crise structurelle procède à une *destruction d'institutions*, et ce, dans l'ensemble du système, tant au niveau national qu'international. Les formes institutionnelles, vu leur incapacité à servir leur fonction première de régulation de l'accumulation, se décomposent progressivement. Incapables de canaliser les luttes sociales qui se déchaînent durant une période de « survie sociale », les institutions composant un régime d'accumulation sont détruites par les nouveaux rapports de force qui émergent de la crise de l'accumulation. Cette destruction d'institutions fait en sorte « qu'il cesse de prévaloir l'apparence d'un déterminisme par l'économique » (Boyer, 1987, p. 69) : l'absence d'un ordre institutionnel établi rend imprévisible l'issue des luttes sociales et il devient impossible de prévoir quelle sera la forme des nouveaux rapports qui s'établiront éventuellement. Cependant, cela ne signifie pas qu'une crise représente un nouveau départ où tout est à recommencer. Le régime d'accumulation précédent, la forme de la crise et les besoins immédiats de l'accumulation conditionnent lourdement la lutte des classes, qui se déroule donc à l'intérieur d'un cadre spécifique et ne peut donner naissance à des rapports qui sortent complètement de ce cadre. On assiste donc à l'irruption d'un chaos, mais d'un chaos structuré, qui ne peut aller dans n'importe quelle direction : « Le plus surprenant est que des solutions très *différentes*, voire opposées, sont recherchées en vue de dépasser les *mêmes* limites du mode d'accumulation en crise. » (Boyer, 1987, p. 69)

Sur un temps long, le mode d'accumulation obsolète fait donc place à de nouvelles structures sociales qui émergent de la lutte des classes et qui sont davantage compatibles aux exigences de l'accumulation de capital. C'est en fait l'accumulation qui détruit les structures qui, bien qu'à l'origine devaient assurer sa reproduction, l'emprisonnent et se dressent sur son chemin. La phase de destruction est cependant longue, conflictuelle et douloureuse, et rien n'indique que le redressement est automatique. Il est possible, bien que ce ne soit pas le but de ce travail d'étudier cette éventualité, que les rapports capitalistes soient un jour remis en cause lors d'une crise majeure. Pourquoi penser que la destruction d'institutions se limitera toujours simplement à la forme des rapports capitalistes, et non à ce qu'ils ont de plus fondamental, à leur contenu même?

On voit maintenant comment la crise majeure émerge directement de la contradiction entre substance de l'accumulation et forme de l'accumulation, tout en prenant racine dans les différentes contradictions du système et en les exacerbant. Le combat entre accumulation et institutions rappelle qu'il n'existe pas de cohérence obligatoire et automatique entre un processus social fondamental et sa forme institutionnellement objectivée, que cette dernière peut s'autonomiser de la première, qui lui a pourtant donné le jour. Autonomie de la forme signifie qu'elle cesse d'être directement déterminée et subordonnée à la substance et se met à exister pour elle-même, en vertu de son propre mode de fonctionnement, différent de celui de l'accumulation.

Dans la mesure où les formes restent fluides comme de simples formes de mouvement, leur changement accompagne sans à-coup celui du contenu. Mais en s'objectivant les formes s'incrudent dans les supports, se fixent dans des matières, se réifient et se sclérosent dans des logiques plus ou moins autonomes. « Quittant la forme de l'instabilité, celle du procès », elles prennent « une forme objective, stable ». Ce qui n'était qu'alternance continue de formes se pose comme dualité tranchée de modes d'existence. Alors s'accusent les contradictions dont les formes sont pleines : contradiction avec elles-mêmes et entre elles, et surtout contradiction avec leur contenu, contradictions du contenu qui se reflète en elles. Le changement de forme prend alors la forme d'une crise. (Sève, 1984, p. 231-232)

Dans le cas d'un régime d'accumulation, réification et sclérose de la forme signifie que celle-ci prend racine dans des rapports sociaux institutionnalisés qui procèdent d'un temps fondamentalement différent de celui de l'accumulation elle-même, bien que les deux soient irrémédiablement liés. Cette co-constitution conflictuelle est l'essence même de ce qu'est une contradiction dialectique.

« La crise manifeste l'unité des moments promus à l'autonomie des uns par rapport aux autres. » La crise [repose] sur l'antagonisme d'un contenu nouveau avec ses formes anciennes, ou de formes nouvelles avec leur ancien contenu. Par exemple un contenu qui s'élargit se heurte à ses formes bornées. De « formes de développement » qu'elles étaient, elles deviennent une entrave. Alors « s'ouvre un époque de révolution » : la forme ancienne doit être « dépouillée pour faire place à une forme supérieure. » (Sève, 1984, p. 232)

Dans ce combat entre forme et substance, c'est cependant la substance qui en dernier lieu « vainc » la forme, et cette victoire s'exprime par une crise. En effet, lorsque éclate une crise qui rétablit l'unité du système, celle-ci se fait toujours au détriment des formes institutionnalisées obsolètes, qui sont détruites au cours du processus. Il en est ainsi car en dernière analyse les processus capitalistes s'insèrent dans une hiérarchie, à l'intérieur de laquelle c'est la substance qui surdétermine la forme. Il est illusoire de croire qu'une forme peut se vider progressivement de son contenu et imposer aux rapports qui la fondent son propre mode de fonctionnement. La capacité de la forme à s'autonomiser de la substance doit donc connaître des limites : le régime d'accumulation en tant que forme de l'accumulation capitaliste ne peut prétendre remplacer les rapports capitalistes fondamentaux. La crise est le moment où le contenu essentiel du capitalisme reprend ses droits, où l'autonomie des formes est écrasée, où la hiérarchie des déterminations entre différents rapports sociaux est rétablie. Le régime d'accumulation obsolète est détruit par l'accumulation de capital, l'envol des valeurs monétaires est ramené sur terre par la dure réalité des proportions de la valeur réelle, le taux de profit moyen se heurte au processus objectif de production et de réalisation de plus-value. Cette idée que les rapports sociaux contradictoires l'un à l'autre ne s'affrontent pas sur un pied d'égalité mais sont plutôt hiérarchisés dans leurs déterminations et leurs conflits est essentiellement *matérialiste*. Ce concept signifie que « la forme n'est pas, en

premier, lieu d'apories ou moment spéculatif, *mais processus matériel situé dans l'espace et dans le temps*. Soit une réalité matérielle : la forme est sa détermination, son *identité spatio-temporelle* » (Sève, 1984, p. 233). Cette réalité matérielle, cette matière sociale, s'ancre dans le mode de vie concret des humains et des rapports fondamentaux qui en découlent, et la forme institutionnelle ne peut s'en arracher de façon absolue (Sève, 1984, p. 233).

C'est pourtant la capacité de la forme à s'autonomiser partiellement de la matière qui est à l'origine des crises et donc des cycles capitalistes. C'est cette autonomie relative qui crée une « dualité tranchée de modes d'existence », une dualité de temps sociaux dont les rapports mutuels contradictoires conditionnent l'évolution des structures capitalistes. Celle-ci se fait non pas de façon continue, mais par mutations périodiques entrecoupées d'équilibres plus ou moins stables auxquels correspond le règne d'une forme institutionnalisée de l'accumulation. Si la lutte des classes est le moteur de changement du capitalisme, la dualité forme/substance de l'accumulation oriente et encadre ces changements. Pour reprendre des termes propres au philosophe Edgar Morin, le capitalisme est une « machine sociale » qui fonctionne au « différentiel de puissance » (Morin, 1981).

3.3 *La contradiction entre accumulation et institutions dans les rapports capitalistes*

Nous avons brièvement présenté les grandes lignes du processus de découplage entre mode d'accumulation et accumulation de capital. Cette présentation plutôt abstraite portait sur les processus fondamentaux qui mènent aux crises structurelles du système capitaliste. Principalement, nous avons vu comment la forme institutionnalisée des rapports capitalistes, lorsqu'elle ne correspond plus au circuit d'accumulation réel, provoque des distorsions dans l'ensemble du système qui mènent à une crise. Nous allons maintenant démontrer de façon un peu plus approfondie, mais toujours très brève, comment ces distorsions et la crise qui s'ensuit s'expriment à travers chacun des rapports qui composent un mode d'accumulation, soit le rapport salarial, le rapport intra-capital, le rapport monétaire, l'État, la division internationale du travail et le système de machines. Il est à noter que si nous divisons et catégorisons les rapports étudiés, ce n'est pas sans oublier que ceux-ci forment un tout inter-

relié et interdépendant. Nous sommes conscients que dans un tel cas, la catégorisation peut alors sembler difficile et même relativement arbitraire, mais elle nous semble par contre pertinente pour clarifier l'analyse des crises structurelles.

Le rapport salarial

Le rapport salarial est le rapport fondamental du capitalisme en tant qu'il est la forme que prend l'appropriation du surtravail, la plus-value, par la classe sociale dominante. Dans une société capitaliste arrivée à maturité, le taux social de plus-value est central car c'est lui qui impose les proportions que prend le partage de la valeur sociale entre les deux classes sociales principales.

Comme il a été vu dans le chapitre deux, le taux social de plus-value est déterminé par un ensemble de rapports sociaux institutionnalisés à l'intérieur d'un mode d'accumulation. Le taux social de plus-value détermine à son tour les proportions de la valeur dans la société, et ces proportions doivent pouvoir garantir une cohérence et un équilibre entre l'offre et la demande à l'intérieur du circuit de production et d'échange et permettre ainsi l'accumulation de capital. Lorsqu'elle est enclenchée, l'accumulation provoque cependant des modifications constantes dans les normes objectives de production et d'échange qui en déplacent le point d'équilibre. Ce déplacement de l'équilibre devient progressivement contradictoire avec le rapport salarial tel qu'il est institutionnalisé, qui lui impose une tendance plutôt rigide à la forme du rapport salarial qui est incompatible avec les nouvelles transformations opérées dans le champ de la valeur. Il en découle des disproportions dans la valeur qui viennent provoquer une suraccumulation de capital, laquelle est désamorcée et amortie par l'intermédiaire de la sphère monétaire. Cela autorise les décalages entre le rapport salarial institutionnalisé et les normes objectives de production et d'échange à survivre et à s'agrandir, ce qui provoque des déséquilibres toujours plus grands, une suraccumulation de capital toujours plus aigue. Ces contradictions sont déplacées dans la sphère monétaire jusqu'à ce que celle-ci, lors d'une crise financière, succombe sous les tensions et les disproportions qui s'opèrent en elle.

Le rapport salarial étant un rapport bipolaire de partage de la valeur entre deux classes sociales, sa forme institutionnalisée, issue des rapports de force prévalant dans la

société, a toujours tendance à favoriser les capitalistes ou les travailleurs. Cela ne signifie pas qu'il existe un taux de plus-value précis qui donne objectivement l'avantage à une classe ou l'autre. Cela signifie plutôt que le rapport salarial, tel qu'il est institutionnalisé, favorise positivement la progression de la proportion de la masse sociale de valeur qu'une classe sociale s'approprie aux dépens de l'autre. C'est un avantage relatif qu'il est seulement possible d'identifier sur un temps assez long et qui doit être compris comme un processus ou encore comme une tendance qui découle des rapports de force dont le régime d'accumulation est le reflet. De la bipolarité du rapport salarial découle donc deux tendances possibles dans l'évolution des proportions de la masse sociale de valeur, tendances qui sont déterminées par la forme institutionnelle que prend le rapport salarial. Conséquemment, la suraccumulation de capital provoquée par une incompatibilité entre les transformations des normes objectives de production et d'échange et le rapport salarial institutionnalisé peut prendre deux formes distinctes, déterminées par la tendance spécifique qu'impose la forme du rapport salarial. Nous allons maintenant examiner un peu plus concrètement ces deux formes que peut prendre la suraccumulation.

Premièrement, examinons un cas assez simple que l'on a déjà entrevu plus tôt, celui d'un régime d'accumulation qui favorise les capitalistes aux dépens des travailleurs. Dans un tel cas, le rapport salarial tel qu'il est institué favorise la progression de la part de la valeur sociale qui revient aux capitalistes, et donc augmente la part du capital par rapport à l'ensemble de la masse de la valeur. Ces nouvelles proportions de la valeur qui sont imposées par le rapport salarial en viennent à se heurter aux besoins de l'accumulation et y provoquent des déséquilibres. À la masse grandissante de capital à valoriser ne correspond pas une masse équivalente de salaire, et donc l'offre de marchandises portant en elles une forte plus-value ne trouve pas une demande équivalente. C'est la contradiction entre les différentes exigences du capital : on impose de faibles salaires aux travailleurs pour hausser le taux de profit, mais la réalisation de celui-ci nécessite une forte demande en marchandises diverses de la part de consommateurs qui se doivent d'être effrénés, et qui sont ces mêmes travailleurs sous-payés. De ces déséquilibres naît un processus de suraccumulation de capital, fruit d'un régime d'accumulation qui ne satisfait plus aux besoins de l'accumulation.

La réponse du système à ce processus spécifique de suraccumulation est bien sûr de le déplacer à l'intérieur de la sphère monétaire et ainsi contourner pour un moment la

contrainte monétaire. Cela nécessite des mouvements monétaires destinés à alimenter les consommateurs de marchandises, qui sont très majoritairement des travailleurs sous-payés, d'une quantité suffisante de monnaie afin de hausser la demande effective de façon à ce qu'elle corresponde à l'offre. Ces mouvements de monnaie peuvent prendre de multiples formes comme le crédit à la consommation ou des prêts hypothécaires par exemple. On peut aussi assister à une transformation des travailleurs en petits capitalistes par le biais des fonds mutuels qui leur permettent d'investir en bourse. Cela a pour effet paradoxal 1) d'augmenter leurs revenus et de garantir un certain niveau de consommation tout en alimentant encore plus la suraccumulation de capital en transformant une partie de leur salaire en capital, et donc 2) d'augmenter la masse sociale de capital par rapport à l'ensemble de la masse totale de valeur sociale en transformant une partie des salaires en capital.

L'autonomie monétaire nécessaire au maintien de la demande effective est toujours plus grande puisqu'elle doit progresser au même rythme que la suraccumulation de capital. Il en découle des tensions qui ne peuvent s'aggraver indéfiniment sans provoquer un effondrement du système. Lorsque le crédit s'est transformé en machine servant à alimenter des consommateurs qui ne pourront jamais rembourser leurs dettes et leurs intérêts ou que la masse salariale est transformée en une masse de capital qui alimente une bulle spéculative dont la valorisation exige une quantité encore plus grande de monnaie et de crédit, le système se brise sous la forme d'une crise financière. Celle-ci procède à une destruction de monnaie qui écrase les mouvements monétaires qui permettaient d'alimenter artificiellement la demande, qui s'écroule. L'offre de capital se retrouve alors seule devant sa propre énormité, et procède elle aussi à une autodestruction face à l'impossibilité de son auto-valorisation.

Deuxièmement, examinons le cas un peu plus difficile d'un régime d'accumulation qui avantage les travailleurs, qui en raison de la forme institutionnelle du rapport salarial voient leur part de la masse de valeur sociale augmenter aux dépens des capitalistes. L'étude d'un tel cas s'inspire beaucoup de l'analyse qu'ont fait les régulationnistes de la crise des années 70 (Aglietta, 1997, et Lipietz, 1983), et comporte assurément certains aspects qui sont spécifiques à cette crise. Quoi qu'il en soit, le capital se retrouve coincé dans un rapport de force qu'il maîtrise mal et fait face à des conditions sociales institutionnalisées qui dégradent sa capacité à exploiter le travail, ce qui se reflète en une baisse progressive du taux de plus-value. La production de marchandises dans le système capitaliste étant uniquement motivée

par la possibilité de profit, c'est le processus de production de plus-value lui-même qui fait difficulté, et non pas sa réalisation. « [...] les premiers symptômes de la crise [des années 70] ne sont pas venus d'une limite à l'expansion des marchés de consommation. Ils ont été révélés par un fléchissement durable du rythme tendanciel de progression de la productivité apparente du travail et un arrêt de la baisse du coût salarial social réel » (Aglietta, 1997, p. 315). Devant la hausse constante des coûts salariaux, les capitalistes doivent compter sur un autre outil pour maintenir leur taux de profit : « si les luttes sociales réduisent ainsi le produit du travailleur-semaine [...] Elles agissent aussi – indirectement mais vigoureusement – en incitant les entreprises à investir. L'évolution du produit ajouté par travailleur dépend de la quantité et de l'efficacité du capital technique mis à sa disposition » (Dockès et Rosier, 1983, p. 230). La façon de faire face à la baisse du taux de plus-value est donc d'augmenter la productivité du travail par d'importants investissements en capital technique et un renouvellement constant des moyens de production.

C'est par ce processus que la suraccumulation de capital s'introduit subrepticement dans le système. La dévalorisation permanente du capital technique implique une masse impressionnante d'investissements qui doit être effectuée à crédit puisqu'elle est réalisée dans le cadre d'une baisse sensible du taux de profit (Aglietta, 1997, p. 313). Cela provoque une suraccumulation d'une forme particulière : un emballement de la production de capital fixe et de l'ensemble de l'appareil productif, le tout nourri par le crédit capitaliste. Le taux de profit est alors maintenu artificiellement malgré l'obsolescence de la forme du rapport salarial par rapport aux transformations de l'accumulation, et les tensions affectant l'accumulation sont déplacées dans la sphère monétaire. Cependant, comme nous le verrons plus tard, à l'intérieur d'un même paradigme technique, la croissance de la productivité due aux machines s'essouffle et exige une toujours plus grande masse d'investissement. Éventuellement, la productivité du capital technique n'arrive même pas à croître assez rapidement pour couvrir l'augmentation des coûts salariaux, alors qu'elle mobilise d'immenses ressources financières (Aglietta, 1997, p. 316).

À un certain point, la suraccumulation atteint un niveau extrême et se révèle comme une masse énorme de capital fixe qui n'arrive plus à s'autovaloriser mais dont le financement par le crédit a provoqué la construction d'une structure d'endettement instable (Aglietta, 1997, p. 315). Celle-ci éclate lors d'une crise structurelle qui s'ouvre par une crise financière

qui bloque la capacité du système à déplacer la suraccumulation dans la sphère monétaire et fait resurgir les contradictions qui menacent l'accumulation de capital. Lors de la crise des années 70, cette crise financière a pris la forme d'une inflation pour des raisons que nous n'étudierons pas ici. Il est cependant essentiel de noter que la destruction monétaire procède ensuite à une destruction de capital réel : la production ralentit ou cesse en raison de l'incapacité à dégager un taux de profit sur les marchandises produites. Le capital fixe accumulé est massivement dévalorisé car sous-utilisé. La faiblesse du taux de plus-value s'affirme, fruit de l'incohérence entre le régime d'accumulation et la forme objective de la loi de la valeur.

On voit maintenant qu'il est impossible au capitalisme d'échapper à ses propres contradictions. Le décalage entre le rapport salarial institutionnalisé fixe et la mouvance de l'accumulation peut prendre plusieurs formes mais aboutit au même résultat : la suraccumulation autorisée par la divergence entre valeur réelle et formelle et la crise qui corrige ces divergences.

Les contradictions internes à l'accumulation empêchant le maintien du taux de profit réel, si ce n'est par une dévalorisation du capital constant [...] ou du capital variable, le maintien des taux de progression en termes nominaux (taux de profit ou hausse des salaires) se traduit par un décalage croissant entre les flux de monnaie et les flux de valeur qu'ils expriment. (Lipietz, 1982, p. 145)

La destruction de la monnaie et la destruction de capital qui s'ensuit ouvre le champ à une destruction des institutions qui composaient le rapport salarial, puisque celles-ci sont devenues obsolètes et ne peuvent trouver appui ni dans le processus d'accumulation ni dans la sphère monétaire. La lutte des classes qui s'ouvre alors va éventuellement produire un nouveau rapport de force social qui est cristallisé en un nouveau rapport salarial qui doit reconstruire dans le champ de la valeur des proportions nécessaires à la reprise de l'accumulation.

Le rapport intra-capital

Il a été mentionné précédemment que le rapport intra-capital est centré autour de la concurrence entre capitaux autonomes visant à s'approprier la plus-value sociale. Cette lutte de classe est régulée par le taux de profit moyen qui oriente la concurrence et le développement des forces productives. Pour chaque espace-temps spécifique du système capitaliste, le taux de profit moyen n'est pas une création spontanée qui émerge naturellement du capital, mais repose plutôt sur une structure institutionnelle particulière propre à un régime d'accumulation, structure qui donne une forme spécifique aux capitaux autonomes ainsi qu'aux rapports qu'ils entretiennent entre eux. Lorsque ledit régime d'accumulation entre en contradiction avec les normes objectives de la loi de la valeur et provoque une suraccumulation de capital, la structure institutionnelle qui encadre les relations capitalistes n'est pas en mesure de réagir convenablement afin de désamorcer ces déséquilibres. Nous allons voir que plutôt que de modifier sa forme pour la rendre compatible avec les nouvelles normes objectives de l'accumulation, la structure institutionnelle se maintient artificiellement intacte en assurant la continuité du taux de profit moyen par le biais de mouvements artificiels de la masse monétaire. Les notions d'économie exotérique et économie ésotérique nous seront utiles pour nous acquitter de cette tâche.

Tout d'abord, lorsque s'établit un régime d'accumulation qui soit compatible avec les normes objectives de la loi de la valeur et permet la reprise de l'accumulation, la fluidité dans le circuit de la production et de la réalisation de plus-value assure une forte reprise du taux de profit moyen. Celui-ci, au niveau des connections superficielles propres à l'économie exotérique, devient une chose sociale spontanée, évidente et propre au système même. Son processus institutionnel de production est largement oublié.

[...] on présuppose même, ce qui est *plus ou moins* le cas, que pour un certain temps, *les rapports déterminés* de ce mode de production restent les mêmes. Ainsi, le résultat de la production [dans le cas qui nous occupe, le taux de profit] *se fixe comme une condition stable et donc présupposée de celle-ci* et plus précisément comme

propriété stable des conditions de production objectives. Ce sont les *crises* qui mettent fin à cette apparence d'autonomie [...] (Marx, 1975, t. III, p. 608)

Lorsque surgit une incompatibilité entre régime d'accumulation et forme objective de la loi de la valeur, l'inertie de la structure institutionnelle encadrant les relations capitalistes face aux transformations de l'accumulation s'appuie sur le fétichisme du taux de profit moyen propre à l'économie exotérique. Plutôt que de se transformer elle-même, la structure du capital conserve sa rigidité en maintenant le taux de profit, base de toute concurrence capitaliste, intact. Puisque celui-ci est en dernier lieu le seul rapport qui peut provoquer des changements majeurs dans la structure des capitaux, son maintien protège celle-ci de la réalité de l'accumulation, de l'économie ésotérique.

Le taux de profit étant un rapport qui émerge de flux de valeur réelle mais qui peut uniquement s'exprimer en valeurs monétaires, son maintien artificiel suppose des mouvements de la masse monétaire autonomes des flux de valeur réelle. Ces mouvements peuvent prendre plusieurs formes, comme le crédit à la production ou la prévalidation de marchandises non-vendues, mais la forme la plus spectaculaire et la plus extrême demeure sans doute la bulle spéculative, particulièrement à l'intérieur des marchés financiers. On peut considérer les bulles spéculatives comme des flux extrêmement denses de masse monétaire qui ne correspondent que très peu ou aucunement à des flux de valeur réelle. Une bulle spéculative se caractérise par une énorme masse de monnaie sous diverses formes (monnaie nationale, capital fictif, titres financiers, etc.) qui se valorise elle-même sans passer aucunement par un réel processus de production. Cette masse de capital monétaire devient auto-valorisée, auto-référentielle et se nourrit au crédit de façon exponentielle si elle veut assurer sa reproduction. En ce sens, c'est une forme particulière de suraccumulation de capital-argent, qui s'opère uniquement à l'intérieur de la sphère monétaire. Elle se présente comme une forme d'inflation contenue et ciblée qui permet aux agents capitalistes, pris dans le monde des connections exotériques, de maintenir un taux de profit moyen, même si celui-ci est artificiel et complètement déconnecté de la réalité du travail.

Même si la suraccumulation de capital-monnaie, les bulles spéculatives, peut bénéficier d'une longue vie en ne tenant aucunement compte de la création de valeur réelle, elle est un jour ou l'autre crevée par une crise structurelle qui détruit brutalement l'autonomie

du taux de profit et ainsi secoue violemment la structure des capitaux et lui rejette à la figure toute l'étendue de son inadéquate obsolescence face aux transformations de l'accumulation. En effet, lors d'une crise structurelle « Le taux de profit général cesse de se former et cesse par conséquent d'être à la base de la concurrence. Le processus régulateur des rapports externes entre les capitaux individuels ne se manifeste plus et fait place à une lutte violente pour la sauvegarde de l'autonomie elle-même » (Aglietta, 1997, p. 301). L'incapacité d'un régime d'accumulation à réguler l'accumulation se traduit donc par la destruction de ce qui doit être le ciment de la concurrence, le taux de profit moyen. Une fois celui-ci détruit, la structure institutionnelle capitaliste obsolète suit le même chemin puisqu'elle ne se présente que comme un obstacle à la capacité des capitaux à se valoriser. S'ouvre alors une période d'intense concurrence, temps de mutation et de différenciation duquel de nouvelles formes de capitaux exceptionnellement rentables vont surgir, écraser les capitaux plus faibles et servir de base pour la reconstruction d'une nouvelle structure nouvelle qui pourra assurer l'accumulation.

Le rapport monétaire

Au chapitre 1, il a été mentionné que le rapport monétaire ne peut pas être considéré à lui seul comme une cause de la suraccumulation de capital et de la crise, mais plutôt comme la condition *sine qua non*. C'est en permettant le développement inégal des différents processus constitutifs de l'accumulation et en amortissant les contradictions qui émergent de ce développement inégal que la monnaie autorise la suraccumulation de capital et conduit ainsi à la crise. Le rapport monétaire tel qu'institutionnalisé dans un mode d'accumulation, s'il n'est pas le moteur du développement inégal entre mode d'accumulation et accumulation, n'en demeure pas moins le facteur permissif. L'inadéquation des institutions monétaires par rapport aux besoins réels de la loi de la valeur réside dans leur incapacité à rattacher fermement l'expression de la valeur, la monnaie, à la valeur elle-même. C'est le fruit de la tension entre deux rôles de la monnaie, représentant de la valeur et outil facilitant la circulation de marchandises. C'est la crise structurelle qui vient rattacher la monnaie à la valeur, par le biais d'une destruction de capital monétaire, qui mène à une destruction des

institutions monétaires elles-mêmes. Nous allons rapidement étudier les différentes formes de ce processus : l'inflation et la déflation.

Si pour les économistes libéraux la déflation (baisse des prix) et l'inflation (hausse des prix) sont deux phénomènes totalement opposés, pour les économistes marxistes ils sont le revers de la même médaille : la destruction du statut nominal de la monnaie suite à une suraccumulation de capital. Pour comprendre ce principe apparemment contradictoire, il est important de se rappeler, comme il a été mentionné au chapitre 2, que la monnaie, en tant que droit formel à la richesse sociale, s'exprime sous différentes formes qui sont hiérarchisées en fonction de leur liquidité et donc de leur validité en tant que représentant de la valeur. Ces formes diffèrent en fonction du mode d'accumulation dans lequel elles s'inscrivent. Ce sont ces formes de la monnaie qui vont déterminer, en partie du moins, quelle sera la forme de sa propre destruction lors de la crise structurelle.

Nous avons vu que le processus de suraccumulation, initié par un décalage entre rapports institutionnalisés et forme objective de la loi de la valeur, débute par l'irruption de déséquilibres au sein du processus d'accumulation. Ces déséquilibres sont alors contournés par l'intermédiaire du système monétaire jusqu'à ce que celui-ci atteigne son niveau extrême d'élasticité, se casse et soit rattaché brutalement au travail abstrait dont il ne doit être que la forme par une crise structurelle. « If the fictitious values turn out not to be backed by the products of social labour, or if, for whatever reason, faith in the credit system is shaken, then capital must find some way to re-establish its footing in the world of socially necessary labour » (Harvey, 1999, p. 293). Or, ce rétablissement de la monnaie dans le monde du travail abstrait ne signifie pas nécessairement que toutes les formes de monnaies sont échangées par leurs détenteurs contre la cristallisation matérielle du travail, c'est-à-dire contre des marchandises/valeurs d'usage. Un tel phénomène peut être observé lors de crises structurelles, mais demeure néanmoins marginal. Plutôt, le rattachement de la monnaie au travail se réalise par le mouvement d'une forme de monnaie à une autre, en fonction de la hiérarchie des formes monétaire institutionnalisée à l'intérieur d'un mode d'accumulation. Plus précisément, le capital-argent, lors d'une crise structurelle, se met à fuir vers les formes monétaires qui sont demeurées les plus solidement rattachées au travail abstrait. C'est la course à la liquidité, dont la déflation et l'inflation sont les deux seules issues possibles.

Examinons d'abord le cas de la déflation. Supposons qu'à l'intérieur d'un mode d'accumulation se retrouve, au sommet de la hiérarchie monétaire, une forme de monnaie qui demeure constamment rattachée au processus matériel de production. Ce peut être un métal précieux, comme à l'époque de l'étalon-or, ou encore une monnaie fiduciaire qui est demeurée extrêmement disciplinée (cas improbable!) et dont la croissance a rigoureusement suivi la croissance de la production de valeur réelle. Toutes les autres formes de droits formels à la richesse sociale (crédit, dettes, titres financiers, etc.) y sont subordonnées. Lorsque débute la suraccumulation, ces formes vont prendre leur envol et se détacher de la valeur réelle, alors que le sommet de la hiérarchie demeure strictement subordonné au travail. Lorsque la crise structurelle éclate et qu'est révélé le caractère artificiel et illusoire de ces formes monétaires, la fuite vers la liquidité commence : « In times of squeeze, when credit contracts or ceases entirely, money [le sommet de la hiérarchie] suddenly stands out as the only means of payment and true existence of value » (Harvey, 1999, p. 294). L'or ou la monnaie, par sa rareté, sa liquidité et la place privilégiée qu'elle occupe, devient objet de convoitise et la façon pour les détenteurs des formes monétaires dévaluées de sauver un peu de la valeur qu'ils croyaient détenir. La demande de liquidité excède grandement sa disponibilité, ce qui entraîne une dévaluation toujours plus grande des formes monétaires subordonnées par rapport au sommet de la hiérarchie. Une masse énorme de ce qui était considéré auparavant comme un droit à la richesse se convertit donc en liquidité, processus qui détruit une grande partie du capital-monétaire qui a été auparavant introduit dans le système. La sévère dévaluation des formes « inférieures » de la monnaie conjuguée à la rareté de la monnaie liquide contracte brutalement l'ensemble de la masse monétaire, ce qui provoque une baisse tout aussi brutale des prix des marchandises, qui retrouvent en fait leurs véritables proportions en valeur monétaire par rapport à leur valeur réelle.

En ce qui concerne l'inflation, notons qu'elle n'est possible que lorsque la monnaie n'est en aucun cas rattachée à l'or ou de façon générale au processus de travail social.

[...] the burden of disciplining the credit system and fictitious capital falls upon the central bank [...] By judicious management and manipulation of the interest rate and reserve requirements, a powerful monetary authority can hope to avoid the devaluation of commodities at the same time as it preserves the quality of its own

money as a true reflection of the value of social labour. This implies that the supply of central bank money should match the growth in value productivity in the economy as a whole (Harvey, 1999, p. 292).

Comme l'indique Harvey, une telle politique économique connaît rapidement des limites. En effet, nous avons vu que dans un système capitaliste moderne, la production de capital-argent, le capital fictif, doit nécessairement devancer la production de marchandises, afin d'agir comme lubrifiant du système productif et d'en empêcher la paralysie en raison d'un bête manque de liquidités.

This is in no way problematic all the time the real expansion of commodity values keeps pace with the prior creation of fictitious capital. But as soon as overaccumulation becomes evident, the realization of the fictitious values as well as values in the commodity form is threatened. The demand for money at such a point is strictly a demand for liquidity (Harvey, 1999, p. 292).

Lorsque le phénomène de suraccumulation atteint un point extrême, que le crédit s'est infiltré partout dans le système, que la crise éclate, que la destruction de capital-argent fait son œuvre et que la course à la liquidité fait rage, deux choix s'offrent aux autorités monétaires. Elles peuvent imposer une discipline au système monétaire et refuser de fournir les liquidités que les détenteurs de capital-argent exigent si ardemment. Cela mène, comme nous venons de le voir plus haut, à une déflation. Elles peuvent aussi choisir de fournir les liquidités nécessaires au système pour éviter une déflation des capitaux financiers.

The only feasible defence by a central bank against such a condition is to print state-backed money to buy up the surpluses and so realize the values of the fictitious capitals. [...] a central bank could indeed print money in order to defend against overaccumulation and devaluation. In so doing, however, it devalues its own money. The tendency towards overaccumulation is converted, in short, into a tendency towards rampant inflation (Harvey, 1999, p. 293).

Voyons cela de plus près. Si la banque centrale, lorsqu'elle est confrontée à une crise financière qui provoque une dévaluation des capitaux fictifs et une course à la conversion de

ces capitaux fictif en monnaie supérieure liquide, choisit de satisfaire cette demande de liquidités, elle valide par le fait même l'énormité de la masse monétaire introduite dans le système. Cette masse de capital fictif, après des années de croissance autonome, est trop grande par rapport à la valeur réelle et en est détachée dans ses proportions. La valider équivaut à déplacer la dévaluation qui doit nécessairement s'y déployer du bas de la hiérarchie monétaire à son sommet. Plutôt que de s'effectuer contre certains capitaux fictifs sous la forme d'une déflation, la dévalorisation sévit envers l'ensemble de la masse monétaire. Celle-ci devient trop grande par rapport à l'ensemble des marchandises, donc à l'ensemble de la valeur réelle, et voit sa valeur nominale se déprécier sous la forme d'une constante hausse des prix des marchandises.

On voit alors qu'une fois que l'incompatibilité entre accumulation et loi de la valeur, la suraccumulation de capital et le décalage entre valeur et monnaie se sont infiltrés dans le système, aucun mécanisme monétaire ne peut enrayer la crise et la destruction consécutive de capital-argent. La forme de la valeur s'est autonomisée de sa substance, et cette autonomie est brisée par la crise. Ce développement inégal a sa source dans la contradiction propre à la valeur-travail, en ce qu'elle doit s'exprimer sous une forme qui lui est extérieure : « As long as the *social* character of labour appears as the *money-existence* of commodities, and thus as a *thing* external to actual production, money crises [...] are inevitable. » (Harvey, 1999, p. 294). Il est seulement possible pour les autorités monétaires d'influencer partiellement sur la forme que devra prendre le dénouement de cette contradiction, soit la déflation ou l'inflation. La déflation va localiser la dévalorisation vers le bas de la hiérarchie monétaire en détruisant presque entièrement certains capitaux fictifs tout en sauvegardant la valeur du sommet de la hiérarchie. L'inflation, en sévissant sur l'instrument monétaire ayant la plus grande liquidité, va au contraire généraliser la dévalorisation à l'ensemble de la société capitaliste tout en menaçant la nature même du rapport monétaire puisqu'il ne reste plus aucune forme de droit à la richesse qui soit à l'abri de la dévalorisation.

Lors d'une crise structurelle, la destruction de capital monétaire est sévère au point où elle remet en cause l'ensemble de la hiérarchie monétaire telle qu'institutionnalisée dans le régime d'accumulation en vigueur. Les contradictions entre celui-ci et la forme objective de la loi de la valeur se déplacent dans le système monétaire et en sapent les bases les plus fondamentales en vidant la forme valeur de son contenu réel. Seule la destruction de capital

monétaire et des institutions monétaires peut mettre un terme à ce processus de découplage et faire place à l'édification d'un nouveau système monétaire qui saura gérer la contradiction entre la valeur et sa forme. Pour un certain temps, du moins.

La division internationale du travail

Il est important de rappeler que la division internationale du travail n'est pas un rapport capitaliste en soi, mais plutôt la forme structurelle que prennent les rapports capitalistes à l'échelle mondiale. En effet, les rapports capitalistes ne se déploient pas à l'intérieur d'un espace unique et indifférencié, mais plutôt à l'intérieur d'une économie-monde unitaire mais différenciée, hiérarchisée et dont la structure évolue sans cesse. Lorsqu'un régime d'accumulation se développe à l'intérieur du système capitaliste et en institutionnalise les rapports constitutifs, il s'impose à la structure de l'économie-monde comme une forme particulière qui reflète les rapports de force qui y prévalent alors. Cette forme s'exprime comme une hiérarchie structurée au sommet de laquelle trône un hégémon qui organise les flux économiques à son avantage et domine la scène politique internationale. Or, il est utile de rappeler que le capital, tant au niveau national qu'international, s'accommode mal des carcans institutionnels qu'on peut lui imposer et qui lui sont pourtant nécessaires. La structure hiérarchisée de l'économie-monde, en tant qu'ensemble relativement figé, ne peut satisfaire que temporairement les besoins de l'accumulation de capital : « Such hierarchical structures do not instantaneously adapt to capitalism's needs » (Harvey, 1999, p. 430). La tendance au découplage de la forme objective de la loi de la valeur et du régime d'accumulation se répercute dans la division internationale du travail comme un découplage entre la structure hiérarchique en vigueur et le développement réel des forces productives mondiales auquel cette hiérarchie ne correspond plus. Nous allons voir brièvement comment un tel processus déploie et oriente la suraccumulation du capital à travers l'économie-monde, et comment la structure hiérarchique obsolète de l'économie-monde est maintenue « artificiellement » mais temporairement par le biais du système monétaire et financier international.

Nous avons vu que la hiérarchie qui structure la division internationale du travail s'établit autour du centre, chapeauté par un hégémon qui régule et domine le système

capitaliste. Cette domination exprime tout d'abord le développement supérieur des forces productives de l'hégémon, de son pouvoir commercial et de son appareil financier, ce qui lui assure une prédominance incontestée dans le monde capitaliste. L'accumulation de capital bénéficie au sein de sa société de conditions exceptionnelles qui lui permettent de canaliser vers lui une grande portion de la plus-value produite mondialement. Le contrôle des flux de valeur/plus-value de l'économie-monde est donc l'enjeu fondamental de la hiérarchie dans la division internationale du travail, tout comme le contrôle de la plus-value est l'enjeu fondamental de la lutte des classes.

Cependant, si l'hégémonie dans l'économie-monde se développe sur la base d'une suprématie de l'appareil productif du centre et de l'hégémon, c'est le développement des forces productives dans l'économie mondiale qui vient mettre à mal cette hégémonie. En effet, c'est d'abord et avant tout la force du capital productif d'une économie nationale qui lui permet de se différencier et de se distancer des autres et de se hisser au sommet de l'économie-monde pour en contrôler les flux (Wallerstein, 1982). Autrement dit, c'est sur la base d'un avantage décisif dans la production de valeur réelle qu'une économie nationale peut devenir hégémon. Les Provinces-Unies, l'Angleterre et les USA sont tous trois des exemples clés qui tendent à démontrer cette hypothèse (Wallerstein, 1982). Les conditions qui permettent cette suprématie dans la production ne sont cependant pas exclusives à l'hégémon. Une fois établi un régime d'accumulation qui permet une forte croissance de l'accumulation de capital à l'échelle mondiale, les facteurs permettant une production supérieure se répandent, au moins à l'intérieur des pays du centre, et cette propagation érode la supériorité de l'hégémon.

As with quasi-monopolies in production, quasi-absolute power in hegemonies self-destructs. To become a hegemonic power, it is crucially important to concentrate on efficiencies of production which lay the base for hegemonic role. [...] Sooner or later, usually sooner, other states begin to improve their economic efficiencies to the point where the hegemonic power's superiority is considerably diminished, and eventually disappears (Wallerstein, 1982, p. 58).

Un tel phénomène est inévitable car endogène au processus d'accumulation de capital lui-même. Nous avons vu comment l'accumulation de capital a tendance à basculer vers des

processus de suraccumulation, qui provoquent des dévaluations et des destructions de capital en raison d'un manque de rentabilité. Face aux dangers de la suraccumulation et de la non-rentabilité, le capital doit chercher constamment de nouveaux débouchés, de nouveaux marchés pour assurer sa reproduction élargie et ainsi éviter de sombrer dans la stagnation et la crise. Il ne peut demeurer rattaché à une même économie nationale. La division internationale du travail à l'intérieur de l'économie-monde joue alors un rôle de premier plan pour une économie nationale dominante qui est en train d'épuiser les possibilités de rentabilité de son capital.

The implication is that overaccumulation at home can be relieved only if surplus money capital (or its equivalent in commodities) is sent abroad to create fresh productive forces in new regions on a continuously accelerating basis [...] The unconstrained growth of capitalism within new regions [...] is, therefore, an absolute necessity for the survival of capitalism. These are the fields in which excess overaccumulated capitals can most easily be absorbed in ways that create further market openings and further opportunities for profitable investment (Harvey, 1999, p. 434).

C'est ainsi que le capital, toujours à la recherche de nouvelles conditions exceptionnellement favorables à sa reproduction élargie, se répand à travers les différentes économies nationales et que se développe et se consolide l'économie mondiale. Cela interdit à une économie nationale de bénéficier éternellement d'un développement des forces productives exceptionnel. Même l'hégémon ne peut échapper aux contradictions du capitalisme, qui s'imposent à lui sous la forme de deux mauvais choix. Soit il fait face à une dévaluation de son capital en raison d'un épuisement de sa rentabilité et d'une suraccumulation, soit il exporte son capital et favorise ainsi le développement d'économies nationales qui vont éventuellement devenir ses compétiteurs. D'une façon ou d'une autre, son statut de force productive prédominante ne peut être conservé à tout jamais.

But we here encounter dilemmas of another sort. The new productive forces in new regions pose a competitive threat to home-based industry [...] Devaluation is the end-result, no matter what. The home country is faced with a 'catch-22'. The

unconstrained development of capitalism in new regions caused by capital exports brings devaluation at home through international competition. Constrained development abroad limits international competition but blocks off opportunities for further capital export and so sparks internally generated devaluations. Small wonder, then, that the major imperialist powers have vacillated in their policies between 'open door', free trade, and autarky within a closed empire (Harvey, 1999, p. 434).

On voit comment la mobilité et la dynamique du capital, qui procèdent de ses propres contradictions internes, pousse à une constante extension, intensification et modification des rapports capitalistes et de leur structure hiérarchisée, tant au niveau national qu'au niveau mondial. Mais la reconfiguration des forces productives de l'économie-monde ne signifie pas nécessairement que la hiérarchie qui y prédomine est automatiquement reconfigurée elle aussi. Il n'y a pas de compatibilité et de déterminisme direct entre le développement des forces productives et le contrôle des flux économiques mondiaux. Autrement dit, et c'est l'une des thèses de ce mémoire, il y a une distinction à faire entre la production de valeur réelle et le contrôle de cette production par le biais de l'expression formelle de la valeur, la monnaie. Si la hiérarchie de l'économie mondiale ne correspond plus au développement objectif des forces productives, elle trouve en le système monétaire et financier mondial un appui sur lequel se reposer et ainsi se maintenir. En effet, grâce à son contrôle sur la finance internationale, instrument propre à la domination institutionnelle qu'il exerce dans l'économie mondiale, un hégémon peut ainsi reproduire cette domination institutionnelle malgré la perte de son avantage productif.

[...] all major expansions of world trade and production have resulted in an overaccumulation of capital beyond the normal channels of profitable investment. Whenever this happened, the organizing centers of the expansion [l'hégémon] were in a position to reaffirm, for a while at least, their dominance over world-scale processes of capital accumulation through greater specialization in financial intermediation (Arrighi, 1999, p. 224).

Arrighi démontre qu'un tel phénomène a sa source dans le développement des forces productives à l'échelle mondiale qui découle de l'établissement d'un régime d'accumulation

(Arrighi, 1999, p. 224-225). Non seulement ce développement mine les assises de la domination de l'hégémon dans la sphère de la production, mais il en découle en plus une tendance inévitable à la suraccumulation de capital. Cette tendance crée une forte masse de capital monétaire entre les mains des capitalistes qui ne peut être réinvestit de façon rentable dans la production ou dans le commerce. La reproduction élargie d'une forte partie de ce capital monétaire passe alors par des opérations strictement financières de prêts et de spéculation qui n'impliquent aucune production réelle de valeur. L'appropriation de cette masse monétaire et financière, essentiellement liquide et donc extrêmement mobile à l'échelle mondiale, fait l'objet d'une intense compétition entre les différentes unités capitalistes et entre les différentes économies nationales.

This tendency brings about massive, systemwide redistributions of income and wealth from all kinds of communities to the agencies that control mobile capital, thereby inflating and sustaining the profitability of financial deals largely divorced from commodity trade and production (Arrighi, 1999, p. 225).

On voit comment cette activité financière et spéculatrice sert à maintenir artificiellement le taux de profit moyen, menacé par la suraccumulation, par le biais des mouvements autonomes de monnaie qui prennent la forme de spéculation et de bulles financières. C'est le processus décrit lors de la section portant sur les rapports intra-capital qui s'exprime alors à l'échelle de l'économie mondiale.

La centralité financière dont jouit l'hégémon à l'intérieur de la hiérarchie capitaliste mondiale lui permet de profiter de ce processus qu'il tend d'ailleurs à renforcer et à stimuler :

The organizing centers of the world-economy that is coming to an end are uniquely well positioned to turn to their advantage this double tendency. Centrality in global networks of trade easily translates into privileged access to the global supply of surplus capital. This privileged access, in turn, enables the still dominant centers to profit handsomely from the escalating competition for mobile capital that pits states against one another (Arrighi, 1999, p. 225).

L'hégémon, malgré sa perte de vitesse dans la sphère productive, conserve un contrôle toujours plus formel (au sens que la monnaie est l'expression formelle de la valeur)

sur les flux de valeur réelle créée à l'intérieur d'autres économies nationales. C'est ce qui permet d'affirmer que la hiérarchie de l'économie mondiale perd progressivement son contenu *réel* au profit de son contenu institutionnel. Ce découplage entre le développement mondial des forces productives et la hiérarchie de l'économie mondiale se traduit par un découplage entre les flux de valeur réelle et les flux de valeur monétaire. Plus le développement des forces productives dépasse le carcan institutionnel de la hiérarchie mondiale, plus la valeur formelle doit s'autonomiser de la valeur réelle afin de conserver cette hiérarchie intacte. Cette tendance s'exprime concrètement par des tensions et des décalages grandissants au sein des différentes économies nationales de l'économie mondiale, décalages paradoxaux puisqu'ils émergent d'une « égalisation » relative des forces productives : « [...] the effects of overaccumulation proliferate over space during the credit-fuelled phase of the upswing and are registered as a growing gap between the balance of trade and the balance of payments between regions » (Harvey, 1999, p. 432). Alors qu'auparavant l'hégémon inondait le marché mondial de ses produits, sa désindustrialisation relative le transforme en un importateur net de marchandises. Ce déficit en valeur réelle est comblé par une rentrée de capitaux monétaires et financiers qui viennent compenser et égaliser la balance des paiements. La consommation de marchandises est ainsi maintenue en échange d'une production de « marchandises » financières de toutes formes (dettes, titres financiers, bons du trésor, etc.). Les rentrées massives de capitaux monétaires trahissent donc la dépendance de l'hégémon à l'égard de ces capitaux afin d'attirer vers lui une richesse réelle créée ailleurs. Parallèlement, cela trahit aussi la dépendance de l'économie mondiale envers la demande effective que représente l'hégémon. Par ce processus, l'hégémon fait porter les effets de ses propres contradictions sur les épaules des autres économies nationales : la faiblesse relative de ses capacités productives et la suraccumulation de capital, plutôt que de mener à une dévaluation, sont littéralement maintenues et financées par le reste de l'économie mondiale, qui y trouve un débouché essentiel, armé d'une masse immense de liquidité, pour écouler une production qui s'accroît continuellement.

Comme nous le voyons, ces tensions à l'intérieur de l'économie mondiale donnent une forme très particulière à la suraccumulation de capital qui s'opère à l'intérieur d'un régime d'accumulation. Nous avons dit que l'économie mondiale, si elle est un tout unitaire, n'est certes pas composée d'unités homogènes. Conséquemment, la suraccumulation de

capital ne s'impose pas de façon homogène à l'économie mondiale mais prend plutôt des formes spécifiques en fonction des caractéristiques des économies nationales et de leurs modalités d'insertion dans la structure hiérarchique de l'économie mondiale. Une suraccumulation mondiale se superpose donc à des processus nationaux et régionaux de suraccumulation dans un ensemble économique interrelié et extrêmement complexe. Sa forme et sa gravité dépendent de la nature du régime d'accumulation, de la force de l'économie mondiale, du degré d'ouverture des économies nationales à cette dernière et de l'intensité de l'interdépendance économique entre économies nationales. Le processus d'accumulation de capital et de suraccumulation a toujours eu tendance à se mondialiser, et doit être appréhendé comme tel. Si ce n'était pas le cas, les crises globales n'existeraient simplement pas, il n'y aurait que des crises locales sans véritable lien les uns avec les autres.

The [economic] regions are connected by flows of capital and labour power under the aegis of hierarchically structured organizational arrangements which are neutral as to their effects. Rythms of accumulation vary from one region to another. The tendency towards overaccumulation is, however, universal to all regions [...] Crises [of overaccumulation] build, therefore, through uneven geographical development, co-ordinated through hierarchical organizational forms. (Harvey, 1999, p. 431)

Ce qu'il est important de se rappeler, c'est que lors d'une suraccumulation de capital, ces différences nationales et régionales ne se compensent pas pour s'égaliser de façon harmonieuse et complémentaire. Au contraire, le concept même de suraccumulation suppose des déviations systématiques entre offre et demande, déviations qui sont maintenues et renforcées par la monnaie. Une suraccumulation mondiale signifie alors un découplage de l'offre et de la demande à l'intérieur de l'ensemble de l'économie mondiale, découplage maintenu et renforcé par le système financier international. C'est la conséquence au niveau mondial de l'incompatibilité entre le régime d'accumulation et les normes objectives de production et d'échange, qui s'exprime sous la forme d'une incompatibilité entre hiérarchie mondiale et forces productives.

Cependant, le décalage grandissant entre le développement des forces productives et la hiérarchie de l'économie mondiale, qui se répercute dans un décalage entre flux de valeur

réelle et formelle, ne peut être évidemment maintenu éternellement. Sur la longue durée, ces déséquilibres constituent le signe avant-coureur de la fin de l'hégémonie.

As Braudel underscores, the recurrent dominance of finance capital is « a sign of autumn ». Its is the time when the leader of the preceding expansion of world trade reaps the fruits of its leadership by virtue of its commanding position over world-scale processes of capital accumulation. But it is also the time when that commanding position is irremediably undermined (Arrighi, 1999, p. 225).

À un certain point, les déséquilibres qui affectent les différentes régions composant l'économie mondiale sont poussés à leur extrême. Les distorsions de la valeur atteignent un point extrême : L'hégémon a maintenu sa position et repoussé la modification de la hiérarchie mondiale en empilant l'un par-dessus l'autre suraccumulation de capital, endettement massif et impossible à rembourser, bulles spéculatives et désindustrialisation relative. Face à ces tendances profondément contradictoires, le système financier mondial devient de plus en plus fragile et instable car il doit compenser des déséquilibres de l'économie mondiale qui ne font que continuellement s'accroître. Dans une telle conjoncture, il suffit d'un détonateur (crise locale, faillites bancaires, inflation ou déflation, crise hypothécaire? etc.) pour faire plonger l'ensemble du système dans une crise financière. Celle-ci devient une crise structurelle si le régime d'accumulation en vigueur n'est pas en mesure de faire reprendre l'accumulation de capital. Elle opère alors brutalement son rôle de grande égalisatrice en effaçant les déséquilibres qui minent l'économie mondiale. Cela signifie tout d'abord que l'autonomie de la monnaie doit être détruite sous le coup de crises financières qui procèdent à une destruction de la masse monétaire en trop, destruction qui touche particulièrement violemment les centres financiers de l'hégémon, qui se trouvaient à être le nœud du système financier mondial.

La destruction de monnaie n'est que le premier pas de l'égalisation par la force des processus de l'économie mondiale. La crise financière détruit les voies par lesquelles l'hégémon canalisait vers lui la plus-value réelle produite mondialement. Leur destruction fait alors apparaître au grand jour les disproportions entre offre et demande qui affectent le capitalisme mondial suite à une suraccumulation générale de capital. Les différentes économies nationales, qui sont en réalité différents processus hétérogènes composant

l'accumulation mondiale de capital, révèlent leur incompatibilité mutuelle. La disparition de la masse monétaire détruit la demande effective que représentait l'hégémon et met en relief la surdimension de l'offre de marchandises produites mondialement, fruit d'une suraccumulation des forces productives. L'élimination d'une demande mondiale nourrie artificiellement au crédit et à l'endettement procède à l'élimination de la surproduction mondiale, et à l'enrayement du processus d'accumulation par la violence. La destruction du système financier international entraîne la destruction de la production et du commerce mondial et donc détruit une bonne partie des puissants liens économiques qu'entretenaient les économies nationales entre elles. Il y a renfermement sur soi et affaiblissement de la dynamique de l'économie mondiale.

La destruction de la suraccumulation plante le dernier clou dans la hiérarchie mondiale obsolète au sommet de laquelle trône un hégémon devenu parasite. Avec l'écroulement du système financier international, la structure hiérarchisée de l'économie mondiale perd son unique et dernier support et commence à se décomposer suite à une crise globale. Cette crise entraîne également la décomposition du régime d'accumulation en vigueur dans laquelle cette hiérarchie est inscrite. On doit alors s'attendre à ce que les institutions internationales et mondiales qui composaient le régime d'accumulation soient vigoureusement réaménagées ou détruites. Les rapports capitalistes mondiaux; non canalisés par les institutions du régime d'accumulation, s'expriment alors plus violemment dans le cadre d'une économie mondiale en panne, qui offre peu d'opportunités et dont les liens qui unissaient les économies nationales ont été coupés. Il est facile de voir comment une telle conjoncture favorise les conflits et les rivalités : « At times of savage devaluation, interregional rivalries typically degenerate into struggles over who is to bear the burden of devaluation » (Harvey, 1999, p. 438). Dans un monde multipolaire, peu interdépendant et où les opportunités sont rares, les rapports de force se radicalisent et l'impérialisme prévaut. De ces conflits vont éventuellement surgir des perdants et des gagnants : certains vont porter terriblement le poids de la destruction de capital alors que d'autres vont se réengager dans un processus d'accumulation fructueux. « Yet the degeneration of economic into political struggles plays its part in the long-run stabilization of capitalism, provided enough capital is destroyed *en route* » (Harvey, 1999, p. 438). De ce nouveau rapport de force doit découler, afin que l'accumulation mondiale de capital puisse être reprise, un nouveau régime

d'accumulation composé d'une hiérarchie mondiale qui correspond davantage au développement des forces productives à l'échelle mondiale. « [As a global crisis ensues], the only solution is a total re-structuring of the relations within the capitalist mode of production, including the hierarchical co-ordinating arrangements. » (Harvey, 1999, p. 431).

Certaines remarques importantes doivent clôturer cette section portant sur la division internationale du travail. Premièrement, nous avons volontairement choisi de nous concentrer, dans notre brève étude sur le déclin de la hiérarchie structurant la division internationale du travail, sur les processus financiers et monétaires qui permettent à un hégémon de maintenir sa place, et ce au détriment d'explications privilégiant les facteurs culturels et surtout politiques et militaires. Nous l'avons fait non pas parce que nous croyons que ces facteurs ne sont pas importants, mais plutôt parce que dans le cadre de ce mémoire nous nous penchons tout particulièrement sur la monnaie comme condition fondamentale des décalages entre régime d'accumulation et forme objective de la loi de la valeur. De plus, en tant que condition fondamentale des décalages, nous croyons que la sphère monétaire est le facteur le plus déterminant.

Deuxièmement, il est important de noter que l'écroulement définitif d'une hégémonie n'est pas un phénomène que l'on peut observer à chaque crise structurelle. Les travaux de Wallerstein, Braudel et cie. portant sur les cycles hégémoniques du système mondial (Hopkins & Wallerstein, 1982, Braudel, 1979 et 1988) semblent plutôt démontrer que les déclin hégémoniques s'étendent sur deux crises structurelles. La première met à jour le déclin de l'appareil productif de l'hégémon et ouvre une période d'accumulation financière exacerbée qui le maintient artificiellement au sommet de la hiérarchie. La deuxième met fin à ce parasitisme financier et aux décalages qui l'accompagnent et détruisent définitivement la hiérarchie qui était jusque là en vigueur. C'est ce que les cas des Provinces-Unies, du Royaume-Uni tendent à démontrer, et le cas actuel des USA semble suivre ce cours. Bien qu'il existe un risque de fixer la théorie du déclin hégémonique dans un cadre trop strict qui ne tienne pas compte de changements structurels fondamentaux qui s'opèrent actuellement, il est de notre avis que rien ne semble pour l'instant indiquer que le processus « habituel » ne suivra pas son cours. Nous y reviendrons lors de la conclusion de ce mémoire.

Troisièmement, le processus que nous avons décrit dans cette partie remet en question la financiarisation et la mondialisation du capitalisme. S'il est vrai, comme l'indique

Pineault (2002, 2003 et 2006), qu'il existe une tendance à la liquéfaction des rapports capitalistes par la financiarisation, la domination des intérêts du capital financier sur le capital productif que l'on remarque actuellement relève peut-être non pas d'une tendance mais d'une conjoncture spécifique. Elle pourrait être liée à un cycle économique où prédomine la suraccumulation mondiale de capital monétaire, le déclin hégémonique et un haut degré d'ouverture des économies nationales et pourrait éventuellement être remise en cause ou même renversée suite à une nouvelle crise majeure.

Le système de machines

Chaque régime d'accumulation qui se développe au sein du système s'accompagne d'un certain paradigme technique, qui représente la forme que prend le support technique et matériel dans lequel les rapports capitalistes se meuvent et se reproduisent. On sait qu'un régime d'accumulation est un ensemble institutionnel dont la rigidité endogène fait en sorte qu'il ne peut se transformer au même rythme que l'accumulation et finit par ne plus pouvoir répondre aux besoins du capital. Le même processus est vrai pour le paradigme technique inséré dans un régime d'accumulation : doté d'une nature plutôt rigide, un paradigme technique ne peut se transformer au même rythme que le processus d'accumulation et se voit éventuellement incapable d'en satisfaire les besoins. Comme avec un régime d'accumulation, la tension entre la rigidité d'un paradigme technique et la dynamique de l'accumulation est déplacée dans la sphère monétaire, jusqu'à ce qu'une crise structurelle révèle l'incompatibilité entre les deux et détruit le paradigme technique obsolète. La démonstration de cette hypothèse nécessite l'apport du belge Ernest Mandel. Son analyse marxiste des cycles technologiques reprend certaines idées de Schumpeter, tout en ayant le mérite de ne pas tomber comme ce dernier dans le piège du déterminisme technologique. Les arguments de Mandel s'insèrent à merveille, nous croyons, dans le cadre de notre propre analyse des crises structurelles.

Tout d'abord, afin de démontrer le caractère rigide d'un paradigme technique, il est important de voir en quoi l'innovation technologique est, au sein du système capitaliste, de nature discontinue. En effet, l'innovation s'effectue non pas de façon progressive et

continue, mais plutôt par grandes vagues suivies de relatifs ralentissements. Il en est ainsi car l'innovation est intimement liée aux cycles économiques. En effet, lors d'une phase dépressive, la faiblesse du taux de profit et la férocité de la concurrence stimule les différents capitaux privés ainsi que les États à entreprendre d'importants efforts d'innovations technologiques radicales afin de se démarquer de leurs concurrents et de renouer ainsi avec le profit. Plusieurs échouent, mais certains réussissent à produire de nouveaux moyens techniques qui leur permettent de hausser grandement leur productivité ou de favoriser d'une façon ou d'une autre l'accumulation de capital. En raison de leur succès manifeste, ces innovations techniques se répandent à l'ensemble du système, s'érigent en paradigme technique à l'intérieur d'un régime d'accumulation, et contribuent ainsi à la reprise du processus d'accumulation lors d'une phase cyclique ascendante (Mandel, 1980).

Lors d'une telle phase de reprise du profit, il s'effectue donc une propagation et un approfondissement du paradigme technique nouvellement développé, et ce jusqu'à son épuisement relatif. En effet, le capital a tendance à pousser jusqu'à son extrême limite les capacités de la technologie existante, qui va progressivement s'infiltrer à l'ensemble du processus de production et d'échange. Mais au cours de ce processus, cette technologie perd de son efficacité et les gains spectaculaires de productivité que l'on peut observer en début de phase ascendante font place à une croissance plus timide, voire carrément faible. L'accumulation de capital peine alors à se poursuivre sur la base d'un même paradigme technique puisque la production et la réalisation de plus-value à l'échelle sociale exige une constante et radicale révolution technologique, et non pas la surutilisation d'une même norme technique (Mandel, 1980). Il existe donc une contradiction entre un paradigme technique qui s'érige en dogme technologique, et la forme objective de la loi de la valeur qui ne peut se satisfaire de ce dogme.

On a vu dans les dernières pages comment ce type de contradiction, plutôt que d'être directement confrontée par le système, est déplacée dans la sphère monétaire et est autorisée à se maintenir et à se renforcer. Tant que, par toutes sortes de distorsions monétaires, le taux de profit global se maintient, le paradigme technique en vigueur se maintient lui aussi malgré son obsolescence par rapport aux besoins de l'accumulation. Si, malgré le ralentissement de la productivité, le capital réussit à dégager un profit, même artificiel, il n'a aucune raison de chercher à briser le moule du paradigme technique existant. Les coûts de l'innovation

radicale sont beaucoup trop massifs, les risques d'échec beaucoup trop grands et le retour sur investissement beaucoup trop improbable pour que d'intenses efforts soient déployés dans le but de révolutionner la technologie existante. Tant que l'épuisement technologique ne se traduit pas en une baisse du taux de profit, les capitalistes n'ont aucune stimulation à opérer des changements radicaux.

Cependant, le taux de profit ne peut éternellement se maintenir de façon artificielle et tordue, et lorsque éclate une crise structurelle qui détruit les distorsions monétaires, celle-ci révèle l'immobilisme technologique qui freine l'accumulation de capital. Incapables de dégager une productivité satisfaisante, bloquant le profit, les machines qui constituent le paradigme technique obsolète sont massivement dévalorisées, ce qui contribue au cercle vicieux de la dévalorisation de capital qui affecte le système lors d'une crise structurelle. La baisse du taux de profit qui s'ensuit constitue cependant un terrain fertile pour la révolution technologique radicale dont le système a tant besoin. Elle est effectuée par des firmes innovatrices qui prennent le risque d'investir massivement dans le développement de nouveaux moyens techniques, et ce dans le but de briser avec le bas taux de profit en profitant de possibles et alléchants retours sur leurs investissements. L'établissement d'un nouveau paradigme technique s'effectue, et le cycle recommence.

L'État

Dans la théorie de la régulation, L'État capitaliste joue un rôle central dans le système en ce qu'il a pour fonction d'assurer la reproduction d'ensemble de la société capitaliste et d'en médiatiser les tensions. Il est comme nous l'avons dit le théâtre où se reflètent et s'institutionnalisent les différents rapports de force sociaux. Si cela exclut de le considérer comme une force extérieure au capitalisme, cela ne signifie pas non plus qu'il faille le considérer comme soumis aux forces du marché. La reproduction des rapports capitalistes nécessite toujours un État doué d'un certain degré d'autonomie et d'une certaine capacité d'intervention sur ces rapports. De par ce rôle institutionnel, l'État est toujours, peu importe sa forme, un nœud central de tout régime d'accumulation. Conséquemment, il est un acteur central dans le processus de découplage entre régime d'accumulation et forme objective de la

loi de la valeur en ce qu'il contribue grandement à maintenir rigides les rapports de force institutionnalisés à l'intérieur d'un régime d'accumulation obsolète.

Premièrement, par son pouvoir monétaire, l'État participe au mouvement de divergence entre la valeur réelle et la valeur monétaire qui accompagne et autorise la suraccumulation de capital. Deuxièmement, par sa capacité d'institutionnalisation et de réglementation du marché, l'État renforce et assure la fixité de la forme des rapports capitalistes en vigueur. Il institue et codifie la forme du rapport salarial qui, nous le savons, provoque des déséquilibres dans les proportions de la masse de la valeur sociale s'il est trop rigide. Il institue et codifie aussi la forme du rapport intra-capital qui, quant à elle, n'est pas en mesure de réagir adéquatement aux transformations du processus d'accumulation s'il est trop rigide. Troisièmement, l'État, en tant qu'acteur économique par le biais de l'imposition ou de la production de valeur, modifie peu ses modalités d'interventions économiques face aux conditions d'accumulation de capital toujours changeantes. Il en est ainsi car tant la forme des rapports sociaux qui s'y expriment que sa lourde machine bureaucratique l'empêchent de se transformer au même rythme que la forme objective de la loi de la valeur. Tant et aussi longtemps que les déséquilibres et les décalages grandissants du système sont déplacés et étouffés à l'intérieur de la sphère monétaire, l'État, comme le reste du système, ne subit pas une pression suffisante pour le forcer à procéder aux rénovations majeures qui sont imposées par le processus d'accumulation. Il contribue ainsi au maintien du régime d'accumulation en vigueur, même si celui-ci est inadéquat.

La crise structurelle corrige les déséquilibres systémiques en provoquant une dévalorisation massive de capital monétaire et réel, ce qui provoque à son tour une destruction des institutions obsolètes. L'État, en tant que nœud central du régime d'accumulation, est frappé de plein fouet par cette destruction. La rigidité qui le caractérise ne peut qu'être renversée par les luttes sociales qui se déchaînent au sein du système et qui s'expriment en son sein par des conflits politiques aigues. Ces nouvelles luttes sociales modifient sa structure et son rôle social et économique jusqu'à ce qu'un rapport de force plus ou moins équilibré s'instaure et permette une reprise de l'accumulation de capital sur des bases nouvelles. On assiste à un processus d'institutionnalisation de nouvelles formes du rapport salarial, intra-capital, monétaire et de la division internationales du travail, processus

auquel l'État participe activement et dans lequel il va définir et instituer son propre rôle et ses propres fonctions.

CONCLUSION

Lors de ce travail, nous avons tenté d'enraciner le plus fermement possible les concepts de la théorie de la régulation avec la loi de la valeur de Marx. L'issue de notre problématique, l'édification des différents concepts, la logique de notre argumentation, naissent de nos efforts visant à rendre compatibles la théorie régulationniste avec la pensée de Marx. Nous croyons aussi que l'originalité de notre thèse, si une telle chose existe, découle du rapport contradictoire que nous tentons d'établir entre accumulation et régime d'accumulation, basée sur la flexibilité du système monétaire.

La notion de valeur-travail est bien évidemment la pierre angulaire sur laquelle s'articule la relation entre les concepts d'accumulation et de régime d'accumulation. Le concept marxiste de la valeur, en distinguant la valeur réelle de sa forme monétaire, permet une reconstruction de presque toutes les catégories économiques, du travail abstrait à la plus-value. Il permet l'établissement conceptuel des multiples relations contradictoires qui composent le système capitaliste, à commencer par les rapports de classe qui naissent du processus d'extraction de la plus-value. Il envisage aussi de distinguer plus clairement la substance de l'accumulation de sa forme, et surtout il permet d'imaginer le processus par lequel forme et substance peuvent coexister tout en étant contradictoires l'une avec l'autre. Finalement, la valeur marxiste permet d'établir une hiérarchie conceptuelle qui soit en mesure d'expliquer comment la contradiction entre accumulation et régime d'accumulation se solde par une crise qui égalise les processus capitalistes et rétablit la détermination de la substance sur la forme.

Le fait que l'ensemble de nos efforts théoriques repose sur le concept de valeur-travail peut donner l'impression d'un édifice conceptuel fragile reposant sur une notion philosophique démodée. En effet, pour l'économie contemporaine, envahie par des conceptions néo-libérales, l'idée de fonder la valeur sur le travail peut sembler contre-intuitive, pour ne pas dire erronée. Il en est ainsi parce que, comme nous l'avons vu, la perception de la valeur est fortement rattachée à la monnaie, qui semble être la source de

perception de la valeur est fortement rattachée à la monnaie, qui semble être la source de richesse et celle qui établit la valeur des différentes marchandises. Une telle pensée procède d'un cheminement qui inverse causes et effets et qui néglige certaines évidences de base. La monnaie n'a pas de valeur en soi. Elle ne crée rien et n'est utile à personne, elle ne fait qu'apposer un prix sur ce qui est déjà créé, elle ne fait que donner le pouvoir de mouvoir et de s'approprier le travail. Seul le travail crée. Il est l'activité par laquelle l'humain transforme son environnement pour répondre à ses propres besoins. L'ensemble du tissu social, qu'il soit matériel ou intangible, est issu du travail. L'économie se doit d'étudier la façon dont s'organise ce travail et comment ses fruits sont redistribués. Dans le cas du mode de production capitaliste, cela signifie d'étudier comment cette masse sociale qu'est le travail est récupérée, orientée et canalisée sous une forme particulière, le capital, et d'étudier les rapports sociaux qui en découlent. Nier le travail comme source de la valeur, c'est à notre sens croire en une forme de pensée magique. Comment, fondamentalement, les marchandises sont-elles créées si ce n'est par le travail? Seule une certaine forme de croyance en la création spontanée peut venir, au niveau théorique, remplacer l'activité créatrice qu'est le travail. Cette croyance, si elle peut sembler absurde, sous-tend pourtant la pensée économique contemporaine, qui ne peut éviter les contradictions propres à sa position qu'en refusant de se poser la question de l'origine de la valeur. Ce refus cache aussi, nous croyons, le refus d'aborder le système capitaliste sous un angle fondamentalement critique. En effet, l'analyse de la valeur amène à considérer le capitalisme comme un système très puissant mais aussi profondément injuste, instable, destructeur et arbitraire, ce qui remettrait en cause l'ensemble de la science économique telle qu'elle se pratique actuellement.

Cette position critique, la pensée de Marx l'embrasse dans toute son ampleur, et c'est ce qui fait sa force. La loi de la valeur permet à Marx de dégager les caractéristiques propres à une économie marchande, soit la production privée de marchandises destinées à être socialisées et dont le pôle d'échange est la monnaie. Se profile déjà, à l'intérieur un tel système économique, la distinction entre le travail et sa cristallisation dans des formes matérielles, et son représentant monétaire formel. Cette distinction opère une division dans le système marchand en séparant les différentes phases économiques en processus distincts, mais qui en même temps doivent réaliser leur unité sociale pour que le circuit économique soit bouclé. Production, consommation, valeur et monnaie, toutes des opérations qui doivent

se rejoindre et se compléter, mais qui peuvent aussi se développer de façon autonome et diverger systématiquement l'une de l'autre. Les déséquilibres qui naissent du développement autonome de processus économiques désynchronisés provoquent des crises, qui rétablissent brutalement l'harmonie du système marchand. La notion de la crise comme la grande égalisatrice, comme un mécanisme extrême et violent de régulation, est absolument vitale dans la compréhension des dynamiques du système marchand.

Mais la crise n'est qu'un potentiel du système marchand, une éventualité qui est réveillée par l'extension des rapports marchands en rapports capitalistes. L'extraction de plus-value, fruit de la transformation du travail lui-même en marchandise, fabrique deux types de rapports de production qui eux-mêmes sont à l'origine de deux types de classes sociales, les travailleurs et les capitalistes. Les rapports de classe qui en découlent, qui s'articulent autour de l'appropriation de la plus-value sociale, sont profondément antagoniques et crée une certaine forme hautement institutionnalisée de lutte des classes. La lutte des classes est un caractère fondamental du capitalisme qui le pousse constamment vers une croissance tout azimut du capital social, mais une croissance fortement déséquilibrée car elle réveille les contradictions qui sommeillaient à l'intérieur du système marchand. Les rapports capitalistes introduisent des disproportions dans le partage de la valeur sociale et interdisent la coordination des processus économiques, ce qui a pour effet de lancer périodiquement le système sur les voies d'une croissance déséquilibrée, qui se traduit en suraccumulation de capital. Celle-ci trouve refuge et racine dans la contradiction entre valeur réelle et valeur formelle, et s'exprime comme un décalage progressif entre les deux. La crise propre au système marchand s'affirme alors comme le dénouement inévitable de ces déséquilibres capitalistes et effectue le retour à l'équilibre par la destruction du capital accumulé en trop.

C'est sur la base de la loi de la valeur de Marx que s'établissent les concepts de l'école de la régulation. Celle-ci soulève deux problématiques comme point de départ de son analyse et les lie ensemble. Premièrement, comment rendre compte de la diversité historique et sociale des formes capitalistes? Deuxièmement, comment s'effectue la régulation d'un système aussi contradictoire qui, malgré sa tendance à produire périodiquement des crises, a brillamment réussi à perdurer et à s'adapter à ses propres contradictions. Le concept de régime d'accumulation apporte une réponse à ces deux

questionnements. D'abord, la loi de la valeur de Marx rend compte des rapports capitalistes dans ce qu'ils ont de plus fondamentaux et de plus abstrait. Pour les aborder de façon plus concrète dans l'espace et dans le temps, il faut voir comment ils s'articulent sous une forme institutionnelle particulière, un régime d'accumulation, qui donne une cohérence et une existence et un mode d'existence et de fonctionnement concret et spécifique aux rapports capitalistes abstraits. Ensuite, un régime d'accumulation n'est pas qu'une forme arbitraire que prennent les rapports capitalistes. Il est aussi un ensemble d'institutions qui visent à réguler les processus capitalistes de façon à assurer une accumulation de capital équilibrée et stable et ainsi mettre en échec, temporairement, la tendance entropique du système capitaliste. Temporairement, car même un examen historique des plus superficiel nous apprend que les mécanismes de régulation qui procèdent des régimes d'accumulation ne peuvent assurer éternellement la stabilité du système. Sur un temps long, les régimes d'accumulation finissent tous par s'écrouler sous le poids des contradictions capitalistes, un écroulement qui prend la forme d'une crise structurelle, ou crise majeure.

Ce qui nous ramène à notre interrogation centrale, à savoir la nature des crises structurelles. S'il est clair que les crises structurelles procèdent de l'accumulation de contradictions à l'intérieur d'un régime d'accumulation, il faut savoir quelle est la nature de ces contradictions, et par quels mécanismes et processus elles se déploient en une crise majeure qui détruit un régime d'accumulation. La thèse que nous avons cherché à défendre est que les crises majeures découlent de l'incompatibilité entre la dynamique propre à l'accumulation de capital et la rigidité institutionnelle propre à un régime d'accumulation chargé de réguler l'accumulation. Un régime d'accumulation enferme dans un carcan institutionnel des rapports qui par leur nature profonde sont en constante transformation. L'accumulation est dynamique et changeante mais se cristallise en des formes institutionnelles stables et plutôt rigides. Cette contradiction est selon nous propre au capitalisme et à tout les régimes d'accumulation. C'est d'une certaine façon une reformulation d'un antagonisme que relève déjà Marx dans le *Manifeste du parti communiste*, à savoir la contradiction entre l'état des forces productives et les rapports sociaux qui en découlent. Cet antagonisme engendre un développement autonome de la forme et de la substance de l'accumulation. La question est alors de savoir comment est possible la coexistence de deux choses intimement liées l'une à l'autre mais en contradiction l'une avec

l'autre. Comment un développement particulier des forces productives peut se superposer à des rapports sociaux malgré une accumulation progressive de divergences entre les deux? La réponse est qu'à mesure que s'élargit le fossé entre forme et substance, il doit y avoir des ponts suffisamment flexibles et élastiques qui puissent les lier ensemble, qui puissent amortir les tensions. Nous avons maintes fois répété que c'est la sphère financière qui autorise un décalage progressif et systématique entre accumulation et régime d'accumulation. La contradiction entre forme et substance de l'accumulation est alors déplacée et s'exprime dans un antagonisme entre forme et substance de la valeur.

La forme valeur, de par sa nature élastique, immatérielle et intangible, permet les distorsions les plus aigues. En tant que chosification du travail social, elle autorise et suggère le fétichisme, dont les formes les plus extrêmes s'affirment tout naturellement lorsque le décalage entre accumulation et régime d'accumulation atteint lui-même son point d'extrême limite⁴. À ce moment, la tension qui découle des distorsions infiltrées dans le système est telle que la seule avenue possible pour assurer la reproduction des rapports sociaux encastrés dans un régime d'accumulation obsolète est la création massive *ex nihilo* de « richesses » par le biais de la production monétaire. Cet artifice ne fait qu'engager plus profondément le système dans la contradiction d'origine, et nécessite une escalade exponentielle de monnaie et de crédit qui ne peut être viable à moyen et à long terme car elle aggrave considérablement les tensions ressenties. L'artifice révèle ses limites quand l'emballement de la monnaie fait place à sa destruction par le biais d'une crise. La grande égalisatrice doit frapper fort pour éliminer à la fois la suraccumulation de capital monétaire, la suraccumulation de capital-marchandises et l'existence d'institutions qui ne se révèlent qu'être un frein au développement de l'accumulation de capital.

Et maintenant, la fin du régime d'accumulation contemporain?

⁴ Il n'est d'ailleurs pas surprenant, à cet égard, que notre époque actuelle où la finance règne en maître ait produit une science économique qui établit un voile entre travail et monnaie et qui donne à l'argent le pouvoir magique de se reproduire lui-même.

À la lumière de l'analyse théorique que nous avons réalisé dans le cadre de ce mémoire, il nous est impossible de ne pas faire de liens avec les récents troubles qui affectent assez sévèrement la finance mondiale et tout particulièrement la finance américaine. Après 5 ou 6 années de « bull market » durant lesquelles la valeur moyenne des produits financiers a explosé et les places boursières se sont animées d'un optimisme délirant, l'été 2007 semble avoir révélé les limites et les dysfonctionnements de la finance moderne. L'écrasement de la bulle spéculative qui faisait rage dans le marché immobilier a causé l'irruption du problème des *subprime*, qui lui-même a déclenché un gel des marchés du crédit qui nourrissent la hausse des valeurs financières. Les marchés boursiers ont naturellement assez mal réagi à ces dysfonctionnements, et malgré de multiples interventions des autorités monétaires, les pertes financières engendrées se sont répercutées dans « l'économie réelle », qui elle-même connaît maintenant la stagnation et menace d'entrer en récession.

Comment appliquer le cadre conceptuel construit dans ces pages aux problèmes qui affectent actuellement l'économie américaine? Nous dirons que *ces troubles sont les signes d'un vaste et grandissant décalage entre le régime d'accumulation actuellement en vigueur aux USA et dans l'économie mondiale et la forme objective et mouvante des normes de production et d'échange propres à l'accumulation réelle*. Pour supporter cette hypothèse, nous tâcherons d'abord de définir très brièvement les paramètres institutionnels généraux du régime d'accumulation que, à défaut de trouver mieux, nous nommerons la globalisation néolibérale. Ensuite, nous verrons en quoi les rapports sociaux, tels qu'ils sont institutionnalisés à l'intérieur de la globalisation, sont inaptes à réguler l'accumulation de capital et comment la sphère monétaire vient autoriser leur coexistence contradictoire. Finalement, nous verrons comment les troubles actuels sont selon nous les signes que la contradiction entre forme et substance de l'accumulation a atteint un point extrême et risque d'être éliminée par une crise structurelle.

La globalisation résulte directement de la crise du fordisme des années 70. Le fordisme, après avoir permis une croissance extrêmement forte pendant près de 25 ans, s'est révélé durant cette décennie comme frein institutionnel à l'accumulation de capital, et ce pour trois raisons principales. Premièrement, grâce à un rapport de force institutionnalisé qui lui était favorable, la classe des travailleurs s'appropriait une part si importante de la valeur

sociale que cela grugeait lourdement sur la plus-value dégagée par le capital, ce qui défavorisait l'investissement. Deuxièmement, la forte réglementation étatique qui caractérisait la sphère monétaire interdisait au capital de trouver refuge à la baisse de sa rentabilité dans les marchés financiers. Troisièmement, aux USA, la perte de l'avantage productif qui avait caractérisé l'économie américaine par rapport à l'économie mondiale menaçait son statut hégémonique.

La globalisation néolibérale est donc la réaction du système face à ces contradictions qui pesaient sur sa reproduction. Sa première phase, initiée aux USA et au Royaume-Uni sous Reagan et Thatcher durant les années 80, consiste en la destruction des institutions obsolètes qui composaient le régime fordiste, qui ont été remplacées par des institutions qui devaient permettre la reprise de l'accumulation. Elle peut être décrite comme une généralisation, une financiarisation et une intégration des rapports capitalistes à la majeure partie de la planète, combinée avec une déréglementation du capital qui l'autorise à bénéficier d'une mobilité si grande qu'il peut mettre en concurrence directe différents systèmes sociaux. C'est un régime d'accumulation qui origine principalement des USA et de quelques pays anglo-saxons, mais qui se répand à travers la planète. Il s'agit cependant de spécifier que les différentes économies nationales ou régionales n'ont pas été totalement homogénéisées et conservent certaines de leurs caractéristiques propres ainsi qu'une partie de leur autonomie. Mais il existe tout de même une lourde tendance qui pousse l'ensemble de l'économie mondiale vers un même régime d'accumulation globalisé.

Premièrement, au niveau du rapport salarial, on assiste à un renversement du rapport de force qui caractérisait le régime fordiste. Face aux obstacles majeurs à l'accumulation de capital que provoquaient la position de force dont jouissait le travail, le capital a lancé une véritable offensive générale afin de rétablir un rapport de force qui lui était favorable. Le fer de lance de cette offensive est d'abord la généralisation du salariat au sein de sociétés non occidentales (Aglietta, page 440), qui a permis au capital de bénéficier d'une vaste armée de réserve de travailleurs facilement contrôlable, peu revendicatrice et très compétitive. Face à cette concurrence du cheap labour international, les travailleurs des économies plus développées voient leur pouvoir de négociation et leurs outils de combat s'affaiblir, ce qui tire vers le bas la progression de leurs salaires réels au profit des profits capitalistes. Cette conjoncture objective s'est vue renforcée par une campagne politique, sociale et idéologique

orchestrée par les élites économiques et la pensée néolibérale. Cette campagne s'est attaquée, à tous les niveaux, aux positions syndicales et sociale-démocrates, et ce au nom d'une idéologie de libre-marché qui en fait a servi à légitimer le tournant profondément régressif qu'a pris le système. La justification a pris racine tant au niveau de la population en général qu'au niveau des élites politiques et intellectuelles. L'offensive du capital a connu un brillant succès, puisque les salaires réels des travailleurs ont littéralement stagné, parfois baissé, alors que les profits engrangés par le capital ont explosé. L'accentuation des inégalités économiques, phénomène contemporain tant décrié mais rarement analysé, trouve là sa source fondamentale. En termes de valeur, on peut dire que la proportion de plus-value par rapport à la masse totale de valeur a fortement augmenté, aux dépens bien sûr de la masse de valeur octroyée aux salaires.

Deuxièmement, au niveau du rapport intra-capital, il y a eut un approfondissement des paramètres de la concurrence qui prévalaient dans le régime fordiste. La nouvelle division du travail, basée sur la mise en concurrence des différents marchés du travail créés par la généralisation du salariat, a imposé de nouvelles formes aux capitaux autonomes, qui organisent maintenant leurs processus de mise en valeur sur une échelle mondiale. Les grandes corporations ont internalisé en leur sein divers procès de production qui se répartissent à travers la planète, et se livrent une concurrence à travers les marchés mondiaux. Afin de faire face à la concurrence qu'il se livre à lui-même, le capital s'est concentré toujours plus suite à de multiples vagues de fusions et acquisitions qui ont éliminé les capitaux les moins performants. La propriété de ces capitaux s'est liquéfiée et diffusée par le biais de titres financiers, ce qui a largement déplacé la concurrence vers la sphère financière et a permis à la finance d'imposer sa propre logique et son fonctionnement à l'ensemble du circuit économique. Les marchés financiers sont maintenant devenus le champ de bataille sur lequel la lutte pour l'appropriation de la plus-value mondialement produite s'exerce.

Troisièmement, au niveau du rapport monétaire, on assiste à une déréglementation tout azimut qui consolide et renforce la centralité de la finance. L'abandon de l'étalon-or aux débuts de la crise du fordisme a été le premier pas vers une libéralisation générale de la production monétaire par rapport à : 1) toute forme de processus objectif de production 2) toute forme de réglementation stricte quant à sa production institutionnelle ou à ses déplacements. La production de monnaie ou d'outils devant jouer un rôle similaire est

devenue entièrement endogène au circuit économique, et le système bancaire est principalement devenu un sein nourricier pour les marchés financiers, vers lesquels, nous l'avons vu, convergent et prennent forme la majeure partie des rapports capitalistes. Cela crée une masse extrêmement mobile de capital monétaire qui, à la recherche de rentabilité facile et rapide, se déplace de valeur en valeur et les met ainsi en compétition forcée l'une avec l'autre sur la base de ses propres besoins. La constante nécessité de dégager une plus-value de cette masse monétaire implique, par la titrisation, la transformation de toute forme de rapport économique en rapport financier, ce qui permet d'ouvrir de nouvelles possibilités de rentabilisation de cette masse grandissante de capital monétaire. La transformation de l'épargne salariale en investissement financier par le biais des fonds mutuels est un bon exemple de cette tendance. Aucune valeur ne se trouve maintenant à l'abri de la financiarisation, et les « alchimistes » de ces véritables « usines à saucisses » financières qui se dressent sur Wall Street ont maintes fois prouvé qu'ils peuvent, grâce au formidable pouvoir institutionnel de leur méthodes comptables, transformer à peu près n'importe quel rapport social en produits financiers attrayants.

Quatrièmement, au niveau de l'État, le nouveau régime d'accumulation se caractérise par le recul prononcé de l'encadrement étatique qui enserrait le capital lors du régime fordiste. Les transformations qui ont affecté les rapports capitalistes ont été réalisées en grande partie grâce au retrait de l'État et à sa soumission à la nouvelle logique du capital. L'État a déréglé la production monétaire et les marchés financiers, ce qui a permis à la finance de s'imposer comme la médiatisation obligatoire des rapports capitalistes. Que ce soit par la baisse des prestations de chômage ou encore par des modifications des régimes d'imposition, il a progressivement démantelé des mesures juridiques, économiques et sociales qui favorisaient les travailleurs dans la lutte pour le partage de la masse totale de la valeur sociale. Par le biais de la privatisation, il s'est retiré de nombreux secteurs économiques dont il avait la charge sous le régime fordiste comme la santé, les communications ou l'énergie électrique par exemple. Ce recul ne doit pas seulement être considéré comme une bataille que l'État a perdu contre le capital, ce qui donnerait l'impression que l'État est une entité autonome séparée du capitalisme et de son fonctionnement. Au contraire, l'État, en tant qu'organisme servant à la reproduction de la

société capitaliste et reflétant les rapports de force qui s'y forment, a initié et participé activement à son propre retrait.

Cinquièmement, au niveau de la division internationale du travail, la globalisation a remplacé les USA au centre d'une économie mondiale dont les différents processus sont extrêmement intégrés. La généralisation du salariat dans le monde non-occidental a ouvert ces sociétés au capitalisme et décuplé la masse totale de travail convertie en capital. La libéralisation et l'uniformisation des marchés et le retrait de l'État ont créé un véritable marché mondial qui tend à homogénéiser le travail capté sous la forme d'une norme unique de travail abstrait, et qui tend à apposer une valeur d'échange unique à toutes les marchandises, monnaies et titres financiers de la planète capitaliste. Paradoxalement, cette tendance à l'homogénéisation propre à la globalisation prend racine dans l'hétérogénéité des différents systèmes sociaux qui composent l'économie mondiale, hétérogénéité qui permet au capital de mettre en compétition un système social avec l'autre afin de forcer l'un et l'autre à offrir des conditions favorables à sa reproduction élargie. Dans ce monde hétérogène et hiérarchisé, les USA ont su maintenir leur position prédominante qui semblait pourtant menacée lors de l'écroulement du régime fordiste. Ils l'ont fait principalement grâce à leur position de force au sein de la finance mondiale, qui leur a permis de compenser la perte de leur avantage productif par le contrôle qu'ils exercent sur la masse mondiale de capital monétaire et sur les marchés financiers au sein desquels cette masse monétaire se valorise.

Sixièmement, au niveau du paradigme technique, la globalisation se caractérise par un paradigme technologique axé sur le traitement de l'information qui a facilité les processus de globalisation. Ce paradigme est né durant les années 70 et surtout 80, alors que les difficultés économiques ont favorisé de grandes vagues d'innovation qui ont mené au développement de nouvelles techniques informatiques radicalement originales. Elles se sont répandues à travers le circuit économique vers la fin des années 80 et le début des années 90, ce qui a permis à certaines firmes leaders de dégager d'importants surprofits en misant sur ces nouvelles techniques. De plus, grâce à ces technologies, la nouvelle économie et la nouvelle finance globalisée ont trouvé un support physique en un système extrêmement complexe et vaste de communications et de traitement de l'information qui écrase les distances géographiques qui auraient pu se dresser comme un obstacle au processus de globalisation.

Maintenant que nous avons brièvement défini la globalisation néo-libérale en fonction des paramètres propres à l'analyse régulationniste, il nous faut voir comment ce régime d'accumulation possède en lui-même la capacité à se mettre en échec. Plus spécifiquement, comment les rapports capitalistes, tels qu'ils sont institutionnalisés sous la globalisation, se révèlent maintenant être un frein à l'accumulation de capital qu'ils sont chargés de réguler. Nous allons voir comment cela provoque des déséquilibres, une suraccumulation de capital, une fuite dans la sphère monétaire et doit éventuellement mener à une crise.

Tel qu'il est institutionnalisé, le rapport salarial tend à introduire de très sérieux déséquilibres dans le partage de la valeur, qui se transforment en suraccumulation de capital productif. L'offensive contre les travailleurs a réussi à imposer un taux social de plus-value qui tire vers le bas leur consommation et donc la demande effective pour les marchandises qu'ils produisent. La baisse de la demande ne s'est cependant pas répercutée vers l'offre, puisque qu'elle est soutenue artificiellement par le système de crédit. En effet, aux USA surtout, jamais une économie n'a encore été aussi dépendante du crédit à la consommation que le sont aujourd'hui les travailleurs américains. Le système bancaire dans son ensemble favorise l'endettement massif, systématique et surtout cumulatif des consommateurs, comme en témoignent tous les indicateurs d'endettement et d'épargne connus. Le crédit cumulatif a autorisé et validé une forte croissance de la consommation, et donc une forte croissance de la production, alors même que le partage réel de la valeur y est antagonique. Le cas des subprimes est révélateur de cette suraccumulation de capital productif. Le système bancaire a autorisé des prêts énormes à une classe de consommateurs défavorisés afin de soutenir leur consommation de marchandises immobilières, ce qui a permis de soutenir l'industrie de l'immobilier en boom aux USA et ailleurs. Maintenant, on prend conscience que ces prêts n'étaient absolument pas viables, et que le crédit s'est transformé en machine à produire de l'argent qui nourrissait la bulle immobilière. Et ce n'est pas que le subprime qui pose problème, c'est l'ensemble du crédit à la consommation qui se révèle être un engagement financier impossible qui n'a fait que nourrir une divergence grandissante entre l'offre et la demande de marchandises. La destruction du crédit risque d'exposer et de détruire ce décalage, et donc de détruire la suraccumulation de capital par la destruction de capital.

Au niveau du rapport intra-capital, la centralité de la finance dérégulée dans les modalités de la concurrence a grandement détaché le processus de formation du profit de l'extraction de plus-value réelle et permet le maintien de structures capitalistes obsolètes et inefficaces. Les marchés financiers étant la clef de voûte de la concurrence globalisée, l'ensemble de la structure capitaliste est orientée et constituée en fonction de capter les profits financiers, très souvent aux dépens de la production de capital réel. Pineault a démontré comment la finance, si elle opère effectivement en fonction de sa propre dynamique autonome par rapport à l'économie réelle, oriente celle-ci en fonction de ses propres intérêts grâce à sa centralité dans les rapports de concurrence. Par exemple, la planification à long terme de la production est souvent sacrifiée à l'avantage de réorganisations visant à plaire immédiatement aux investisseurs. Une masse de travail formidable et hautement qualifiée, la classe des experts financiers qui se comptent par dizaines de milliers dans les Wall Street de ce monde, est dépensée dans le seul but de capter une valeur monétaire sans que ce travail ne mène à aucune production de valeur réelle. Finalement, les connections qu'entretiennent les marchés financiers avec le système bancaire résultent en une inflation de la masse monétaire ciblée sur les valeurs financières et la formation de grosses bulles spéculatives nourries par un crédit facile et cumulatif. De façon caricaturale, c'est une suraccumulation de capital monétaire qui fait apparaître l'élite financière comme une classe plus ou moins schizophrénique d'investisseurs qui luttent entre eux à l'intérieur d'une bulle fermée où sur des écrans s'affichent des chiffres qui montent et descendent sans que ceux-ci n'aient aucun rapport avec la réalité de l'économie qu'ils maîtrisent et déterminent. Ce pourrait être drôle si cette élite financière n'était pas propriétaire du monde, et si ce casino global n'était pas autre chose qu'une pompe qui déverse une quantité vraisemblablement infinie d'argent dans les poches des requins de la finance.

Comme nous l'avons vu, la suraccumulation de capital monétaire et de capital productif a grandement bénéficié d'un système bancaire déréglementé, libre d'introduire quantité de monnaie et de crédit dans les marchés financiers. Toutefois, la reproduction de cette masse de capital fictif devient progressivement de plus en plus lourde à supporter pour la nature même du rapport monétaire. Le système bancaire n'a pas été en mesure de défendre la hiérarchie monétaire face à la contradiction entre valeur et forme de la valeur. La

multiplication, à tous les niveaux de l'économie mondiale, de bulles spéculatives où se réfugient une masse d'outils monétaires convertie en produits financiers de toutes sortes (bons du trésor, actions, dérivatifs, etc.) pèse comme une épée de Damoclès sur le capitalisme mondial. Tant que le crédit coule à flot et que ces bulles spéculatives gonflent, les valeurs financières voient leur valeur grimper et le taux de profit moyen se maintient à un niveau très élevé. Mais comme des bulles de savon, la croissance des bulles spéculatives accroît parallèlement leurs propres distorsions et déséquilibres, ce qui les fragilise grandement. Si un élément déclencheur, comme une crise de confiance ou un gel du crédit, vient à les crever, une masse de capital financier cherche alors à fuir vers des valeurs perçues comme plus sécuritaires, vers le haut de la pyramide monétaire. Du capital fictif, autrefois isolé aux confins d'une bulle spéculative et nourrissant une inflation ciblée de valeurs financières permettant le maintien du taux de profit moyen, cherche tout d'un coup à s'en échapper pour gagner le monde des valeurs réelles, ou perçues comme telles. Nous avons vu que deux alternatives s'offrent alors : 1) on bloque le chemin à ce capital en ne lui offrant aucune possibilité de se transformer en liquidité, ce qui provoque une déflation ciblée des valeurs 2) on autorise le capital fictif à se transformer en liquidité ou à se convertir dans une valeur plus solide, ce qui provoque une déflation de la monnaie elle-même, c'est-à-dire une inflation.

Les récents événements qui ont frappé la finance mondiale tendent à démontrer qu'un épisode semblable se produit sous nos yeux. Le problème des subprime a intimidé le système bancaire et jeté le doute sur certaines gammes de produits financiers, ce qui a créé une aversion du risque chez les investisseurs et les prêteurs et provoqué une contraction de l'ensemble du système de crédit qui nourrissait la suraccumulation de capital monétaire et les bulles spéculatives. Privés de crédit, les valeurs financières ont été tirées à la baisse, et le début d'un retrait massif de capitaux des marchés financiers de la planète fait peser la menace d'une déflation généralisée. Pire encore, le gel du crédit pouvait se répandre au crédit à la consommation, ce qui aurait pour effet de briser la demande effective. Pour répondre à cette menace, les grandes banques centrales, particulièrement la Fed et la BoE, ont débloqué des quantités énormes de liquidités et ont drastiquement abaissé les taux directeurs afin d'éponger les pertes financières subies et de dégeler le crédit. La réaction des investisseurs, si elle a tardé à se faire sentir, s'est finalement révélée positive : les marchés boursiers, dès le mois de février 2008, sont repartis à la hausse, misant sur de nouvelles valeurs comme les

matières premières ou les denrées alimentaires. Cependant, ces déplacements de capital fictif ont directement nourri l'inflation. En effet, en injectant des masses de monnaie liquide destinées à éponger des pertes financières, les banques centrales ont affaibli la valeur de leur propre monnaie en socialisant des titres sans aucune valeur. De plus, en autorisant la poursuite et le déplacement de bulles sur les matières premières, la spéculation s'exerce maintenant sur des valeurs tangibles qui sont profondément insérées dans la production et la consommation de valeur réelle. La récente hausse tout à fait spectaculaire des prix du pétrole, des matières premières et de la nourriture commence à se faire sentir un peu partout sur la planète et coince tant les producteurs que les consommateurs qui doivent faire face à une inflation galopante qui pèse lourd sur la reproduction de leur activité économique. Il est maintenant à craindre que si le gel de crédit n'a pas entamé la consommation, l'inflation risque de le faire.

Au final, le maintien d'un processus de suraccumulation de capital par l'injection de monnaie ne peut se poursuivre que jusqu'à une certaine limite. En tentant de dépasser cette limite, le système bancaire ne fait que déplacer des contradictions qu'il ne maîtrise plus et qui le dépassent. Sa capacité d'agir sur une économie profondément déséquilibrée est grandement limitée par le carcan institutionnel néolibéral dans lequel il est emprisonné, et qui ne correspond plus aux réels besoins de l'accumulation. Sa seule façon de réagir aux déséquilibres est de tenter de poursuivre à l'infini l'inflation nominale des valeurs, un plan qui est condamné d'avance.

Cette incapacité d'agir de façon à corriger les déséquilibres qui affectent l'économie mondiale globalisée caractérise parfaitement l'ensemble des instances étatiques, surtout celles des pays du centre. En organisant son propre retrait de l'économie, l'État s'est départi des outils lui permettant d'intervenir de manière efficace dans le domaine économique. Il a créé un monde où la mobilité du capital est telle qu'il est extrêmement difficile de le réguler. De toute façon, l'État est à ce point assujéti aux exigences du capital et de l'idéologie néolibérale qu'il ne possède pas l'initiative requise pour entreprendre une révision en profondeur de son rôle économique. Conséquemment, la réponse de l'État aux différentes crises qui sont venues perturber la croissance économique des 25 dernières années (la crise des technos ou la crise asiatique, par exemple) a été de systématiquement privatiser, déréguler, déréglementer, jeter du crédit sur le problème et s'engager toujours plus

profondément dans le régime d'accumulation néolibéral globalisé. Paradoxe inquiétant surtout si l'on considère que ces crises sont justement le fruit des contradictions propres à ce régime institutionnel. La réaction récente de l'État américain face à la crise actuelle – coupures d'impôts, production de monnaie, endettement massif – témoigne de cette incapacité à mettre en branle des mesures nouvelles et efficaces, au profit d'interventions qui ne font qu'approfondir le problème à moyen et long terme. Il est à parier que, dans le cas où une crise majeure frapperait l'économie mondiale, les États qui ont su défendre leur rôle économique vont être en meilleure position pour défendre leur économie nationale contre les effets de la destruction de capital.

La suraccumulation qui se profile au sein de l'économie mondiale ne s'exprime pas de façon homogène mais s'articule plutôt en fonction de forme hiérarchique que prend la division internationale du travail. La généralisation du salariat a largement déplacé les capacités productives de l'économie mondiale vers certains pays dits émergents, des pays surtout asiatiques dont la Chine est le chef de file. Si ces pays émergents concentrent la hausse de la productivité mondiale, les pays développés du centre, de par leur capacité à maîtriser les appareils de la finance internationale, constituent toujours l'essentiel de la demande de cette production de marchandises, mais une demande maintenant largement alimentée par le crédit. La suraccumulation de capital productif trouve alors son corollaire en la suraccumulation mondiale de capital financier. Malgré leur intégration et leurs interrelations, les différentes économies nationales ressentent fortement le poids de cette suraccumulation et luttent entre elles pour exporter les dévaluations propres à la suraccumulation, que ce soit par la manipulation des taux de change, la compétition pour offrir des conditions très attrayantes de rentabilité pour le capital mobile ou encore la déréglementation des marchés financiers afin de garantir un taux moyen de profit de plus en plus élevé.

Au sein de la suraccumulation mondiale de capital, la position hégémonique des USA apparaît de plus en plus comme fragile et artificielle car elle repose d'avantage sur la capacité de la finance américaine à aspirer la valeur créée ailleurs dans l'économie mondiale, ce qui provoque un accroissement cumulatif de décalages entre flux de valeur réelle et flux de valeur monétaire. La perte de l'avantage productif américain qui caractérisait la fin du régime fordiste s'est approfondie avec la globalisation. La création d'un régime financiarisé et

dérégulé où les USA peuvent profiter de la puissance de leurs institutions financières pour compenser le recul de leur productivité a été un cadeau empoisonné, car il a renforcé la désindustrialisation relative des USA et consolidé la dépendance de l'économie américaine envers la rentrée massive de capitaux monétaires. Libre de tout carcan, le capital productif continue à fuir les USA, ce qui nécessite une croissance exponentielle de capitaux financiers afin de s'approprier les marchandises produites ailleurs dans l'économie mondiale et de maintenir un taux de profit moyen élevé dans une économie de moins en moins productive. La dépendance des USA envers le capital financier s'exprime par un recours massif au crédit et par l'endettement à tous les niveaux de la société américaine. La balance commerciale hautement déficitaire, les dettes publiques fédérale, étatiques et municipales, l'exportation de dollars produits « out of thin air » en échange de marchandises tangibles comme le pétrole sont le signe d'un cercle vicieux impossible à maintenir infiniment. Les USA exportent leurs contradictions internes sous la forme d'une exportation d'un endettement impossible à respecter en échange de marchandises réelles. C'est leur fonction de consommateurs de la surproduction mondiale de marchandises qui permet aux USA de bénéficier pour l'instant de rentrées de capitaux, mais ce rôle semble remis en question par la crise actuelle. La crise financière a rendu les marchés américains beaucoup moins attrayants pour les capitaux étrangers. De plus, la socialisation par la Fed des pertes financières par une production de liquidité a envenimé le problème déjà existant de la suraccumulation de dollars américains, dont la valeur baisse rapidement et pousse les investisseurs étrangers à se départir du *greenback*, qui voit son rôle de première devise mondiale menacé par la dévaluation.

Finalement, au niveau technique, il existe un important décalage entre le paradigme technologique existant et les obstacles qui se dressent face à l'accumulation de capital. Tout d'abord, les nouvelles techniques informatiques, après avoir initié pendant les années 90 un boom économique qui annonçait, selon les apologistes de l'époque, l'ère révolutionnaire de la *new economy* basée sur le traitement de l'information, ont révélé leurs limites. Il est impossible de modifier radicalement un système social sur la base de simples changements techniques, et les nouvelles technologies informatiques ne font pas exception à la règle. Comme tous les autres paradigmes technologiques antérieurs, l'informatique a permis un élan de productivité dans les premières phases de son implantation dans le circuit économique,

mais cet élan s'est essoufflé. La crise des technos des années 2000 a rapidement démontré que la *new economy* était plus une utopie néo-libérale qu'une réelle révolution économique.

De plus, si les innovations en matière de traitement de l'information ont été fulgurantes durant les dernières décennies, on oublie fréquemment que le paradigme technologique dans lequel nous vivons nous provient principalement du fordisme et présente maintenant de sérieuses lacunes. La plus évidente concerne la dépendance du système économique envers le pétrole et le charbon pour s'alimenter. Ces sources d'énergie, bon marché, abondantes et faciles d'accès à une certaine époque, se révèlent maintenant comme limitées, très coûteuse et de plus en plus difficiles d'accès et très dommageables pour l'environnement. Le cas des USA est flagrant. Ayant épuisé la majeure partie de ses propres ressources en pétrole et charbon, l'économie américaine est devenue totalement dépendante de ces ressources extraites aux quatre coins du monde, surtout au Moyen-Orient. La canalisation quotidienne de millions de barils de pétrole vers les raffineries américaines nécessitent des investissements colossaux tant au niveau financier qu'au niveau politique et militaire. La rareté grandissante du pétrole, conjuguée à une explosion de la demande américaine et de pays émergents comme la Chine, provoque une inflation galopante du prix du baril qui est aggravée par la spéculation financière. Plusieurs envisagent de réduire les besoins en pétrole des USA, mais des années de pétrole bon marché ont rendu la société américaine structurellement extrêmement dépendante. La production d'électricité, le transport et même le type d'habitation privilégié aux USA, la banlieue, rendent tout changement à ce niveau très complexe, voire même impossible. Il faudrait un choc économique ou environnemental terrible pour forcer les USA, par la force des choses, à mettre un terme à leur dépendance et à vraiment transformer profondément le paradigme technologique dans lequel ils évoluent depuis des décennies.

La rapide analyse que nous venons de faire visait surtout à démontrer comment le cadre théorique régulationniste peut être appliqué à un cas concret, celui du régime d'accumulation globalisé dans lequel nous évoluons. Nous avons tenté de mettre en évidence les tensions et les contradictions qui affectent l'économie mondiale, et plus particulièrement l'économie américaine, et de les réinterpréter à la lumière de notre thèse. Nous n'oserons pas cependant affirmer que la crise actuelle des marchés financiers se transformera en une crise

majeure qui va détruire le monde économique dans lequel nous vivons, bien que ce soit possiblement le cas. Ce que nous oserons affirmer, c'est que nous croyons fortement qu'il est futile de croire que, comme Fukuyama et de nombreux autres l'ont déjà affirmé, l'histoire s'est arrêtée avec la chute du communisme et l'avènement du néo-libéralisme. Si réfuter cette thèse naïve semble de nos jours une banalité intellectuelle, faire face aux conséquences qu'implique la réfutation de la fin de l'histoire est selon nous beaucoup moins banal dans les cercles académiques. Si l'histoire du système capitaliste ne s'arrête pas, cela signifie que les violentes fluctuations, crises et retournements de conjoncture qui l'ont toujours accompagné vont se répéter encore et aussi longtemps que ce système domine nos sociétés. Les puissants antagonismes qui le meuvent ne se sont pas affaiblis, et la dynamique temporelle cyclique qui lui est endogène n'a pas fait place à une sorte de croissance linéaire et paisible. Si l'on prend conscience de cette dynamique et de l'histoire du capitalisme, il devient téméraire sinon inconscient de nier que le monde tel qu'il se présente aujourd'hui est une forme passagère et relativement paisible qui un jour sera détruite par la violence de la contradiction. Cela ne signifie pas que le grand soir du capitalisme arrive bientôt, mais à tout le moins que la version actuelle du capitalisme dans laquelle nous vivons va nécessairement mourir

BIBLIOGRAPHIE

ARRIGHI, Giovanni. « The Global Market ». *Journal of World-System Research*, vol. V, no. 2 (summer)

AGLIETTA, Michel, REBÉRIOUX, Antoine. *Dérives du capitalisme financier*, Albin Michel, Paris, 2004, 394 p.

_____. *Régulation et crises du capitalisme*, O. Jacob, Paris, 1997, 486 p.

AGLIETTA, Michel, ORLÉANS, André. *La violence de la monnaie*, Presses Universitaires de France, Paris, 1984, 324 p.

BELLAIS, Renaud *et al.*. *Karl Marx, le capital et sa crise*, L'Harmattan, Paris, 1997, 287 p.

BERGESEN, Albert. « How to model the Cyclical Dynamics of the World-System ». *Review*, VIII, 4, Spring 1985, p. 501-512

BANSUSSAN, Gérard, LABICA, George. *Dictionnaire critique du marxisme*, Presses Universitaires de France, Paris, 1982, 1240 p.

BILLAUDOT, Bernard, GAURON, André. *Croissance et crise : Vers une nouvelle croissance*, La Découverte, Paris, 1985, 255 p.

BOUISSOU, Jean-Marie, MILELLI, Christian, HOCHRAICH, Diana. *Après la crise - : les économies asiatiques face aux défis de la mondialisation*, Khartala, Paris, 2003, 417 p.

BOYER, Robert. *La théorie de la régulation : Une analyse critique*, La Découverte, Paris, 1987, 144 p.

BOYER, Robert, SAILLARD, Yves (dir publ.). *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*, La Découverte, Paris, 2002, 588 p.

BRAUDEL, Fernand, *La dynamique du capitalisme*, Flammarion, Paris, 1988, 120 p.

_____. *Le temps du monde*, A. Colin, Paris, 1979, 606 p.

CASTELLS, Manuel. *La société en réseaux : L'ère de l'information*, Fayard, Paris, 2001, 671 p.

CHESNAIS, François. *La mondialisation du capital*, Syros, Paris, 1997, 313 p.

CHESSAIS, François, DUMÉNIL, Gérard, LÉVY, Dominique, WALLERSTEIN, Immanuel. *Une nouvelle phase du capitalisme?* Syllepse, Paris, 2001, 126 p.

G. BUNKER, Stephen, S. CICANTELL, Paul. « The Economic Ascent of China and the Potential for Restructuring the Capitalist World-Economy ». *Journal of World-System Research*, vol. X, no 3 (Automne), 2003

CLERC, Denis, LIPIETZ, Alain, SATRE-BUISSON, Joël. *La crise*, Syros, Paris, 1985, 167 p.

DEBLOCK, Christian. *Taux de profit, accumulation du capital et phases de développement : La problématique de la croissance et des crises chez Marx et la théorie des ondes longues chez Mandel*, Université de Montréal, Montréal, 1982, 606 p.

DOCKÈS, Pierre, ROSIER, Bernard. *Rythmes économiques: Crises et changement social, une perspective historique*, Maspéro, Paris, 1983, 310 p.

FAUGÈRE, Jean-Pierre. *Le système financier et monétaire international : crises et mutations*, Armand Colin, Paris, 2005, 223 p.

FREITAG, Michel. *Introduction à une théorie générale du symbolique*, Éditions Saint-Martin, Montréal, 1986, 296 p.

_____. *Culture, pouvoir et contrôle : Les modes de reproduction formels de la société*, Éditions Saint-Martin, Montréal, 1986, 446 p.

FONTVIEILLE, Louis. « Long Cycle Theory: Dialectical and Historical Analysis ». *Review*, vol. XIV, no 2, (spring), 1991, p. 233-261

GORDON, David M.. « Inside and Outside the Long Swing: The Endogeneity/Exogeneity Debate and the Social Structures of Accumulation Approach ». *Review*, vol. XIV, no 2 (spring) 1991, p. 263-312

HAI HAC, Tran. *Relire le Capital*, Page Deux, Lausanne, 2003, 345 p.

HAI HAC, Tran, SALAMA. Pierre, *Introduction à l'économie de Marx*, Paris, La découverte, 1992, 124 p.

HARVEY, David. *The Limits to Capital*, Blackwell, Oxford, 1999, 478 p.

HUSSON, Michel. « L'école de la régulation : de Marx à Saint-Simon, un aller sans retour? » . in J. BIDET et E. KOUVELAKIS, *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF, Paris, 2001

HOPKINS, Terence, WALLERSTEIN. Immanuel, *Processes of the World-System*, Sage, Beverly Hills, 1980, 320 p.

HOPKINS, Terence, Wallerstein, Immanuel, *World-systems analysis theory and methodology*, Sage, Beverly Hills, 1982, 200p.

JOHSUA, Isaac. *Une trajectoire du capital: de la crise de 1929 à celle de la nouvelle économie*, Syllepse, Paris, 2006, 293 p.

JOHSUA, Isaac. *La crise de 1929 et l'émergence américaine*, Presses universitaires de France, Paris, 1999, 311 p.

KENTOR, Jeffrey. « The Growth of Transnational Corporate Networks: 1962-1998 ». *Journal of World-System Research*, vol. XI, no 1 (summer), 2005

LIPIETZ, Alain. *Crise et inflation, pourquoi? L'accumulation intensive*, Maspero, Paris, 1979, 381 p.

_____. *Le monde enchanté : De la valeur à l'envol inflationniste*, Maspero, Paris, 1983, 201 p.

LOMBORG, Bjorn. *Global Crisis, Global Solutions*, Cambridge University Press, Cambridge, 2004, 648 p.

MANDEL, Ernest. *La crise: les faits, leur interprétation marxiste*, Flammarion, Paris, 1985, 352 p.

_____. *Long waves of capitalist development*, Cambridge University Press, Cambridge, 1980, 151 p.

_____. *Où va la net-économie? : sortir de la depression Internet*, Les Échos, Paris, 2001, 253 p.

MARX, Karl, *Marx's Grundrisse* by David McLELLAN, Macmillan Press, London, 1972, 156 p.

_____. *Le Capital : Livre I*, Garnier-Flammarion, Paris, 1969, 699 p.

_____. *Le Capital, livre deuxième, Tome I*, Éditions sociales, Paris, 326 p.

_____. *La crise*, 10/18, Paris, 1978, 444 p.

_____. *L'idéologie Allemande*, Éditions Sociales, Paris, 1970, 154 p.

_____. *Théories sur la plus-value*, 3 t. Éditions Sociales, Paris, 1975, Paris

_____. *Travail salarié et capital*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1970, 91 p.

_____. *Salairé, prix et profit*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1975, 77 p.

MORIN, Edgar. *La nature de la nature*, Le seuil, Paris, 1981, 399 p.

_____. *La vie de la vie*, Le seuil, Paris, 1980, 471 p.

POLANYI, Karl. *La grande transformation*, Éditions Gallimard, Paris, 1983, 419 p.

PLIHON, Dominique. *Les désordres de la finance : crises boursières, corruption, mondialisation*, Eyclopaedia Universalis, Paris, 2004, 195 p.

PINEAULT, Éric. *Au-delà de l'expressionisme et du marxisme : éléments pour une théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé*, conférence de la chaire MCD, Montréal, 2006, 25 p.

_____. *Prolégomènes à une théorie critique du capital financier : liquidité du capital et développement de l'institution financière de la modernité*, Chaire MCD : document de travail, Montréal, 2003, 74 p.

_____. *Capital financier et financiarisation du capitalisme : une contribution institutionnaliste à l'analyse des transformations de la régulation économique*, Thèse de doctorat en sociologie, UQAM, Montréal, 2002, 251 p.

_____. *Corporation, propriété et capitalisme, le procès d'institutionnalisation politique et économique de la corporation*, Chaire MCD : document de travail, , Montréal, 2000, 39 p.

POMIAN, Krzysztof. « The Secular Evolution of the Concept of Cycles ». *Review*, vol. II, no 4 (spring), 1979, p. 563-646

POSTONE, Moishe. *Time, Labor and Social Domination : A representation of Marx's Critical Theory*, Cambridge University Press, Cambridge, 1993, 424 p.

PRIGOGINE, Ilya, STENGERS, Isabelle. *Entre le temps et l'éternité*, Fayard, Paris, 1988, 222 p.

ROBINSON, Joan. *An Essay on Marxian Economics*, The Macmillan Press, London, 1974, 104 p.

ROSIER, Bernard. *Croissance et crise capitalistes*, Presses Universitaires de France, Paris, 1984, 387 p.

_____. *Les Théories des crises économiques*, La découverte, Paris, 2003, 166 p.

SATOSHI, Ikeda. « Japan and the Changing Regime of Accumulation : A World-System Study of Japan's Trajectory From Miracle to Debacle ». *Journal of World-System Research*, vol. X, no 2 (summer), 2004

SALAMA, Pierre. *Sur la valeur*, Maspero, Paris, 255 p.

SÈVE, Lucien, *Structuralisme et dialectique*, Éditions sociales, Paris, 1984, 261 p.

SOLOMOU, Solomos. « Kondratieff Long Waves in Economic Growth ». 1850-1913, *Review*, vol. X, no 3 (winter), 1987, p. 507-534

SUTER, Christian. « Long Waves in the International Financial System: Debt-Default Cycles of Sovereign Borrowers ». *Review*, vol. XII, no 1 (winter), 1989, p. 1-49

TYLECOTE, Andrew. « Toward an Explanation of the Long Wave, 1780-2000 ». *Review*, vol. VII, no 4 (spring), 1984, p. 703-717

VILLAR, Pierre. *Or et monnaie dans l'Histoire*, Flammarion, Paris, 1974, 439 p.

WALLERSTEIN, Immanuel. « Kondratieff Up or Kondratieff Down? ». *Review*, vol. II, no 4 (spring), 1979, p. 663-73

_____. « Long Waves as Capitalist Process ». *Review*, vol. VII, no 4 (spring), 1984, p. 559-575

_____. *Le capitalisme historique*, La Découverte, Paris, 2002, 123 p.